



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2022



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

(Elaborée selon les principes et règles édictés par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI parue en 2009)

SECRETARIAT DU COMITE ASSURE PAR LA BCEAO
94, AVENUE MOUSSA TRAVELE
BP 206 - BAMAKO - MALI
TEL. (223) 20 22 37 56
FAX. 223) 20 22 47 86
WWW.BCEAO.INT

MALI 2022

Sommaire

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES.....	3
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT PROPOS.....	5
RESUME.....	6
INTRODUCTION.....	7
1. Conjoncture économique et financière internationale.....	7
2. Evolution de la situation économique, monétaire et financière au Mali.....	11
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	16
1.1 Balance commerciale	17
1.1.1 Exportations de biens	18
1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens.....	18
1.1.1.2 Composition des exportations de biens.....	19
1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens.....	20
1.1.2 Importations de biens.....	22
1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens.....	22
1.1.2.2 Composition des importations de biens.....	23
1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens.....	25
1.2 Balance des services.....	27
1.2.1 Exportations de services.....	28
1.2.2 Importations de services.....	28
1.3. Compte de revenu primaire.....	29
1.4. Compte de revenu secondaire.....	30
II. COMPTE DE CAPITAL.....	32
2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	32
2.2 Transferts en capital.....	32
III. COMPTE FINANCIER.....	34
3.1 Investissements directs.....	34
3.2 Investissements de portefeuille	35
3.3 Dérivés financiers.....	35
3.4 Autres investissements.....	35
I.V CAPITAUX MONETAIRES.....	37
4.1 Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale.....	37
4.2 Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts.....	37
4.3 Actifs extérieurs nets des institutions de dépôts.....	38
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	39
5.1 Evolution de la position extérieure globale.....	39
5.2 Structure géographique de la position extérieure globale	40
5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale	41
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	43
ANNEXES.....	44
Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali.....	46
Annexe 2 : Ajustements des données monétaires.....	53
Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes.....	54

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

GRAPHIQUES		Pages
Graphique 1 :	Evolution du compte courant	16
Graphique 2 :	Structure du compte courant	17
Graphique 3 :	Commerce intra-UEMOA en 2022	18
Graphique 4 :	Evolution des exportations de marchandises	20
Graphique 5 :	Destination des exportations	21
Graphique 6 :	Structure des exportations vers les autres pays de l'UEMOA	22
Graphique 7 :	Evolution des importations de marchandises FOB	24
Graphique 8 :	Origine des importations	25
Graphique 9 :	Structure des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	26
Graphique 10 :	Evolution de la balance des services	28
Graphique 11 :	Evolution des envois de fonds des travailleurs migrants	31
Graphique 12 :	Répartition des dons projets par bailleur et secteur bénéficiaire	33
TABLEAUX		Pages
Tableau 1 :	Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins	9
Tableau 2 :	Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)	14
Tableau 3 :	Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)	15
Tableau 4 :	Evolution du compte de transactions courantes	16
Tableau 5 :	Evolution du compte de biens	17
Tableau 6 :	Evolution des exportations de biens	18
Tableau 7 :	Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	19
Tableau 8 :	Evolution des exportations par principal produit	20
Tableau 9 :	Evolution des importations de biens	23
Tableau 10 :	Evolution des importations par principal produit	24
Tableau 11 :	Evolution des exportations et importations de services	27
Tableau 12 :	Evolution de la balance des services	27
Tableau 13 :	Evolution du compte de revenu primaire	30
Tableau 14 :	Evolution du compte de revenu secondaire	30
Tableau 15 :	Evolution du compte de capital	32
Tableau 16 :	Evolution du compte financier	34
Tableau 17 :	Evolution des actifs et des engagements de la Banque Centrale	37
Tableau 18 :	Evolution des actifs et des engagements des autres institutions de dépôts	38
Tableau 19 :	Evolution des actifs extérieurs nets des institutions de dépôts	38
Tableau 20 :	Variation de la position extérieure globale nette	40
Tableau 21 :	Orientation géographique de la position extérieure globale nette	41
Tableau 22 :	Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette	42

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP	:	Administrations publiques
ASECNA	:	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BADEA	:	Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	:	Banque Islamique de Développement
BIDC	:	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
CAF	:	Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)
CEMAC	:	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CMDT	:	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
DGD	:	Direction Générale des Douanes
DGDP	:	Direction Générale de la Dette Publique
DGCC	:	Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
DNGM	:	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNPD	:	Direction Nationale de la Planification du Développement
INSTAT	:	Institut National de la Statistique
DNTCP	:	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAB ou FOB	:	Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)
FAD	:	Fonds Africain de Développement
FED	:	Fonds Européen de Développement
FEM	:	Fonds pour l'Environnement Mondial
FCFA	:	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	:	Fonds Monétaire International
ISBLSM	:	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
KFW	:	Établissement de Crédit pour la Reconstruction (institution de droit public allemande)
MINUSMA	:	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
ONAP	:	Office National des Produits Pétroliers
PEG	:	Position Extérieure Globale
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTTE	:	Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)
TOFE	:	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	:	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	:	Union Monétaire Ouest Africaine
IDA	:	Association Internationale de Développement

AVANT PROPOS

L'élaboration de la balance des paiements des Etats membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été confiée à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) aux termes des dispositions du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) et du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA. Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

Avec l'adoption par le Fonds Monétaire International de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), la Banque Centrale a procédé à une refonte du dispositif qui vise, d'une part, la confection des comptes extérieurs par la prise en compte des changements introduits par le MBP6 et, d'autre part, l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données.

La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales, après la parution de la cinquième édition dudit manuel (MBP5). Le Manuel permet aussi de renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des évolutions méthodologiques au cours des années récentes, notamment le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (SCN-2008), le Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP-2001/2014) et le Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF-2000/2014).

Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6^{ème} édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits.

Les autres révisions relatives au dispositif d'élaboration des comptes extérieurs visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur l'application informatique dédiée à l'élaboration de la balance des paiements. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activités des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, ainsi que des transactions des institutions sous-régionales avec des entités non-résidentes de l'Union.

Le nouveau dispositif prévoit également la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la PEG d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes types et des principes d'élaboration.

RESUME

L'environnement économique mondial a été marqué en 2022 par un net ralentissement de la reprise amorcée en 2021. Selon les estimations publiées par le Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,5% en 2022, après une progression de 6,2% un an auparavant. Cette décélération est liée à la conjonction de plusieurs chocs, notamment les fortes pressions inflationnistes induites par les répercussions négatives de la guerre en Ukraine et les hausses rapides des taux d'intérêt consécutives au resserrement de la politique monétaire dans de nombreux pays. Le taux d'inflation à l'échelle mondiale a augmenté de 8,8% en moyenne en 2022 contre 4,7% en 2021, imputable notamment aux tensions sur les cours des produits énergétiques et alimentaires que le conflit entre la Russie et l'Ukraine a accentuées.

En dépit de la persistance d'une conjoncture internationale peu favorable et des problèmes sécuritaires au plan interne, l'activité économique dans l'UEMOA est demeurée dynamique en 2022. Cette croissance a été tirée principalement par les investissements réalisés dans le cadre de l'exécution de plusieurs chantiers de construction d'infrastructures ainsi que dans le secteur des hydrocarbures. A ce titre, le taux de croissance économique réel est ressorti à 5,7% en 2022, après 6,1% en 2021, contre 3,8% pour l'Afrique subsaharienne. Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à +7,4% en 2022 contre +3,6% en 2021.

Au Mali, à l'instar des autres pays de l'UEMOA, une progression de l'activité économique a été observée en 2022, avec un taux de croissance du PIB de 3,5% après 3,1% en 2021, à la faveur de la hausse de la production céréalière. Le taux d'inflation s'est établi à 9,7% en 2022 contre 3,9% en 2021, niveau supérieur à la norme de 3,0% maximum fixée par les critères de convergence de l'UEMOA.

Au niveau des finances publiques, le déficit global, base engagements et dons compris, s'est dégradé en 2022, en s'établissant à 4,9% du PIB après 4,8% du PIB en 2021.

Les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde, au titre de l'année 2022, se sont traduites par un solde global de la balance des paiements déficitaire de 462,7 milliards de FCFA, après un déficit de 57,8 milliards de FCFA de 2021. Le compte des transactions courantes a enregistré un déficit de 920,3 milliards en 2022 (7,9% du PIB), en détérioration par rapport à 2021 où il est ressorti à -814,3 milliards (7,6% du PIB). Le solde du compte de capital s'est stabilisé, pour ressortir à 77,3 milliards de FCFA.

Quant au compte financier, il a enregistré des flux nets 401,3 milliards de FCFA, après 657,9 milliards de FCFA en 2021, en liaison avec l'évolution des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres investissements.

Les créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents, correspondant au solde global de la balance des paiements, se sont repliées de 459,1 milliards entre 2021 et 2022, du fait de la situation de la Banque centrale (-513,1 milliards), atténuée par celle des Autres institutions de dépôts (+54,0 milliards).

La position extérieure globale s'est chiffrée à -8.166,6 milliards après -7.299,0 milliards un an plus tôt, en raison d'une augmentation du stock de passifs financiers envers les non-résidents.

INTRODUCTION

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE¹

L'année 2022 a été marquée par un ralentissement de la production mondiale, après le regain de dynamisme de la demande en 2021. La baisse du rythme de progression de l'activité économique, en 2022, est liée à de nombreux chocs : inflation forte dans le monde entier, durcissement des conditions de financement, ralentissement plus prononcé en Chine et répercussions négatives de la guerre en Ukraine. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,5% en 2022, après la hausse de 6,2% enregistrée en 2021.

Au niveau des économies avancées, la croissance est ressortie à 2,6% en 2022, après une hausse de 5,4% en 2021. Aux Etats-Unis, l'activité économique est passée de 5,9% en 2021 à 2,1% en 2022. Ce ralentissement s'explique par une baisse du pouvoir d'achat des ménages et un resserrement de la politique monétaire. En Zone euro, la croissance du produit intérieur brut (PIB) est passée de 5,3% en 2021 à 3,3% en 2022, impactée par les effets de contagion de la guerre en Ukraine, ainsi que le durcissement des conditions de financements.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à 4,1% en 2022 contre 6,7% en 2021. En Chine, la croissance a ralenti, passant de 8,4% en 2021 à 3,0% en 2022, dans un contexte marqué par des confinements, en raison de la politique Zéro-Covid-19 et l'aggravation de la crise de l'immobilier. En Russie, l'activité économique a été impactée par les sanctions occidentales, suite à son offensive en Ukraine. Le pays a ainsi enregistré une contraction de 2,1% en 2022, après une croissance de 4,7% en 2021.

En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB est ressortie à 4,0% en 2022, après une évolution de 4,7% en 2021. En dépit du ralentissement constaté, la progression de l'activité est restée élevée pour certains pays exportateurs de produits de base, sous l'effet des cours élevés des combustibles fossiles et des métaux. Le Nigeria a enregistré un ralentissement du rythme de progression de la production, qui passe de 3,6% en 2021 à 3,3% en 2022, en raison notamment des difficultés dans la production d'hydrocarbures. En Afrique du Sud, l'économie a connu une progression plus faible de son PIB, avec un taux de croissance de 1,9% en 2022, après un accroissement de 4,9% en 2021. Le repli de la croissance en Afrique du Sud est lié à l'aggravation des pénuries d'électricité et au renforcement des politiques de rigueur pour juguler l'inflation, en plus des perturbations induites par les inondations et les grèves enregistrées durant l'année 2022.

L'inflation globale est en hausse d'une année à l'autre ressortant supérieure à l'objectif des banques centrales dans toutes les régions du monde. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 7,3% en 2022 contre 3,1% en 2021. Au niveau des pays émergents et en développement, il est ressorti en moyenne à 9,9% en 2022 après 5,9% en 2021, en lien avec la hausse de la demande globale, ainsi que la hausse des prix du carburant. En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est située à 14,4% en 2022. La hausse de l'inflation en 2022 est liée à une combinaison de facteurs de demande et d'offre. Du côté de la demande, l'accélération de la croissance lors du rebond après la récession de 2020 et les effets

¹ Sources des données : World Economic Outlook, october 2022.

décalés des soutiens budgétaire et monétaire des Etats ont contribué à des pressions persistantes sur les prix. Du côté de l'offre, les pénuries de produits de base, aggravées par le conflit entre la Russie et l'Ukraine, ont contribué à la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Les pressions inflationnistes en Afrique ont été aggravées par les dépréciations monétaires résultant de chocs défavorables sur les termes de l'échange, la perte de réserves de change, les sorties de capitaux et les niveaux d'endettement élevés.

En 2022, les principales places boursières ont enregistré des évolutions à la baisse, dans un contexte marqué par le ralentissement de l'activité économique mondiale. En moyenne, l'indice MSCI World s'est détérioré de 7,9% en comparaison avec sa valeur moyenne de 2021, pour s'établir à 2.754,4 points. Aux Etats-Unis, l'indice de la bourse de New York, le Dow Jones, s'est replié de 3,4% en 2022 par rapport à l'année précédente. Le Nasdaq, indice des valeurs technologiques, a, de son côté, connu une baisse significative de 14,8%. Dans la zone euro, l'EuroStoxx 50 a reculé de 6,6% par rapport à son niveau moyen de 2021, tandis qu'au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 s'est accru de 5,1%. Au niveau des marchés boursiers africains, les indices phares ont connu des évolutions à la hausse au cours de l'année 2022. Ainsi, en moyenne annuelle, les indices NSE du Nigeria et GSE du Ghana ont enregistré des hausses respectives de 21,4% et 1,0%. Dans la Zone UEMOA, en moyenne annuelle, les indices BRVM composite et BRVM 10 se sont renforcés respectivement de 26,4% et 21,0% sur un an.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est déprécié face aux principales devises en 2022, en lien avec le retard pris par la Banque Centrale Européenne dans la normalisation de sa politique monétaire et les risques de récession ayant pesé sur les principales économies de la zone. Le cours de l'euro s'est replié de 11,0% pour s'établir à 1,0539 dollar des Etats-Unis en 2022. La monnaie de la zone euro est également ressortie en baisse par rapport au franc suisse (-7,0%), au dollar canadien (-7,6%), au dollar australien (-3,6%) et à la livre sterling (-0,9%). L'euro a aussi perdu de la valeur face aux devises des pays émergents. Il s'est déprécié de 16,5% vis-à-vis du rouble russe, de 7,3% face au yuan chinois et 5,5% à l'égard de la roupie indienne. En revanche, la devise européenne s'est appréciée face à la livre turque (+66,1%) et au yen japonais (+6,3%).

La monnaie des pays de la zone UEMOA, sur une base annuelle, s'est renforcée face au cedi ghanéen (+25,8%) et à la leone sierra-léonaise (+18,9%). En revanche, le franc CFA s'est déprécié vis-à-vis des autres monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment de 20,7% face au franc guinéen et de 18,2% vis-à-vis du dollar libérien. La monnaie commune des pays de l'Union a également perdu de la valeur face au naira nigérian (-5,3%) et au dalasi gambien (-3,2%).

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins

Devises	Taux de change annuels moyens (unités monétaires étrangères pour 1.000 FCFA)		
	2021	2022	Variation (%)
Droit de tirage spécial	1,27	1,20	-5,5
Dollar des Etats-Unis	1,80	1,61	-10,6
Franc suisse	1,65	1,53	-7,3
Livre sterling	1,31	1,30	-0,8
Yen japonais	197,97	210,39	6,3
Dalasi gambien	91,74	88,82	-3,2
Cedi ghanéen	10,47	13,17	25,8
Franc guinéen	17 631,00	13 983,77	-20,7
Dollar libérien	300,26	245,68	-18,2
Naïra nigérian	717,61	679,50	-5,3
Leone sierra-leonais	18 814,67	22 366,99	18,9

Source : BCEAO

S'agissant des produits de base, les cours ont poursuivi leur rebond entamé en 2021, en lien avec les contraintes pesant sur l'offre et l'approvisionnement des marchés, induites par le conflit entre la Russie et l'Ukraine. La hausse des cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union est localisée au niveau des produits énergétiques, avec notamment le gaz (+104,2%) et le pétrole (+40,0%), et des produits non énergétiques, comme le coton (+16,7%), le phosphate (+116,0%), l'uranium (+24,1%), le café (+17,9%), les huiles végétales (+8,8%) et le caoutchouc (+6,9%). En revanche, les cours du zinc (-28,2%), de la noix de cajou (-12,8%), du cacao (-2,3%) et du bois grume (-2,2%) se sont affaiblis durant la période.

Au sein de la Zone UEMOA, l'activité économique est demeurée dynamique en 2022, en dépit de la morosité de la conjoncture internationale et de la persistance des problèmes sécuritaires au plan interne.

Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA s'est établi à 5,7% en 2022 contre 6,1% en 2021, porté par l'ensemble des secteurs d'activité, notamment le secteur tertiaire, avec 3,6% en lien avec la bonne tenue des activités commerciales et des services. Les apports des secteurs primaire et secondaire ont représenté respectivement 0,9 point et 1,1 point.

Le taux d'inflation s'est inscrit, en moyenne annuelle, à 7,4% en 2022, contre 3,6% en 2021. Cette remontée de l'inflation s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des denrées alimentaires et, dans une moindre mesure, par la hausse observée au niveau de la fonction transport (+5,6% contre 0,7%) et logement (4,8% contre 1,8%). L'augmentation des prix de la composante alimentaire résulte essentiellement d'une baisse de 13,3% de la production céréalière dans l'Union, dans un contexte d'exacerbation des difficultés d'approvisionnement des marchés, subséquentes aux incidences des crises sécuritaires notamment au Burkina, au Mali et au Niger. A ces facteurs s'ajoutent également des chocs externes liés à l'envolée des cours internationaux des denrées alimentaires importées par l'Union, aggravée par la guerre russo-ukrainienne, ainsi que la dépréciation de l'euro par rapport au dollar.

Après deux années de fortes pressions sur les finances publiques, en raison notamment de l'ampleur des dépenses liées aux mesures de riposte contre la crise de la Covid-19 et de relance post Covid,

l'exécution budgétaire dans les Etats membres de l'UEMOA, au cours de l'année 2022, s'est déroulée dans un contexte de tensions sur les prix à la consommation. Les Etats membres ont dû surseoir à la politique de consolidation budgétaire initialement envisagée dans leurs Lois de finances initiales, afin notamment de préserver le pouvoir d'achat des populations et de consolider la reprise économique à travers la mise en œuvre de projets structurants.

Au titre des recettes budgétaires, les recouvrements se sont élevés à 17.968,3 milliards à fin décembre 2022, soit une hausse de 11,1% par rapport à l'année précédente. Cette progression est liée essentiellement à l'accroissement des recettes fiscales (12,0%). Toutefois, le taux de pression fiscale (13,7%) demeure largement en deçà de la norme communautaire de 20% du PIB minimum, prévu par les critères de convergence de l'UEMOA. Quant aux dons, ils se sont élevés à 1.361,3 milliards, soit une baisse de 7,8% par rapport à 2021.

Les dépenses et prêts nets ont progressé de 14,2% en atteignant 26.745,9 milliards en 2022, sous l'effet de la hausse des charges courantes (+14,2%) et des dépenses en capital (+15,5%). Les dépenses courantes se sont accrues, en liaison notamment avec la hausse des intérêts sur la dette des Etats membres (+16,7%), de la masse salariale (+10,7%) ainsi que des transferts et subventions (+22,8%). La progression des dépenses en capital est tirée par la mise en œuvre des actions de relance ainsi que la réalisation des investissements prévus dans les plans nationaux de développement.

En définitive, le déficit global, base engagements, dons compris, s'est creusé de 1,3 point de pourcentage du PIB, pour s'établir à 6,7% du PIB à fin décembre 2022, après 5,4% du PIB en 2021.

La situation monétaire de l'Union pour l'année 2022 a été marquée par une décélération de l'agrégat de monnaie au sens large dont le rythme de progression s'est établi à 11,3%, après 16,3% en 2021. L'évolution défavorable des comptes extérieurs, du fait de la hausse des prix des produits alimentaires importés et des produits énergétiques, a induit des sorties importantes de ressources en dehors de l'Union, ralentissant la dynamique de la masse monétaire.

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires ont enregistré une baisse de 42,5% pour ressortir à 4.458,0 milliards, à fin décembre 2022. Cette évolution s'explique par la baisse de 34,5% des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et une contraction de 19,9% de ceux des banques. L'alourdissement de la facture pétrolière (+73,5%) et alimentaire (+45,3%) a fortement dégradé le compte courant de l'Union en 2022. En outre, le resserrement des conditions financières, induit par la normalisation des politiques monétaires dans les pays avancés, a eu un effet réducteur sur les mobilisations des ressources extérieures par les Etats. En particulier, l'absence d'émission d'eurobonds par les Etats au cours de l'année s'est ressentie sur le profil des réserves de change.

L'encours des créances intérieures a augmenté de 20,1%, par rapport à son niveau de fin décembre 2021, pour se situer à 51.760,0 milliards à fin décembre 2022.

La masse monétaire s'est consolidée de 11,3% pour ressortir à 46.162,1 milliards. Cet accroissement de la liquidité globale s'est traduit par le raffermissement de 11,8% des dépôts et de 9,7% de la circulation fiduciaire.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE AU MALI

A l'instar des autres pays de l'UEMOA, l'année 2022 au Mali a été marquée par une activité économique dynamique, en dépit de la persistance d'une conjoncture internationale peu favorable et des sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA. Ce dynamisme a été porté par la résilience de l'économie malienne, induite par les soutiens budgétaire et monétaire, la bonne répartition de la pluviométrie et par la réduction de l'insécurité dans certaines zones de production. Cependant, les retards enregistrés dans la mise à disposition des intrants agricoles et l'infestation des cultures par les insectes, ont induit une forte baisse d'environ 50% de la production cotonnière, qui a été de 389.700 tonnes, après une production record de 775.000 tonnes en 2021. Ainsi, le taux de croissance réel du PIB s'est établi à 3,5% en 2022 contre une prévision initiale de 5,0% et une réalisation de 3,1% en 2021.

La hausse de l'activité économique en 2022 est induite par celle de l'ensemble des secteurs. La croissance réalisée par le secteur primaire (+3,4% contre +1,5% en 2021) a été impulsée par la performance enregistrée au niveau de la composante « Agriculture vivrière » (+14,5%), du fait de la bonne répartition de la pluviométrie sur le territoire national. Ainsi la production céréalière est ressortie à 10.098.303 tonnes en 2022 contre 8.800.956 tonnes en 2021. En revanche, la production de la composante « Agriculture d'exportation » s'est fortement repliée de -49,9%, en raison de la baisse de la production cotonnière en 2022.

Dans le secteur secondaire, la croissance est évaluée à 1,6% après 0,4% en 2021. Les branches « textiles », « métallurgie fonderie » et « électricité et eau » ont contribué à cet accroissement avec respectivement 38,5%, 4,0% et 5,8% en 2022, contre -8,5%, -2,5% et 10,6% en 2021, en liaison avec la transformation de la production cotonnière 2021 et l'augmentation de la production minière. En revanche, les branches « industries agro-alimentaire » et « construction » ont enregistré des replis de 6,5% et 3,5%.

Dans le secteur tertiaire, la croissance est ressortie à 6,3% en 2022 après 6,0% en 2021. L'activité dans les branches « commerce » et « transports et communications » a progressé, avec des taux de croissance respectifs de 9,0% et 6,0% en 2022 contre 6,5% et 7,5% en 2021.

Sur le plan de l'évolution des prix, l'inflation, mesurée par la variation moyenne de l'IHPC, est estimée à 9,7% en 2022 contre 3,9% en 2021, niveau non-conforme à la norme communautaire de 3,0% maximum prévue par les critères de convergence de l'UEMOA. Cette évolution est imputable aux répercussions des pressions inflationnistes notées à l'échelle internationale sur le panier de la ménagère et en grande partie à la flambée des prix des produits pétroliers et alimentaires.

Au titre des finances publiques, les transferts et subventions (sur les produits énergétiques et alimentaires) ont eu des incidences sur l'équilibre budgétaire au Mali. De plus, les dépenses occasionnées par la prise en charge des besoins nouveaux, induits par la mise en œuvre des accords avec les syndicats des travailleurs, le filet social « JIGISEME JIRI » et la crise sécuritaire, ont creusé davantage le déficit budgétaire en 2022. Toutefois, les mesures d'accompagnement de la communauté internationale (dons projets et autres appuis extérieurs), en plus des mesures de flexibilité mises en œuvre par la Banque Centrale, en vue de pallier les tensions de liquidité au niveau du système bancaire

et financier, ont permis de renforcer la résilience de l'économie.

Les recettes budgétaires ont atteint 2.317,7 milliards, soit 36,5 milliards ou 1,6% de plus qu'en 2021. S'agissant des recettes fiscales, elles se sont établies à 1.590,7 milliards contre 1.641,2 milliards en 2021, soit une diminution de 50,5 milliards ou 3,1%.

Les dépenses totales et prêts nets ont atteint 2.931,5 milliards contre 2.868,4 milliards en 2021, soit une augmentation de 63,1 milliards ou 2,2%.

Ainsi, le solde global, base engagements et dons compris s'est établi à -570,7 milliards de FCFA (-4,9% du PIB) contre -520,8 milliards de FCFA (-4,8% du PIB) en 2021, pour une norme communautaire de -3,0% maximum.

Sur le plan monétaire, l'évolution des agrégats en 2022 a été marquée par une dégradation de 47,6% des actifs extérieurs nets tandis que les créances intérieures et la masse monétaire se sont consolidées respectivement de 27,7% et 10,7%.

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires sont évalués à 508,4 milliards de FCFA à fin décembre 2022, en diminution de 459,1 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2021, imputable à la Banque Centrale (-513,1 milliards de FCFA), atténuée par la hausse enregistrée par les Autres institutions de dépôt (+54,0 milliards de FCFA).

L'encours des créances intérieures s'est chiffré à 5.085,7 milliards de FCFA à fin décembre 2022, en hausse de 1.104,7 milliards ou 27,7% par rapport à fin décembre 2021, à la suite de l'augmentation des créances nettes sur l'Etat pour 589,3 milliards de FCFA et des créances sur l'économie pour 515,3 milliards de FCFA.

L'augmentation des créances nettes du système bancaire sur l'Etat est imputable à la baisse des dépôts publics à la BCEAO et dans les banques (-69,2 milliards de FCFA et -224,7 milliards de FCFA) et à l'augmentation des crédits (+94,3 milliards de FCFA) et des portefeuilles de titres du Trésor (+218,4 milliards de FCFA). Quant à la hausse des créances sur l'économie, elle est liée à l'activité économique, avec les mises en place de crédits effectuées en faveur d'opérateurs évoluant dans les secteurs de l'agriculture, des intrants chimiques, de l'industrie, des mines, des télécommunications et du commerce général.

La masse monétaire a enregistré une augmentation de 10,7% par rapport à fin décembre 2021, en s'inscrivant à 4.783,1 milliards de FCFA. Cette hausse de la liquidité globale s'est traduite dans la circulation fiduciaire et dans les dépôts en banques qui se sont accrus de 12,4% et de 12,0% respectivement, au cours de la période sous revue.

S'agissant de la part de la monnaie scripturale dans le stock monétaire, elle s'est inscrite à 74,8% à fin décembre 2022 contre 75,2% à fin décembre 2021.

Encadré : Présentation des statistiques de balance des paiements

Les transactions de balance des paiements sont présentées à travers les tableaux 2 et 3 ci-après. Le tableau 2 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le « tableau 3 (optique BCEAO) » est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés dans les tableaux en annexe. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme de la variation des avoirs extérieurs officiels nets (Banque Centrale) et de ceux des Autres institutions de dépôts.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte financier, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre secteurs institutionnels (Administrations publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et Autres institutions de dépôts), alors que dans la présentation « optique BCEAO », les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements » excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et Autres institutions de dépôts). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

Tableau 2 : Balance des paiements 2022 en termes de transactions (présentation résumée)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	4 777 275	5 697 587	-920 312
1.A	Biens et services	3 652 149	4 953 655	-1 301 506
1.A.a	Biens	3 353 603	3 488 312	-134 709
1.A.a.1	Marchandises générales	627 309	3 370 211	-2 742 903
1.A.a.1.1	Dont réexportations	36 840		36 840
1.A.a.2	Exports. nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	2 726 294	118 101	2 608 194
1.A.b	Services	298 546	1 465 344	-1 166 797
1.A.b.3	Transport	16 933	786 463	-769 530
1.A.b.3.0.2	Dont fret	10 602	740 456	-729 854
1.A.b.4	Voyages	88 802	83 870	4 931
1.A.b.0	Autres services	189 315	590 945	-401 631
1.B	Revenus primaires	127 765	615 849	-488 084
1.B.1	Revenus des salariés	50 784	31 050	19 734
1.B.2	Revenus des investissements	73 112	584 799	-511 687
1.B.3	Autres revenus primaires	3 870	0	3 870
1.C	Revenus secondaires	997 361	128 083	869 278
1.C.1	Administrations publiques	308 919	3 993	304 926
1.C.1.4	Aides budgétaires	6 300		6 300
1.C.2	Autres secteurs	688 441	124 090	564 351
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	639 715	112 828	526 888
2	Compte de capital	80 039	2 774	77 265
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	2	2 113	-2 111
2.2	Transferts en capital	80 037	661	79 376
2.2.1	Administrations publiques	47 918	102	47 816
	Remises de dettes	9 257	0	9 257
2.2.2	Autres secteurs	32 119	559	31 560
3	Compte financier	-366 529	493 955	-860 484
3.1	Investissements directs	27 217	446 281	-419 064
3.2	Investissements de portefeuille	208 915	166 726	42 189
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-21 077	-119 052	97 974
3.5	Avoirs de réserves	-581 584	0	-581 584
6	Erreurs et omissions nettes	-5 223 844	-5 206 406	-17 437

Source : BCEAO

Tableau 3 : Balance des paiements 2022 en termes de transactions (optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	4 777 275	5 697 587	-920 312
1.A	Biens et services	3 652 149	4 953 655	-1 301 506
1.A.a	Biens	3 353 603	3 488 312	-134 709
1.A.a.1	Marchandises générales	627 309	3 370 211	-2 742 903
1.A.a.1.1	Dont réexportations	36 840		36 840
1.A.a.2	Exports. nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	2 726 294	118 101	2 608 194
1.A.b	Services	298 546	1 465 344	-1 166 797
1.A.b.3	Transport	16 933	786 463	-769 530
1.A.b.3.0.2	Dont fret	10 602	740 456	-729 854
1.A.b.4	Voyages	88 802	83 870	4 931
1.A.b.0	Autres services	189 315	590 945	-401 631
1.B	Revenus primaires	127 765	615 849	-488 084
1.B.1	Revenus des salariés	50 784	31 050	19 734
1.B.2	Revenus des investissements	73 112	584 799	-511 687
1.B.3	Autres revenus primaires	3 870	0	3 870
1.C	Revenus secondaires	997 361	128 083	869 278
1.C.1	Administrations publiques	308 919	3 993	304 926
1.C.1.4	Aides budgétaires	6 300	0	6 300
1.C.2	Autres secteurs	688 441	124 090	564 351
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	639 715	112 828	526 888
2	Compte de capital	80 039	2 774	77 265
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	2	2 113	-2 111
2.2	Transferts en capital	80 037	661	79 376
2.2.1	Administrations publiques	47 918	102	47 816
	Remises de dettes	9 257	0	9 257
2.2.2	Autres secteurs	32 119	559	31 560
				0
3	Compte financier	122 097	523 434	-401 336
3.1	Investissements directs	27 217	446 281	-419 064
3.2	Investissements de portefeuille	2 588	124 321	-121 733
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	92 292	-47 169	139 461
	Administrations publiques	0	-70 900	70 900
3.5	Autres secteurs	92 292	23 731	68 561
6	Erreurs et omissions nettes	-5 223 844	-5 206 406	-17 437
7	Solde global	-488 627	-29 478	-459 148
8	Avoirs et engagements extérieurs	488 627	29 478	459 148
8.1	Banque Centrale	581 584	68 465	513 119
8.2	Autres institutions de dépôts	-92 957	-38 986	-53 971

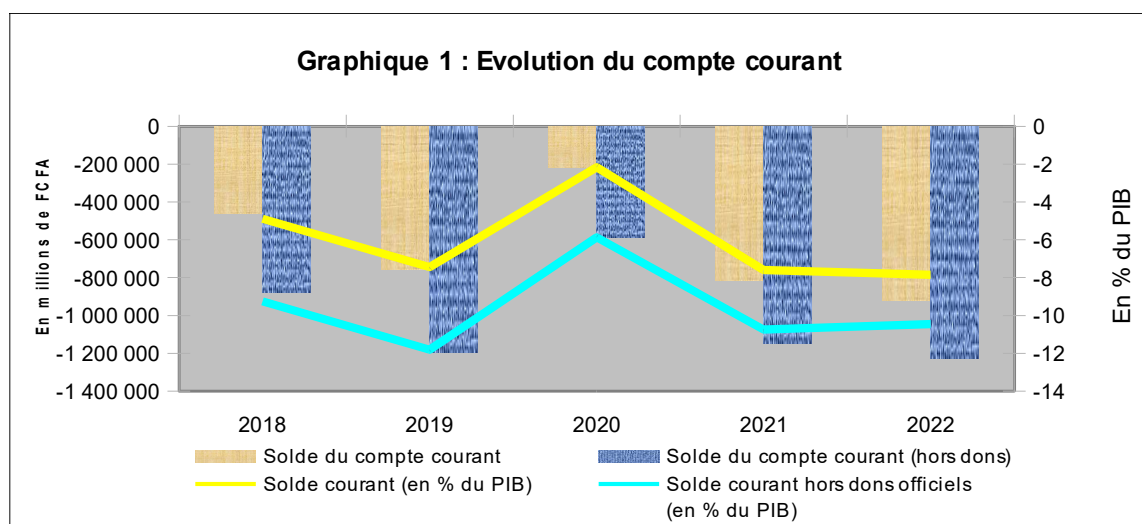
Source : BCEAO

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes est le poste de la balance des paiements qui retrace l'ensemble des échanges de biens, de services et de revenus, avec ou sans contrepartie réelle, entre agents économiques résidents et non-résidents. En 2022, le déficit du compte courant est évalué à 920,3 milliards, en dégradation de 106,0 milliards par rapport à 2021 (-814,3 milliards). Cette dégradation s'explique par celle de la balance des services (-107,6 milliards) et des revenus primaire et secondaire (-31,6 milliards et -1,2 milliards). En revanche, la balance commerciale s'est améliorée de 34,5 milliards, en passant de -169,2 milliards en 2021 à -134,7 milliards en 2022, en lien avec l'accroissement des exportations.

Rapporté au PIB, le solde du compte courant s'est dégradé en ressortant à -7,9% (-10,5% hors transferts officiels) en 2022 contre -7,6% (-10,7% hors transferts officiels) en 2021.

Le graphique et le tableau, ci-après, retracent l'évolution du compte des transactions courantes entre 2018 et 2022.



Source : BCEAO

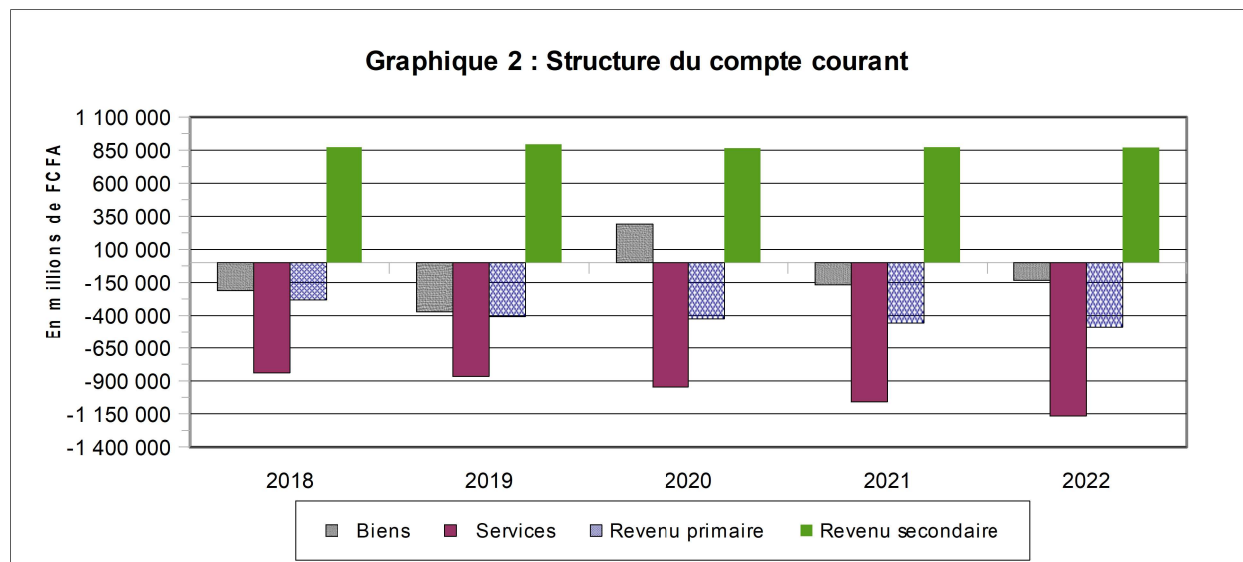
Tableau 4 : Evolution du compte de transactions courantes

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Biens et services	-1 052 470	-1 240 127	-658 227	-1 228 416	-1 301 506
Biens	-212 601	-373 574	290 106	-169 240	-134 709
Services	-839 868	-866 552	-948 333	-1 059 176	-1 166 797
Revenu primaire	-283 378	-407 518	-425 228	-456 478	-488 084
Revenu secondaire	871 353	892 549	864 915	870 554	869 278
Solde du compte courant	-464 495	-755 096	-218 540	-814 340	-920 312
Solde du compte courant (hors dons)	-878 664	-1 196 966	-591 382	-1 150 644	-1 225 238
PIB nominal	9 482 000	10 125 600	10 052 800	10 707 690	11 714 408
Solde courant (en % du PIB)	-4,9	-7,5	-2,2	-7,6	-7,9
Solde courant hors dons officiels (en % du PIB)	-9,3	-11,8	-5,9	-10,7	-10,5

Source : BCEAO

Le graphique ci-dessous retrace la structure du déficit des transactions courantes, imputable, au titre de l'année 2022, aux comptes des biens, des services et du revenu primaire. Ce déficit a été atténué par l'excédent du compte du revenu secondaire structurellement excédentaire, du fait notamment de l'importance des envois de fonds des travailleurs migrants ainsi que des fonds destinés à la coopération internationale, notamment l'appui des forces militaires étrangères.



Source : BCEAO

1.1 Balance commerciale

Le solde de la balance commerciale s'est amélioré en 2022, en liaison avec l'augmentation de 24,5% des exportations. En effet, les transactions commerciales avec l'extérieur se sont soldées en 2022 par un déficit de 134,7 milliards, en amélioration de 34,5 milliards par rapport à 2021 où elles avaient affiché un déficit de 169,2 milliards.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 96,1%, en hausse de 2,0 points de pourcentage par rapport à 2021 où il est ressorti à 94,1%. Le degré d'ouverture commerciale est évalué à 29,2%, en augmentation de 3,3 points de pourcentage par rapport à 2021.

Tableau 5 : Evolution du compte de biens

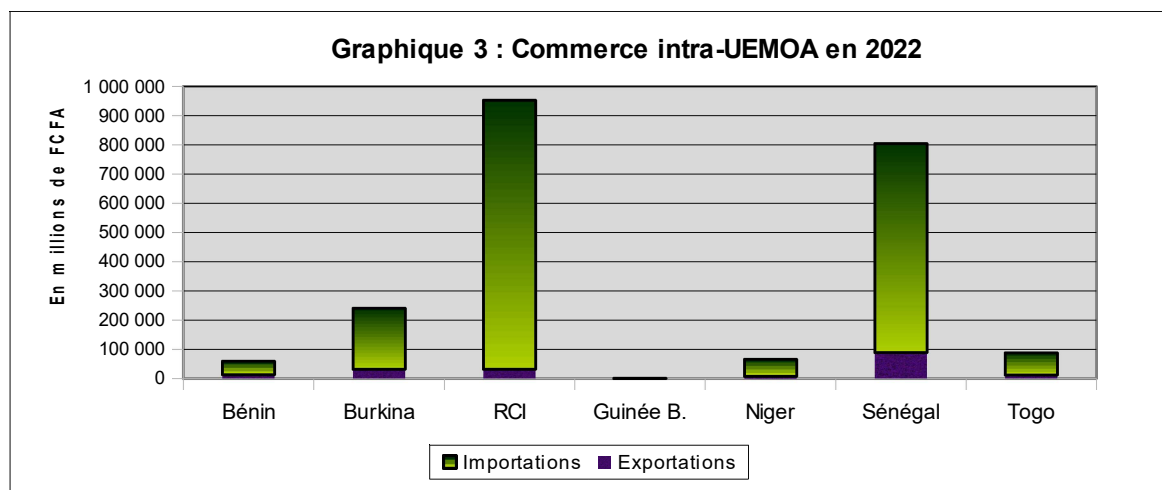
(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Exportations de biens	1 991 432	2 153 388	2 759 384	2 693 837	3 353 603
Importations de biens	2 204 033	2 526 962	2 469 278	2 863 077	3 488 312
Balance commerciale de biens	-212 601	-373 574	290 105	-169 240	-134 709
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	90,4	85,2	111,7	94,1	96,1
Degré d'ouverture commerciale (en %)	22,1	23,1	26,0	25,9	29,2

Sources : BCEAO et INSTAT

Sur le plan intra-communautaire, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué, dans un contexte inflationniste et malgré les sanctions économiques et financières, par une augmentation de 36,2% de la valeur totale des flux échangés, la portant à 2.211,6 milliards en 2022, contre 1.623,2 milliards en 2021.

Le graphique ci-dessous présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1 Exportations de biens

1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens

Évaluées à 3.353,6 milliards sur la base des données ajustées² de l'année 2022, les exportations de biens se sont inscrites en hausse de 659,8 milliards, soit 24,5% par rapport à l'année 2021. Cette évolution est liée à la bonne tenue des ventes extérieures d'or non monétaire et du coton-fibre. Les autres produits exportés, notamment les animaux vivants, ont enregistré des baisses sur la période, en liaison avec l'évolution des volumes exportés du fait de l'interdiction d'exportation de bétail durant le premier semestre de l'année 2022.

Les réexportations de biens, qui ont atteint 36,8 milliards en 2022, concernent les biens de consommation courante exportés en Guinée, les machines et pièces échangées entre filiales, les produits chimiques ainsi que le carburéacteur à destination de plusieurs pays.

Tableau 6 : Evolution des exportations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Marchandises générales	603 074	587 322	496 515	564 474	627 309
dont réexportations	70 705	50 658	44 497	40 488	36 840
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	0	0
Or non monétaire	1 388 358	1 566 066	2 262 869	2 129 363	2 726 294
TOTAL EXPORT (FOB)	1 991 432	2 153 388	2 759 384	2 693 837	3 353 603

Sources : BCEAO et INSTAT

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est inscrit à 5,0% en 2022, contre 5,1% en 2021, du fait de la hausse plus prononcée des exportations (24,5%) que celle du service de la dette (23,1%).

² Le tableau A3 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de la balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.

Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Exportations totales	1 991 432	2 153 388	2 759 384	2 693 837	3 353 603
Service de la dette publique extérieure	101 300	122 536	121 771	136 334	167 814
Service de la dette/export (en %)	5,1	5,7	4,4	5,1	5,0

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1.2 Composition des exportations de biens

Les exportations du Mali en 2022 sont dominées par l'or non monétaire avec 81,3% du total, suivi de loin par le coton fibre avec 8,8% et les animaux vivants avec 1,9%.

Les exportations d'or non monétaire se sont accrues de 596,9 milliards (28,0%) en 2022 en s'établissant à 2.726,3 milliards, en raison de la hausse des cours sur le marché international après une baisse en 2021. En effet, les incertitudes liées à la crise russo-ukrainienne et le resserrement des conditions de financement ont entraîné une hausse du prix moyen de vente obtenu par le secteur, qui est ressorti à 32.518 FCFA/g en 2022 contre 30.442,8 FCFA/g en 2020. Les volumes d'or exportés par ces sociétés ont enregistré une augmentation (2.767,4 kg ou 4,4%) pour atteindre 66.227,4 kilogrammes en 2022.

Les exportations de fibre de coton se sont, pour leur part, chiffrées à 294,9 milliards en 2022, en forte hausse de 138,3 milliards ou 88,3% par rapport aux réalisations de l'année précédente. Ce niveau découle de la hausse de 117,1% du volume exporté (775.000 tonnes de coton graine produit lors de la campagne 2021/2022) et de l'augmentation de 6,8% du prix moyen de vente obtenu par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT), soit 1.213 FCFA/kg en 2022, après 1.136,4 FCFA/kg en 2021, en lien avec la hausse des cours du coton sur les marchés internationaux.

Les exportations d'animaux vivants sont ressorties à 62,1 milliards en 2022, après 139,4 milliards en 2021, en baisse de 77,3 milliards (55,4%), imputable essentiellement, à l'interdiction d'exportation mise en place par le gouvernement durant le premier semestre de l'année 2022, en réponse aux sanctions de la CEDEAO. Ces exportations sont constituées essentiellement de bovins et d'ovins à destination des pays de la sous-région.

Quant aux exportations d'engrais, qui se replient d'année en année, elles ont représenté 0,4% des exportations totales et se sont établies à 13,5 milliards, après 16,1 milliards en 2021 (-15,9%). Elles sont à destination des pays de la sous-région, notamment le Burkina Faso et la Guinée. Les exportations de combustibles minéraux, d'un montant de 10,8 milliards en 2022, sont relatives aux réexportations de kérosène destinées à l'avitaillement d'aéronefs qui desservent le Mali.

Enfin, les « autres produits d'exportation », avec une diminution de 3,5 milliards (-1,8%) par rapport à 2021, sont ressortis à 195,5 milliards en 2022. Ce poste est composé de produits alimentaires (produits vivriers et boissons), de peaux et cuirs, de déchets de fer ainsi que de machines.

Le tableau A17 en annexe retrace l'ensemble des « autres produits d'exportation ».

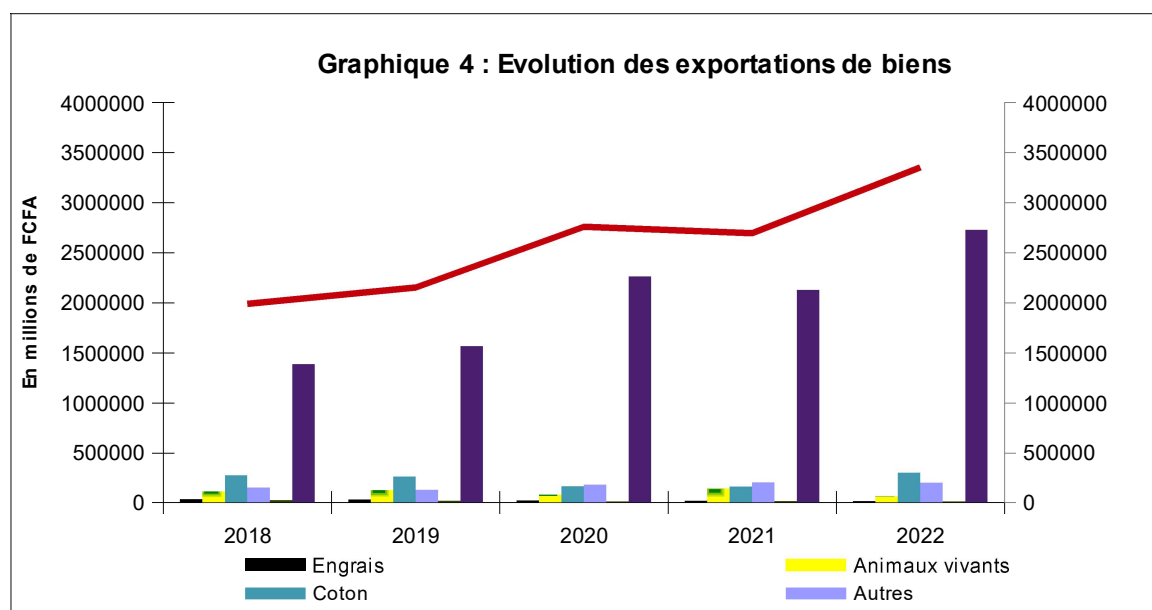
Tableau 8 : Évolution des exportations

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Coton	270 779,0	256 842,6	161 568,9	156 657,5	294 949,0
part en %	13,6	11,9	5,9	5,8	8,8
Or non monétaire	1 388 358,1	1 566 066,3	2 262 869,0	2 129 363,5	2 726 294,3
part en %	69,7	72,7	82,0	79,0	81,3
Animaux vivants	108 393,5	123 595,0	78 809,8	139 366,3	62 110,2
part en %	5,4	5,7	2,9	5,2	1,9
Combustibles minéraux	24 681,2	15 607,3	10 782,0	14 494,8	10 763,9
part en %	1,2	0,7	0,4	0,5	0,3
Engrais	34 081,0	30 871,9	20 974,9	16 082,7	13 519,3
part en %	1,7	1,4	0,8	0,6	0,4
Réacteurs nucléaires, chaudières	5 086,4	5 087,4	22 228,1	19 174,7	22 886,2
part en %	0,3	0,2	0,8	0,7	0,7
Légumes & fruits	10 455,0	14 320,9	12 888,6	10 309,4	12 259,1
part en %	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fers & aciers	2 674,7	14 674,5	13 239,0	9 387,1	15 350,8
part en %	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	146 923,1	126 322,0	176 023,5	199 001,3	195 470,0
part en %	7,4	5,9	6,4	7,4	5,8
TOTAL EXPORTATIONS	1 991 432,0	2 153 387,9	2 759 383,7	2 693 837,3	3 353 602,8

Sources : BCEAO et INSTAT

Le graphique 4 retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2018 et 2022.

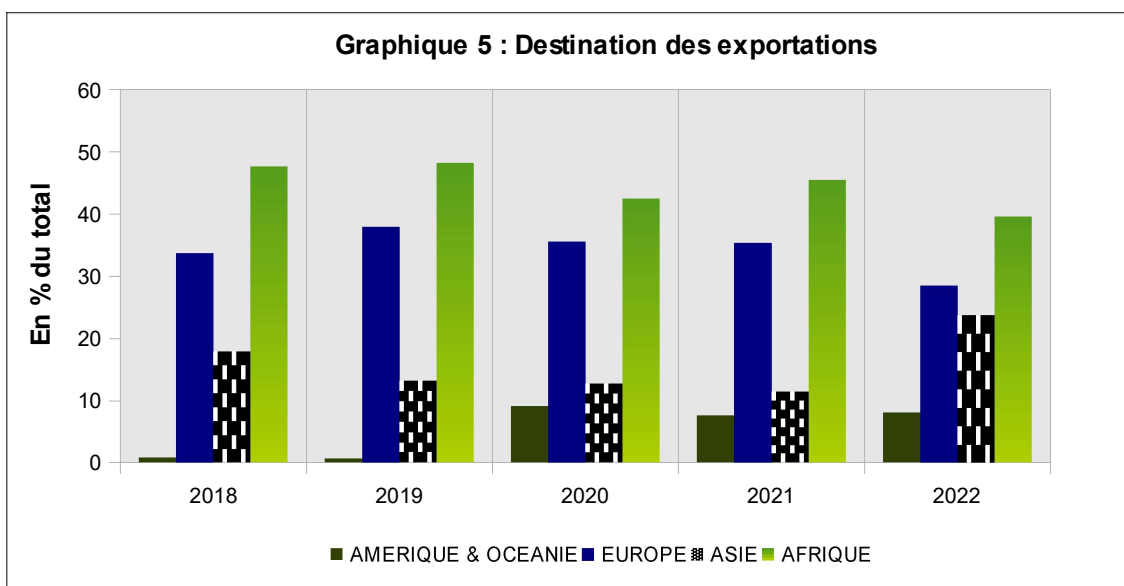


Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations du Mali en 2022, sur la base des données ajustées, conserve la même structure que celle des années précédentes. Les ventes extérieures du Mali sont destinées principalement au continent africain, en liaison avec les exportations d'or non monétaire essentiellement vers l'Afrique du Sud.

Le graphique ci-dessous illustre la destination des exportations du Mali.



Les expéditions vers le continent africain se sont inscrites à 1.327,2 milliards en 2022 (39,6% du total), en hausse de 8,3% par rapport à l'année précédente. Cette évolution est imputable essentiellement à la progression des exportations d'or vers l'Afrique du Sud, atténuée par le repli des expéditions d'animaux vivants vers les autres pays de l'UEMOA. Les ventes d'or non monétaire vers le continent ont augmenté de 21,6% en 2022, pour atteindre 1.100,4 milliards de FCFA (soit 40,4% des exportations d'or), après 905,2 milliards de FCFA en 2021. Ces ventes sont destinées à l'Afrique du Sud, première destination de l'or, la plupart des sociétés minières y expédiant leur production. La part des autres pays africains (hors UEMOA et Afrique du Sud) ressort à 37,9 milliards (2,9% du total des exportations vers l'Afrique), soit 0,2 point de plus qu'en 2021.

Quant au continent européen, qui occupe le deuxième rang en termes de destination des exportations, sa part dans le total des exportations du Mali est en diminution de 6,9 points par rapport à l'année précédente, avec un montant de 956,0 milliards en 2022 (28,5%), après 952,6 milliards (35,4%) en 2021. La stabilité de la valeur des exportations vers ce continent s'explique essentiellement par celle des exportations d'or vers la Suisse (deuxième destination en 2022) qui sont ressorties à 868,0 milliards en 2022 contre 866,0 milliards en 2021. En dehors de la Suisse, qui absorbe 90,9% des exportations à destination de l'Europe, la part des autres pays européens (essentiellement la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas) ressort à 9,1% en 2022, en hausse de 4,7 milliards. Ces exportations sont constituées de coton, de fruits, de peaux et cuirs et, dans une moindre mesure, d'or.

Le continent asiatique occupe le troisième rang, en termes de destination des exportations en 2022. Sa part dans les exportations totales s'est établie à 23,8%, soit 797,9 milliards, après 11,5% en 2021, avec notamment la Chine, l'Inde et la Thaïlande, principales destinations pour le coton-fibre du Mali. Il en est de même pour l'or artisanal qui est essentiellement exporté vers Dubaï, aux Émirats arabes unis.

La part de l'Océanie a progressé de 0,4 point pour s'établir à 7,8% des exportations totales du Mali en 2022, contre 7,4% en 2021. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse des exportations d'or vers l'Australie, passant de 197,8 milliards en 2021 à 257,4 milliards en 2022.

Le tableau A5 en annexe retrace la répartition géographique détaillée des exportations.

Exportations intra-UEMOA

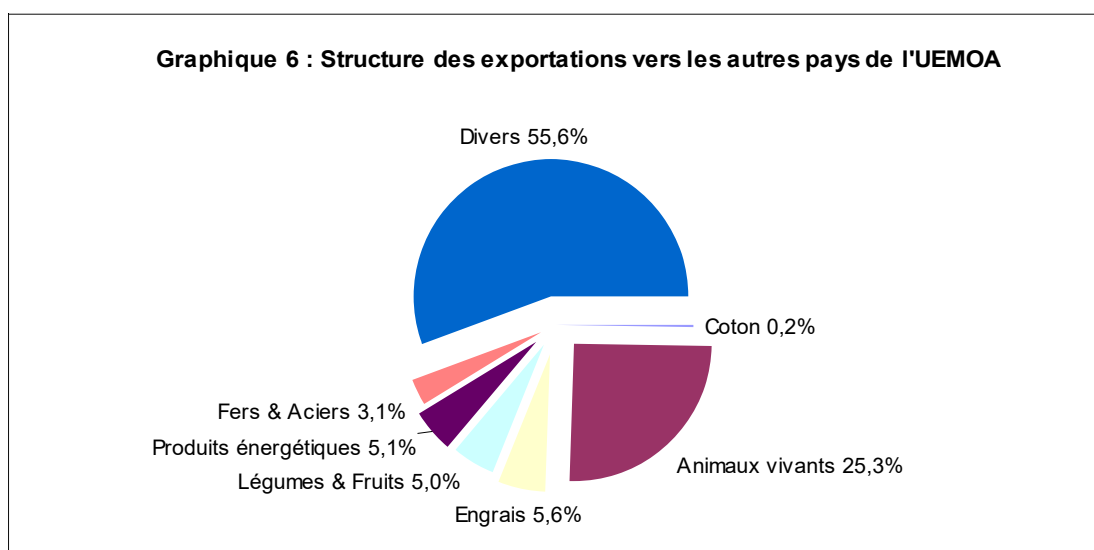
Sur la base des données réconciliées, la part des pays de l'UEMOA dans les exportations du Mali a régressé de 98,9 milliards, avec une valeur de 187,3 milliards (5,6% des exportations totales) en 2022, après 286,2 milliards en 2021 (10,6%), toujours en décalage avec les objectifs d'intégration de la zone UEMOA.

A l'instar des autres années, ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA fortement déficitaire pour le Mali, avec un solde de -1.837,0 milliards et un taux de couverture des importations par les exportations de 9,3% en 2022 contre 96,1% pour l'ensemble des partenaires commerciaux.

Les ventes à destination des autres pays de l'UEMOA restent dominées par les animaux vivants. En effet, les exportations de bétail sont ressorties à 47,4 milliards en 2022, soit 25,3% des exportations totales vers les pays de l'Union. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, principaux destinataires de ce produit, absorbent respectivement 29,1% et 44,6% des exportations d'animaux vivants. Les exportations d'engrais vers la zone ont légèrement diminué en 2022, en s'établissant à 10,4 milliards, soit 5,6% du total des exportations vers les pays de l'UEMOA, après 12,2 milliards en 2021 (4,3%). Le Burkina Faso reste le principal pays de destination pour ce produit.

Le graphique 6 présente la structure des exportations en 2022 avec les autres pays de l'UEMOA.

Sources : BCEAO et INSTAT



Le tableau A7 en annexe présente les exportations communautaires par grande catégorie de produits.

1.1.2 Importations de biens³

1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens

En 2022, les importations ajustées, sur la base de leur valeur CAF, ont progressé de 21,8%, pour atteindre 4.254,0 milliards. Elles se sont établies à 36,2% du PIB nominal de 2022, après 32,9% en 2021.

³ Le tableau A4 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau.

Le tableau ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données CAF, entre 2018 et 2022.

Tableau 9 : Evolution des importations de biens (en valeur CAF)

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Marchandises générales	2 623 850	3 008 288	2 939 617	3 491 557	4 135 939
Or non monétaire	0	0	0	0	118 101
Biens	2 623 850	3 008 288	2 939 617	3 491 557	4 254 039
Importations de biens / PIB	27,7	29,7	29,2	32,6	36,3

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.2.2 Composition des importations de biens

La décomposition des importations de biens par grande catégorie montre que le Mali importe essentiellement des produits énergétiques, des biens d'équipement et des produits alimentaires. Les produits énergétiques représentent 37,7% du total des importations de 2022, suivis des biens d'équipement (notamment les machines et les véhicules) pour une part de 16,3%, des produits alimentaires pour 16,0%, des matières premières et des biens intermédiaires pour 15,3%, et des produits chimiques et pharmaceutiques pour 9,9%.

Les importations en valeur FOB ont progressé de 21,8%, pour s'établir à 3.488,3 milliards en 2022 contre 2.863,1 milliards en 2021. Elles ont été fortement affectées par l'augmentation des cours internationaux du baril de pétrole et des prix des produits alimentaires. Cette situation s'est traduite par une augmentation de 563,3 milliards ou 75,1% de la valeur des importations de produits énergétiques. Ainsi, la facture pétrolière s'est alourdie, avec un montant FOB de 1.313,9 milliards FCFA, après 750,6 milliards FCFA en 2021.

Les importations de produits alimentaires sont ressorties à 556,7 milliards en 2022 (16,0% des importations totales), en augmentation de 77,5 milliards (16,2%) par rapport à 2021, en liaison notamment avec les céréales (+16,5%), les préparations alimentaires divers (+29,1%), le lait (+37,4%), les graisses, huiles animales ou végétales (+20,8%), et les produits de la minoterie (+21,8%).

S'agissant des achats de biens d'équipement, dominés par la catégorie « machines et véhicules », ils ont enregistré une diminution de 65,8 milliards (-10,4%) pour s'établir à 569,9 milliards en 2022, après 635,7 milliards en 2021, avec une part de 16,3% dans les importations totales du Mali. Sous l'effet des sanctions de la CEDEAO, le volume des biens d'équipement importés s'est considérablement replié (-33,2%) durant la période sous revue. En effet, cette catégorie de produits était concernée par l'interdiction d'entrée via les pays de la CEDEAO.

Les importations de matières premières et de biens intermédiaires ont enregistré une hausse de 2,2% tandis que celles de biens de consommation courante, notamment les produits chimiques et pharmaceutiques, ont marqué une hausse de 8,8% en 2022, induite par la progression de la demande intérieure courant 2022.

En 2022, une importation d'or a été enregistrée pour un montant de 113,3 milliards, en provenance du Burkina. Il s'agit d'une opération exceptionnelle réalisée entre une société minière du Burkina et un comptoir d'achat d'or du Mali, et qui a permis à la société minière d'exporter tout en contournant les sanctions internationales liées à ses actionnaires/investisseurs russes.

Le tableau A18 en annexe retrace l'ensemble des « autres produits d'importation ».

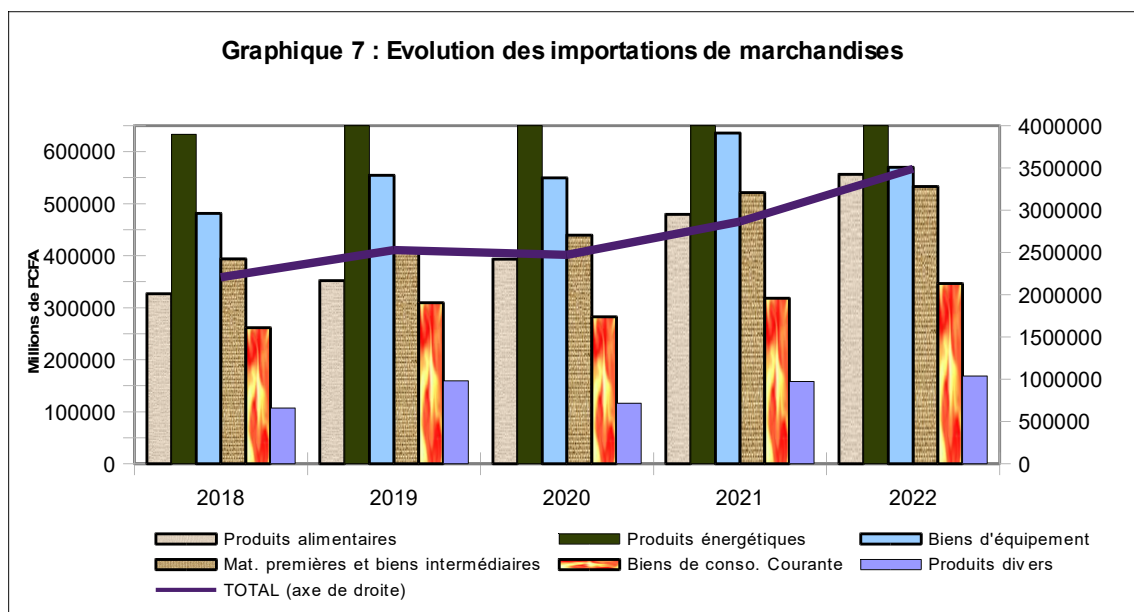
Tableau 10 : Évolution des importations (en valeur FOB)

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Produits alimentaires	327 161	352 421	393 572	479 245	556 741
part en %	14,8	13,9	15,9	16,7	16,0
Produits énergétiques	633 400	738 444	687 955	750 554	1 313 883
part en %	28,7	29,2	27,9	26,2	37,7
Biens d'équipement	481 087	554 496	549 476	635 703	569 878
part en %	21,8	21,9	22,3	22,2	16,3
Mat. premières et biens intermédiaires	393 785	412 641	439 705	521 460	532 801
part en %	17,9	16,3	17,8	18,2	15,3
dont ciment	104 526	111 615	121 712	116 227	129 775
Biens de conso. courante	261 811	309 437	282 344	318 181	346 262
part en %	11,9	12,2	11,4	11,1	9,9
Produits divers	106 789	159 523	116 226	157 934	168 747
part en %	4,8	6,3	4,7	5,5	4,8
TOTAL	2 204 033	2 526 962	2 469 278	2 863 077	3 488 312

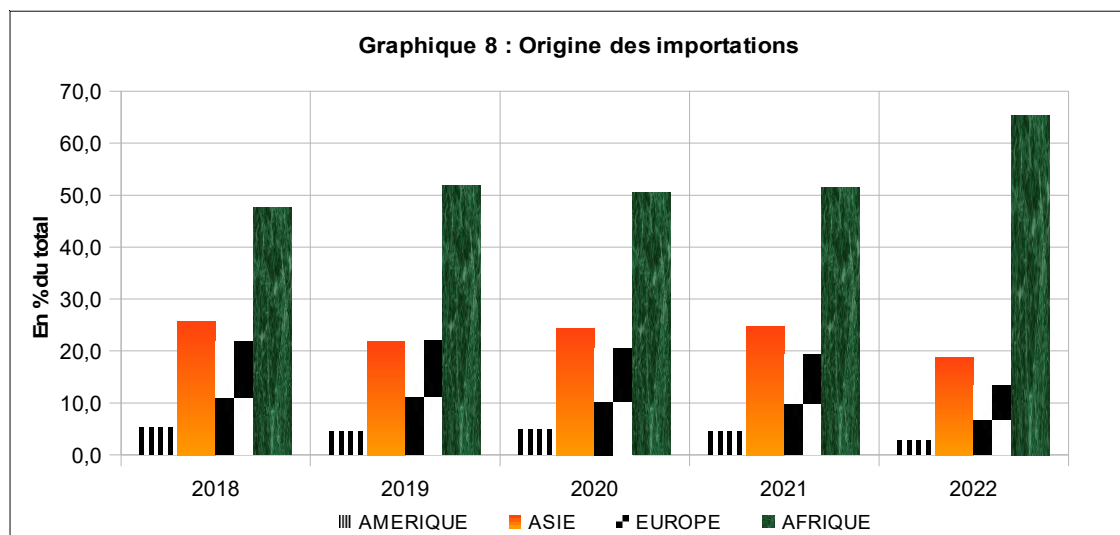
Sources : BCEAO et INSTAT

Le graphique ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits importés entre 2018 et 2022.



Sources : Calculs BCEAO sur données INSTAT, DGD

1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens



Sources : Calculs BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT

Le continent africain a consolidé sa place de principal fournisseur du Mali, suivi de l'Asie et de l'Europe. La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 65,3%, correspondant à un montant de 2.777,0 milliards (en valeur CAF) contre 1.797,8 milliards (51,5%) en 2021, marquant ainsi une hausse de 13,8 points de pourcentage, au détriment de l'Europe et des autres continents. Le continent africain a fourni le Mali en produits alimentaires, produits pétroliers et matériaux de construction dont les cours internationaux se sont fortement accrus durant la période sous revue.

L'Europe a absorbé 13,2% des importations du Mali en 2022 (562,9 milliards), soit 6,1 points de pourcentage de moins que l'année précédente. La part de la France dans le total des importations en provenance d'Europe s'est située à 29,8% en 2022, après 33,7% en 2021.

Quant au continent asiatique, sa part a diminué de 5,8 points de pourcentage, en ressortant à 18,2%, pour un montant de 775,6 milliards. Ce continent, à travers la Chine, l'Inde, le Japon et les Émirats Arabes-Unis ont fourni le Mali en céréales, biens d'équipement et de consommation.

La part du continent américain est de 2,7%, en baisse de 1,8 points de pourcentage par rapport à l'année 2021.

Le tableau A6 en annexe retrace la répartition géographique détaillée des importations.

Importations intra-UEMOA

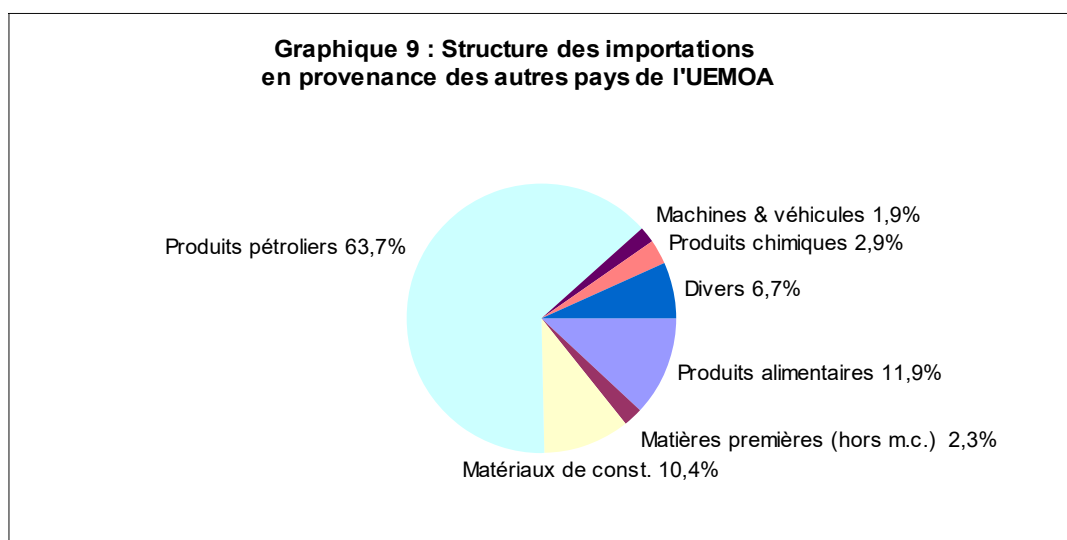
Sur la base des données réconciliées, la part des pays de l'Union dans les importations CAF (soit 85,8% des importations en provenance de l'Afrique) est ressortie à 56,0% (2.381,5 milliards) en 2022 contre 45,0% (1.572,9 milliards) en 2021, en hausse de 808,6 milliards de FCFA ou 51,4%. Les importations communautaires du Mali mettent en évidence la Côte d'Ivoire et le Sénégal comme principaux fournisseurs. Les parts respectives de ces deux pays dans les importations communautaires du Mali sont de 45,5% et 35,3% en 2022, après 37,5% et 45,0% en 2021. Par ailleurs, la part du Burkina dans les importations communautaires est ressortie à 10,3% en 2022, après 4,9% en 2021, en raison de la présence de l'or à hauteur de 113,3 milliards.

Les importations en provenance des pays de l'UEMOA restent dominées par les produits pétroliers. En effet, celles-ci sont ressorties à 1.290,0 milliards de FCFA en 2022, soit 63,7%. Ces produits proviennent pour l'essentiel de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, avec des parts respectives de 57,0% et 35,1% des importations communautaires de produits pétroliers.

Les importations intra-UEMOA portent également sur les matériaux de construction et les produits alimentaires. Ces produits ont représenté respectivement 10,4% et 11,9% du total des importations en provenance de l'Union.

Pour ces différents produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 98,2%, en matériaux de construction et biens intermédiaires pour 39,5% et en produits alimentaires pour 43,4%.

Le graphique qui suit présente la structure par produit des importations en 2022 en provenance des autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

Le tableau A8 en annexe présente les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2022.

1.2 Balance des services

Au cours de la période sous-revue, le déficit de la balance des services s'est accentué de 107,6 milliards (+10,2%) en se chiffrant à 1.166,8 milliards, sous l'effet de l'alourdissement du fret (+119,6 milliards), induit par la hausse des importations de produits pétroliers. Toutefois, le déficit a été atténué par la baisse des flux débiteurs des autres services, en liaison avec le fléchissement des transactions de services militaires. Par ailleurs, les exportations de services qui ont progressé de 2,9%, en liaison avec la hausse des services de transports et de télécommunications, ont allégé, en partie, le déficit de la balance des services.

Tableau 11 : Balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Exportations de services	333 795	449 206	231 100	290 102	298 546
Importations de services	1 173 664	1 315 758	1 179 432	1 349 278	1 465 344
Balance des services	-839 868	-866 552	-948 333	-1 059 176	-1 166 797

Source : BCEAO

Le déficit de la balance des services découle, pour l'essentiel, des transports et des « autres services », notamment les services liés aux travaux de construction, les autres services aux entreprises ainsi que les « biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs ». Cette situation est liée au déficit d'offre, par les résidents, de services techniques et spécialisés.

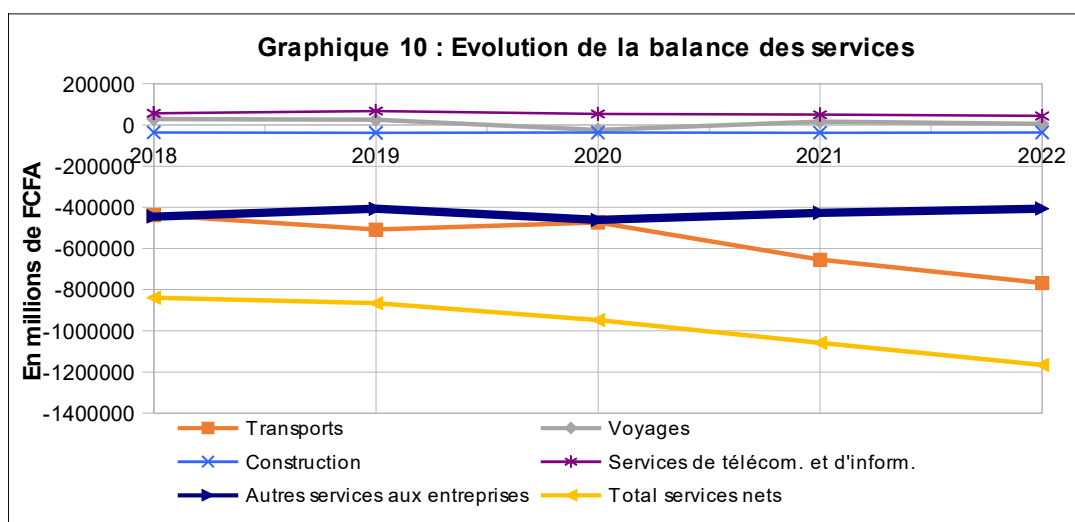
Le tableau et le graphique qui suivent montrent l'évolution des services sur les cinq dernières années.

Tableau 12 : Evolution de la balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Transports	-439 333	-509 479	-475 159	-655 429	-769 530
Dont fret	-394 269	-465 485	-455 082	-610 273	-729 854
Voyages	26 834	23 369	-25 153	14 671	4 931
Autres services	-427 369	-380 443	-448 021	-418 418	-402 199
Total services nets	-839 868	-866 552	-948 333	-1 059 176	-1 166 797

Source : BCEAO



Source : BCEAO

1.2.1 Exportations de services

Les exportations de services se sont établies à 298,5 milliards en 2022, après 290,1 milliards en 2021, soit une hausse de 2,9%. L'analyse de l'évolution des exportations de services met en exergue la prédominance des postes « voyages » et « services de télécommunication ». Les flux créditeurs du poste « voyages » se sont élevés à 88,8 milliards, en baisse de 15,8% par rapport à leur niveau de 2021, du fait de la baisse du nombre de visiteurs internationaux, qui est passé de 168.122 en 2021 à 141.111 en 2022, en raison des restrictions de voyages mises en place durant les sanctions de la CEDEAO. Les voyageurs sont constitués, pour une grande part, de maliens résidant à l'étranger ainsi que de professionnels dans le cadre des missions, notamment avec la présence de forces militaires étrangères.

Les flux de voyages en provenance des autres pays de l'UEMOA ont également baissé de 8,8%, par rapport à l'année 2021. La Côte d'Ivoire est le premier pays de provenance des visiteurs de l'Union (32,1%), suivie du Sénégal (29,9% des flux) et du Burkina Faso (17,7%).

Concernant les services de télécommunication et d'information reçus, ils ont baissé de 4,8% en 2022 en ressortant à 119,2 milliards, en raison du ralentissement de l'activité de la téléphonie mobile et des services connexes. Il s'agit essentiellement des recettes de roaming et d'interconnexion.

Les exportations de services de transport, pour leur composante transport aérien de passagers, ont enregistré des flux de 1,0 milliard, imputables à l'affrètement de compagnies locales par des non-résidents.

Les flux de biens et services reçus par les administrations publiques se sont stabilisés sur la période, en ressortant à 58,8 milliards en 2022 contre 59,3 milliards en 2021. Il s'agit des transactions des organismes publics non-résidents et des missions internationales.

1.2.2 Importations de services

Les importations de services se sont accrues de 8,6% en 2022, en s'établissant à 1.465,3 milliards, après 1.349,3 milliards en 2021, en liaison essentiellement avec les services de transports et les

services extérieurs reçus dans le cadre des missions militaires, qui ont atteint 362,5 milliards en 2022 (24,7% des importations totales de services).

Les transports, composés notamment du fret, constituent le poste qui contribue le plus au déficit des services, en raison de l'importance des importations de biens. Le montant du fret payé aux non-résidents s'est élevé 740,5 milliards en 2022, en hausse de 21,2% par rapport à 2021, suite à l'augmentation des importations de marchandises⁴. Les flux de transport de passagers ont enregistré une baisse légère de 3,7 milliards (-8,4%), avec la suspension temporaire du trafic aérien entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA, en s'établissant à 43,5 milliards en 2022, après 47,2 milliards en 2021. La Côte d'Ivoire a été la destination privilégiée des maliens avec 27,2% des flux de l'Union, suivi du Sénégal (25,3%) et du Burkina (15,2%).

Les services de voyages constituent également une part importante des flux débiteurs de services (7,6% hors services militaires en 2022), avec un montant de 83,9 milliards, soit une baisse de 7,6% sur la période. Les dépenses de voyages en direction des autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 42,6 milliards (50,8% du total des voyages), après 36,2 milliards en 2021, marquant ainsi une hausse de 17,7%.

Les importations de services de télécommunications ont enregistré une hausse de 12,0 millions en 2022 (18,4%) et celles des autres services aux entreprises ont affiché un accroissement de 24,9%. Ces évolutions résultent du regain des prestations de services étrangers reçues par les opérateurs évoluant dans le secteur des télécommunications et des mines.

1.3 Compte de revenu primaire

Le compte de revenu primaire enregistre les rémunérations des salariés, les revenus d'investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts, etc). En 2022, le solde du compte de revenu primaire est ressorti déficitaire de 488,1 milliards, après un déficit de 456,5 milliards l'année précédente, en détérioration de 31,1 milliards de FCFA (6,9%).

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 19,7 milliards, après 16,7 milliards en 2021, en hausse de 18,0%, consécutive à l'augmentation de la masse salariale des représentations diplomatiques. Les flux créditeurs de rémunération des salariés sont évalués à 50,8 milliards en 2022, après 41,3 milliards en 2021. S'agissant des flux débiteurs, ils se sont inscrits à 31,1 milliards en 2022, en hausse de 26,2% par rapport à 2021.

Le déficit des revenus des investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est accru de 34,6 milliards en 2022, avec un solde ressorti à -511,7 milliards contre -477,1 milliards en 2021. Cette détérioration de 7,3% s'explique essentiellement par la hausse des revenus des investisseurs directs qui constituent 86,4% de ce poste en 2022, avec un montant net de 442,1 milliards (dont 270,9 milliards de dividendes distribués). Ces revenus d'investissements relèvent essentiellement des investisseurs des secteurs des télécommunications, aurifère, bancaire ainsi que de la construction, principales activités attrayantes de l'économie malienne.

⁴ Pour rappel, le taux de fret actuellement appliqué est de 17,5%.

Les résidents ont reçu 54,6 milliards de revenus d'investissements de portefeuille en 2022 constitués essentiellement d'intérêts sur les titres de créances acquis par les banques, contre 35,5 milliards en 2021. Les flux débiteurs correspondant aux revenus payés aux non-résidents, pour leur part, ont atteint 79,1 milliards dont 78,7 milliards d'intérêts payés au titre des bons et obligations émis par le Trésor et des emprunts des autres secteurs.

Les paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure se sont établis à 40,5 milliards après 33,0 milliards en 2021. Ces paiements sont essentiellement effectués en faveur de la Banque mondiale (28,0%), de la Chine (15,0%), de la BOAD (11,0%), de la BAD (10,0%), de la BID (8,5%), d'Abu Dhabi (7,6%), de l'Inde (2,9%), de l'Arabie Saoudite (2,3%), de la BIDC (+2,6) et de l'AFD (3,4%).

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Rémunération des salariés	13 469	15 343	14 657	16 729	19 734
Revenus des investissements	-294 717	-426 718	-443 769	-477 077	-511 687
Revenus des investissements directs	-278 558	-373 434	-408 424	-423 954	-442 064
Revenus des investissements de portefeuille	16 051	-19 502	-595	-11 825	-24 524
Revenus des autres investissements	-32 210	-33 783	-34 749	-41 299	-45 099
dont intérêts sur dette publique extérieure	-29 000	-33 783	-33 400	-33 034	-40 500
Revenus des avoirs de réserve	0	0	0	0	0
Autres revenus primaires	-2 130	3 857	3 884	3 870	3 870
TOTAL DES REVENUS	-283 378	-407 518	-425 228	-456 478	-488 084

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

1.4. Compte de revenu secondaire

L'excédent du compte de revenu secondaire s'est légèrement dégradé de 1,3 milliards (-0,1%) en 2022, en lien essentiellement avec la baisse des transferts courants en faveur de l'administration (coopération internationale courante), atténuée par les transferts en faveur des autres secteurs (envois de fonds des travailleurs reçus).

L'évolution du revenu secondaire entre 2018 et 2022 est retracée dans le tableau qui suit.

Tableau 14 : Évolution du compte de revenu secondaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Administration publique	414 169	441 870	372 842	336 304	304 926
dont aide budgétaire	42 500	104 223	35 600	17 400	6 300
Autres secteurs	457 184	450 679	492 073	534 250	564 351
dont envois de fonds des travailleurs (net)	439 504	433 114	441 057	480 376	526 888
fonds reçus (crédit)	521 198	528 970	534 970	586 097	639 715
fonds émis (débit)	-81 694	-95 856	-93 913	-105 720	112 828
REVENU SECONDAIRE NET	871 353	892 549	864 915	870 554	869 278

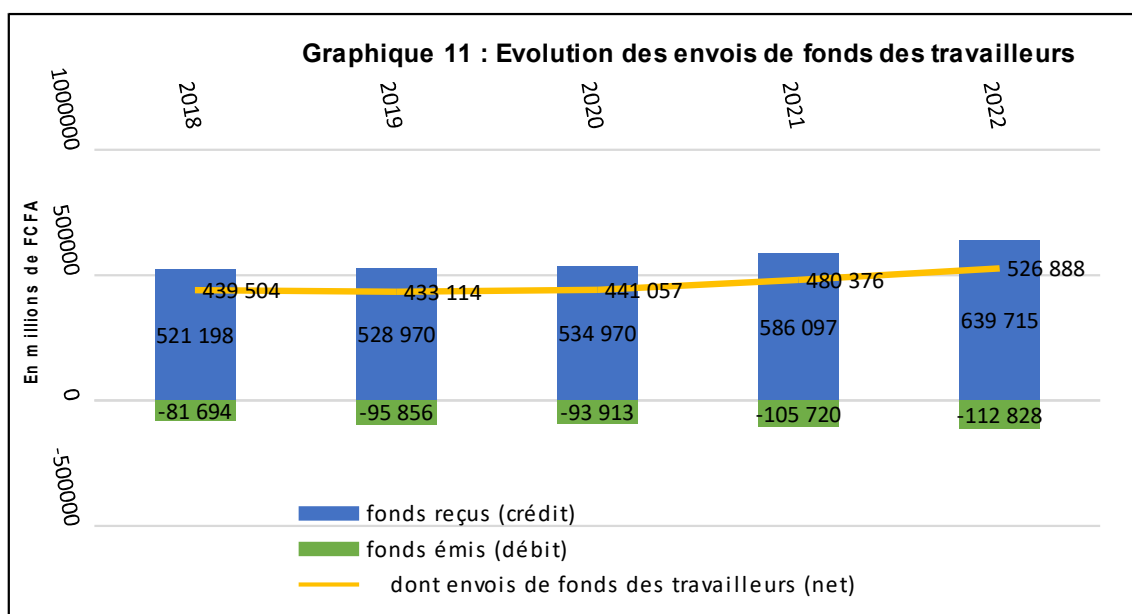
Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

Le revenu secondaire net au profit de l'administration publique est ressorti à 304,9 milliards, après 336,3 milliards l'année précédente. Les flux créditeurs de l'administration publique se sont établis à 308,9 milliards, ce niveau incluant près de 302,6 milliards de ressources mobilisées dans le cadre des

missions d'assistance militaire. Les autres fonds mobilisés par l'administration publique se sont établis à 6,3 milliards, au titre de l'appui budgétaire global, après 17,4 milliards en 2021.

Au titre de l'année 2022, l'aide budgétaire provient essentiellement de la Banque mondiale.

Au niveau des flux de revenu secondaire en faveur des autres secteurs de l'économie (sociétés, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages), les flux nets sont ressortis à 526,4 milliards en 2022, en augmentation de 30,1 milliards ou 5,6% par rapport à leur niveau de 2021. Cette évolution découle de l'augmentation de 9,7% des flux nets des envois de fonds des travailleurs migrants qui sont ressortis à 526,9 milliards en 2022. Les flux créditeurs se sont établis à 639,7 milliards, après 586,1 milliards pour l'année 2021, soit une hausse de 9,1%. Une proportion de 23,0% de ce montant provient des autres pays de l'UEMOA, 44,1% des pays de la Zone euro et 32,9% du reste du monde. Au sein de l'UEMOA, ce sont les travailleurs migrants résidant en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina Faso qui envoient le plus de fonds avec respectivement 48,3%, 22,7% et 14,9% des montants en provenance de l'UEMOA. Au sein de la Zone euro, la France et l'Espagne prédominent, alors qu'au niveau des autres pays, la République du Congo, le Gabon et les Etats-Unis constituent les principales sources.



Source : BCEAO

II. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2022, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, est ressorti à 77,3 milliards, marquant ainsi une augmentation de 0,6 milliard (0,8%) par rapport à son niveau de 2021. Cette légère amélioration découle essentiellement de la hausse des transferts de capital.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-6 084	-5 363	-2 686	-1 929	-2 111
Transferts de capital	139 041	119 299	129 166	78 544	79 376
Administrations publiques	93 495	106 572	97 800	57 790	47 816
dont remises de dettes (PPTE)	18 995	17 601	20 000	8 789	9 257
Autres secteurs	45 546	12 726	31 366	21 132	32 119
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	132 957	113 936	126 480	76 615	77 265

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

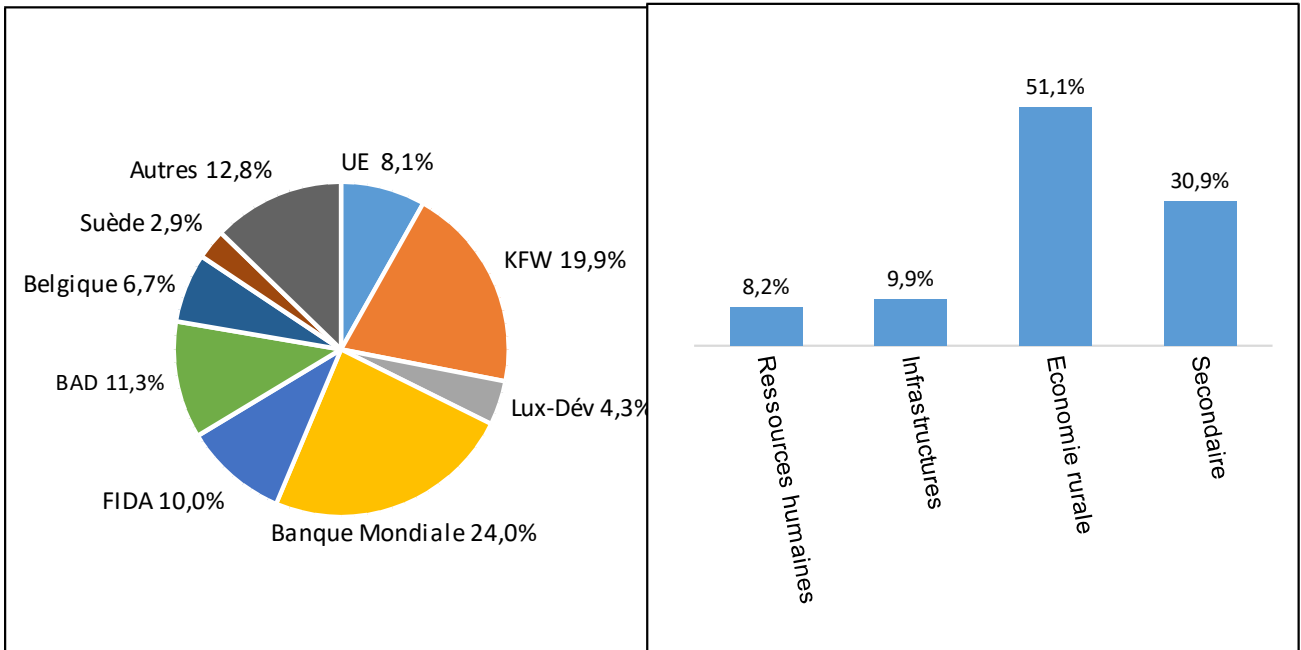
Les transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits au Mali sont ressorties à -2,1 milliards, après -1,9 milliards en 2021, marquant ainsi un repli.

2.2 Transferts en capital

Les transferts en capital correspondent aux projets financés par les partenaires techniques et financiers du Mali dans différents secteurs. Les flux de transferts de capital sont ressortis à 79,4 milliards en 2022, après 78,5 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 1,1%. Les dons projets, y compris sectoriels, (hors remise de dettes) se sont établis à 47,8 milliards en 2022, après 57,8 milliards en 2021, soit une baisse de 17,3%. Les appuis budgétaires sectoriels, d'un montant de 3,8 milliards en provenance du Luxembourg et de l'Agence française de développement (AFD), ont été consacrés à des programmes spécifiques dans le domaine de l'amélioration de la finance publique, de la sécurité alimentaire et de l'éducation. Quant aux dons projets, qui correspondent aux subventions accordées par les partenaires techniques et financiers dans le cadre du programme triennal d'investissement, ils proviennent essentiellement de la Banque mondiale (24,0%), de la Banque africaine de développement (11,3%), de la KFW (19,9%), de l'Union européenne (8,1%) et du Canada/Danemark/FIDA (10,0%). Ces appuis financiers sont essentiellement destinés aux secteurs de l'agriculture (51,1%), des ressources humaines (planification/décentralisation/éducation) (8,2%), des infrastructures routières (9,9%) et du secteur secondaire (30,9%). La remise de dette au titre de l'initiative PPTE s'est élevée à 9,3 milliards.

Les transferts de capital des autres secteurs se sont élevés à 32,1 milliards, en hausse de 11,0 milliards par rapport à 2021. Ces appuis correspondent aux transferts effectués par certains organismes internationaux ou organisations non gouvernementales en faveur des « Institutions sans but lucratif au service de ménages ».

Graphique 12 : Répartition des dons projets par bailleur et par secteur bénéficiaire



Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE) et DNPD

III. COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique analytique de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, issus des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres investissements. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux. Au terme de l'année 2022, les flux d'opérations financières ont enregistré un montant net de 401,3 milliards, après 657,9 milliards en 2021, baisse imputable essentiellement aux investissements de portefeuille. Ce solde correspond à 122,1 milliards de flux d'acquisitions nettes d'actifs financiers et 523,4 milliards d'accroissement net des passifs au titre de l'année 2022.

Tableau 16 : Évolution du compte financier

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Investissements directs	-259 397	-502 751	-308 340	-323 884	-419 064
Acquisition nette d'actifs financiers	161	600	665	30 984	27 217
Augmentation nette de passifs financiers	259 558	503 351	309 004	354 869	446 281
Investissements de portefeuille	-118 607	-152 804	-191 213	-392 940	-121 733
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	-22 652	-215 887	-10 753	58 945	139 461
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	-400 656	-871 443	-510 306	-657 879	-401 336

Source : BCEAO

3.1 Investissements directs

L'accroissement net du passif au titre des investissements directs a été de 446,3 milliards (354,9 milliards en 2021), qui se décompose en titres de participations et bénéfices réinvestis pour 317,7 milliards et en instruments de dette (emprunts auprès des investisseurs directs) pour 128,5 milliards. La hausse de 25,8% des flux d'investissements directs reçus s'explique par les nombreuses opérations d'emprunts des sociétés minières auprès de leurs maisons mères. Ces entrées de capitaux ont été accentuées par la hausse des titres de participation et des réinvestissements des bénéfices, malgré d'importantes distributions de dividendes (270,9 milliards). Aussi bien pour les participations que pour les instruments de dette, la quasi-totalité des investissements et des remboursements provient des entreprises d'investissement direct. La répartition sectorielle des investissements, au titre des participations (y compris le réinvestissement de bénéfices), montre que le secteur minier a contribué à hauteur de 89,3% à l'augmentation des investissements directs, le secteur de l'intermédiation financière pour 13,2% et le secteur du commerce de gros et détail pour 1,4%. Les principaux pays d'origine de ces investissements sont l'Australie, le Canada, les Émirats arabes-unis, les Îles vierges britanniques, le Sénégal et la France.

Les flux d'investissements directs étrangers entrants, en provenance des pays de la zone UEMOA, se sont établis à 62,9 milliards en 2022 (14,1% des IDE), contre 49,2 milliards (13,9% des IDE) en 2021, soit une hausse de 13,7 milliards, en raison des hausses enregistrées dans les secteurs bancaires et de la télécommunication. Le Burkina, la Côte d'Ivoire, Sénégal et le Togo, représentent respectivement

43,5%, 28,6%, 18,5% et 9,0% de l'ensemble des flux entrants provenant des économies de l'UEMOA.

En ce qui concerne les remboursements d'emprunts auprès des investisseurs directs, ils sont à destination du Ghana, du Royaume-Uni, de l'Australie. Ils proviennent essentiellement du secteur minier.

3.2 Investissements de portefeuille

Le solde net des investissements de portefeuille (hors autres institutions de dépôts) s'est établi à -121,7 milliards en 2022, après -392,9 milliards en 2021. Les transactions au niveau de ce poste ont concerné essentiellement les opérations du Trésor sur le marché des titres publics (émissions d'obligations et de bons du Trésor). En effet, les flux nets (émissions nettes de remboursements) mobilisés par l'Administration publique sont passés de 396,1 milliards en 2021 à 123,2 milliards en 2022.

A fin 2022, le montant des encours vis-à-vis des non-résidents s'est établi à 1.428,8 milliards (1380,1 milliards à fin 2021), avec 51,8 milliards pour les bons et 1.377,1 milliards pour les obligations du Trésor. Les dix (10) émissions réalisées au cours de l'année sur le marché financier régional ont permis de mobiliser 350,4 milliards (73,0% du total) auprès des investisseurs des autres pays⁵, correspondant à 69,1 milliards de bons du Trésor et 281,4 milliards d'obligations du Trésor.

Concernant les titres de participation et parts dans les fonds de placement, il a été enregistré une baisse de 7,4 milliards au titre des engagements nets et une hausse de 0,4 milliard au titre des acquisitions nettes, correspondant essentiellement aux transactions des autres secteurs notamment les sociétés non financières, les ménages et les ISBLM.

3.3 Dérivés financiers

A l'instar des années précédentes, il n'y a pas eu de transactions relatives aux dérivés financiers.

3.4 Autres investissements

Le solde de ce compte, qui recense principalement les transactions sur les numéraires et les dépôts, les crédits commerciaux, les prêts et les autres comptes à recevoir et/ou à payer est ressorti à +139,5 milliards, qui se décline en accroissement net de créances de 92,3 milliards (85,6 milliards en 2021) et en baisse nette des engagements de 47,2 milliards (26,7 milliards en 2021).

La hausse des créances est imputable aux autres secteurs (sociétés non financières, ménages et ISBLM), dont les dépôts à l'étranger et les avoirs en devises sont ressortis en hausse de 27,0 milliards en 2022, tandis que les autres comptes à recevoir et les crédits commerciaux accordés aux non-résidents ont baissé respectivement de 23,1 milliards et 5,3 milliards pour s'établir à 45,9 milliards et 29,1 milliards en 2022, après des excédents de 70,4 milliards et 34,3 milliards en 2021.

Le passif des autres secteurs, qui s'est inscrit à -47,2 milliards en 2022, a enregistré une diminution nette de 81,1 milliards de prêts et une augmentation de 20,3 millions de crédits commerciaux reçus des sociétés. Au niveau de l'Administration publique, les engagements nets sont ressortis à -70,9 milliards après 10,2 milliards en 2021. En effet, il a été enregistré 56,4 milliards de tirages de prêts et 127,3 milliards d'amortissements (après 113,5 et 103,3 milliards respectivement en 2021) au cours de l'année,

⁵ Le montant total des émissions (Mali compris) est de 785,7,0 milliards en 2022.

d'où un montant net de prêts négatifs. En outre, Il a été enregistré 23,1 milliards d'arriérés de paiement sur la dette en 2022. Ces décaissements de prêts émanent essentiellement de la Banque Mondiale (28,3%), du Fonds Africain de Développement (17,9%), de la Banque Ouest Africaine de Développement (13,2%), du Fond International de Développement Agricole (11,6%) et de Eximbank Chine (11,0%).

IV. CAPITAUX MONETAIRES

4.1 Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de l'Institut d'émission se sont dégradés sur la période, marquant une diminution de 513,1 milliards, après une consolidation de 43,2 milliards enregistrée en 2021. Cette évolution est imputable essentiellement à la diminution de ses créances brutes sur l'extérieur de 581,6 milliards, induite par les « Avoirs officiels de réserve » (-222,4 milliards) et les « Autres actifs extérieurs » (-356,1 milliards). Il est à noter que cette rubrique est composée, pour une large part, des créances sur les autres pays de l'Union et des transferts en cours d'encaissement.

Quant aux engagements extérieurs, ils ont également baissé de 68,5 milliards, après une hausse de 272,9 milliards enregistrée en 2021. Cette baisse est induite par celle des « Recours aux crédits du Fonds » (-12,3 milliards) et des « Autres engagements extérieurs » (-53,4 milliards), dont les « Autres comptes à payer » pour -46,5 milliards.

Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
AVOIRS	526 061	685 661	908 654	1 224 778	646 299
Avoirs officiels de réserve	157 862	163 639	277 193	481 916	259 494
dont DTS détenus	126 409	134 471	256 694	446 470	226 928
Autres actifs extérieurs	368 199	522 022	631 461	742 862	386 804
ENGAGEMENTS	419 185	397 367	426 729	699 611	637 836
Recours aux crédits du Fonds	181 201	189 457	297 550	331 162	322 799
Autres engagements extérieurs	237 983	207 910	129 180	368 449	315 038
AVOIRS NETS	106 876	288 294	481 924	525 167	8 462

Source : BCEAO

4.2 Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts

Les actifs extérieurs nets des banques sont ressortis en hausse de 54,0 milliards, après une dégradation de 101,0 milliards enregistrée en 2021, en liaison avec l'augmentation des créances extérieures (+93,0 milliards) qui ont permis de compenser la hausse des engagements extérieurs.

En effet, les engagements extérieurs ont progressé de 39,0 milliards, à la faveur de la hausse des dépôts des non-résidents dans les banques (36,3 milliards) et des Autres engagements (+3,6 milliards).

La hausse de 93,0 milliards des créances extérieures des autres institutions de dépôts est imputable à celle de 28,7 milliards des dépôts des non-résidents dans les banques et de 92,9 milliards des titres autres que les actions, avec un stock de 909,0 milliards.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Avoirs	870 866	839 269	1 035 723	1 111 612	1 204 569
dont dépôts	205 602	100 924	150 749	93 296	122 000
Engagements	664 216	549 422	488 712	665 630	704 616
dont dépôts	387 176	300 858	277 153	349 452	385 796
dont crédits	276 194	247 881	211 030	315 392	314 394
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE	206 650	289 847	547 011	445 982	499 953

Source : BCEAO

4.3 Actifs extérieurs nets des Institutions de dépôts

Les besoins de financement dégagés au niveau des opérations courantes et en capital n'ont pas été entièrement couverts par les transactions financières. Cette situation s'est traduite par un solde global déficitaire de la balance des paiements de 459,1 milliards en 2022, après le déficit de 57,8 milliards enregistré en 2021. Le tableau, ci-après, retrace l'évolution des avoirs extérieurs nets entre 2018 et 2022.

Tableau 19 : Evolution des actifs extérieurs nets des Institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Variation AEN banques de dépôts	-10 083	83 197	257 164	-101 029	53 971
Variation AEN Banque centrale	115 014	181 418	193 630	43 243	-513 119
Variation des AEN totaux / SOLDE GLOBAL BDP	104 931	264 615	450 794	-57 786	-459 148

Source : BCEAO

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1 Evolution de la position extérieure globale nette

La position extérieure globale (PEG) correspond au stock d'avoires et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les droits de tirage spéciaux (DTS).

Au titre de l'année 2022, la PEG s'est élevée à -8.163,1 milliards, soit une détérioration de 864,1 milliards par rapport à son niveau de 2021. Cette évolution résulte d'une augmentation importante du stock des passifs financiers concomitant à la baisse des actifs financiers au cours de la période. En effet, le stock des actifs financiers a affiché un montant de 2.212,3 milliards en 2022, en baisse de 363,4 milliards ou 14,1%. Cette évolution résulte de la diminution des actifs au titre, des autres investissements (prêts, crédits commerciaux et autres comptes à recevoir) et des avoires de réserve qui ont affiché des baisses respectives de 4,3% et 47,2%, atténuées par la hausse des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille. Au titre des avoires de réserve, le stock détenu est passé de 1.224,8 milliards à 646,3 milliards.

Quant au stock des passifs, il s'est établi à 10.375,4 milliards, en hausse de 500,6 milliards ou 5,1% par rapport à son niveau de 2021. Cette évolution est en liaison essentiellement avec l'accroissement des passifs au titre des investissements directs pour 446,3 milliards (14,8%), des investissements de portefeuille, qui ont marqué une progression de 166,7 milliards (10,8%). En revanche les autres investissements ont enregistré une diminution de 112,4 milliards (2,1%).

Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette⁶

(en millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	2 575 745	3 112	2 212 328
1	Investissements directs	68 243	0	95 460
2	Investissements de portefeuille	787 003	8	995 925
3	Dérivés financiers			0
4	Autres investissements	495 721	0	474 644
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	271 900	0	225 523
4.3	Prêts	193 779	0	135 751
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.			
4.5	Crédits commerciaux	21 405	0	50 468
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	8 637	0	62 901
5	Avoirs de réserves	1 224 778	3 104	646 299
5.1	Or monétaire			
5.2	Droits de tirage spéciaux	446 470	2 795	226 928
5.3	Position de réserve au FMI	31 974	309	25 127
5.4	Autres avoirs de réserve	746 335	0	394 244
B	Stocks de passifs financiers	9 874 743	6 690	10 375 388
1	Investissements directs	3 020 373	0	3 466 654
2	Investissements de portefeuille	1 540 449	0	1 707 175
3	Dérivés financiers			
4	Autres investissements	5 313 920	6 690	5 201 559
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	265 718	0	307 298
4.3	Prêts	4 621 277	3 975	4 488 842
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant	0	0	0
4.5	Crédits commerciaux	60 592	0	68 252
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	148 618	0	116 736
4.7	Droits de tirage spéciaux	217 716	2 715	220 431
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-7 298 998	-3 578	-8 163 060

Source : BCEAO

5.2 Structure géographique de la position extérieure globale

La répartition géographique de la PEG montre une prééminence des transactions financières avec les autres pays en comparaison avec celles des pays de l'UEMOA et de la Zone euro. Les pays hors UEMOA et hors Zone euro sont détenteurs de 68,5% du stock d'engagements étrangers du Mali, contre 27,3% pour les pays de l'UEMOA et 4,1% pour les pays de la Zone euro.

Au niveau des actifs financiers détenus auprès des non-résidents, les pays hors UEMOA et hors Zone euro détiennent 67,4% des avoirs, contre 28,3% pour les pays de l'UEMOA et 4,3% pour les pays de la Zone euro.

⁶ Les autres flux représentent des variations d'actifs et de passifs financiers dues à des causes autres que les transactions entre résidents et non-résidents (réévaluations dues aux variations des taux de change et autres variations de prix).

Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
A	Stock d'actifs financiers	626 167	95 071	1 491 090	2 212 328
1	Investissements directs	84 837	1 663	8 960	95 460
2	Investissements de portefeuille	991 964	2 454	1 507	995 925
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	103 575	90 954	280 115	474 644
5	Avoirs de réserves	-554 209	0	1 200 508	646 299
5.1	Or monétaire	0			0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0		226 928	226 928
5.3	Position de réserve au FMI	0		25 127	25 127
5.4	Autres avoirs de réserve	-554 209	0	948 453	394 244
B	Stocks de passifs financiers	2 834 263	429 871	7 111 569	10 375 703
1	Investissements directs	464 282	87 176	2 915 512	3 466 970
2	Investissements de portefeuille	1 568 487	75 164	63 524	1 707 175
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	801 494	267 531	4 132 533	5 201 559
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-2 208 096	-334 800	-5 620 480	-8 163 376

Source : BCEAO

5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

En 2022, le stock des actifs financiers est détenu, à hauteur de 53,0%, par les autres institutions de dépôts, sous forme d'investissements de portefeuille et d'autres investissements pour l'essentiel. La Banque Centrale, avec les avoirs de réserve, détient 29,2% des actifs extérieurs. Le reste des actifs financiers, soit 17,7%, est détenu pour l'essentiel par les sociétés non financières, dont les avoirs sont constitués d'investissements directs, de dépôts et de crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers est détenu essentiellement par l'Administration publique (45,1%), par les sociétés non financières (42,1%) et, dans une moindre mesure, par les institutions de dépôts (12,8%). Il se compose de prêts et d'investissements de portefeuille de l'Administration publique ainsi que des investissements directs étrangers des sociétés non financières.

Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institut. de dépôts	Adm. Pub.	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Fin.	Sté. Non Fin.	
	Stock d'actifs financiers	646 299	1 173 483	0	392 546	10 560	381 987	2 212 328
1	Investissements directs				95 460		95 460	95 460
2	Investissements de portefeuille	0	986 439	0	9 486	5 260	4 226	995 925
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements		187 043	0	287 600	5 300	282 300	474 644
5	Avoirs de réserves	646 299						646 299
5.1	Or monétaire							0
5.2	Droits de tirage spéciaux	226 928						226 928
5.3	Position de réserve au FMI	25 127						25 127
5.4	Autres avoirs de réserve	394 244						394 244
	Stocks de passifs financiers	637 836	687 489	4 681 983	4 368 395	15 506	4 352 889	10 375 703
1	Investissements directs				3 466 970		3 466 970	3 466 970
2	Investissements de portefeuille		130 267	1 503 312	73 595	8 793	64 802	1 707 175
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements	637 836	557 221	3 178 671	827 830	6 713	821 117	5 201 559
	Position extérieure globale nette	8 463	485 994	-4 681 983	-3 975 849	-4 947	-3 970 902	-8 163 375

Source : BCEAO

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La persistance d'une conjoncture internationale peu favorable et des problèmes sécuritaires au plan interne ont eu un impact négatif sur les comptes extérieurs. En effet, bien que certaines composantes soient biens orientées, globalement la situation se traduit par des contre-performances par rapport à l'année 2021. Ainsi, le solde global de la balance des paiements s'est fortement dégradé en 2022, en se chiffrant à -462,7 milliards, après -57,8 milliards en 2021 et +450,8 milliards en 2020.

Le déficit courant s'est accru, en ressortant à 7,9% du PIB. Les transactions courantes et en capital se sont soldées par un besoin de financement de 843,0 milliards qui, du fait de son ampleur, n'a pas été entièrement couvert par les entrées de capitaux. En effet, ces dernières ont été impactées par la faible mobilisation des ressources extérieures de l'Administration, avec un endettement net négatif de -70,9 milliards et par des sorties au titre des crédits commerciaux et des autres comptes à recevoir du secteur privé à hauteur de 92,3 milliards. En outre, les investissements directs, les investissements de portefeuille (émission de bons et d'obligations du Trésor public) et les prêts en faveur du secteur privé ont permis de financer les besoins à hauteur de 401,3 milliards.

En définitive, les actifs extérieurs nets du système monétaire se sont repliés de 462,7 milliards et la position extérieure globale nette du Mali s'est détériorée de 867,6 milliards.

Pour renforcer sa viabilité extérieure, le Mali devrait poursuivre et renforcer les mesures de politique économique de nature à contenir le déficit budgétaire et celui du compte courant à travers l'augmentation de l'offre locale de produits et de services. Pour ce faire, les stratégies de politique économique, ci-après, devraient être inscrites parmi les priorités :

- la diversification de la base de produits d'exportation, notamment les produits du cru et les biens manufacturés, en vue de réduire la dépendance du pays à l'égard des secteurs minier et cotonnier ;
- l'accroissement de la valeur ajoutée des exportations, à travers la transformation des produits locaux. Ceci induit le suivi et l'appui aux filières de production et de commercialisation porteuses, dont le raffinage de l'or sur place, la transformation du coton et la modernisation de la filière de l'élevage ;
- le renforcement de l'investissement dans le secteur industriel, à travers la mise en place de mesures attractives, en vue de réduire le déficit commercial.
- la mise en œuvre de mesures d'incitation à la création d'entreprises de services dans des créneaux spécialisés, en soutenant notamment les capacités d'investissement ;
- le renforcement des actions d'amélioration du cadre des affaires dans les secteurs porteurs de croissance, comme les services et l'industrie, afin d'y accroître les investissements directs étrangers.

En vue de la mise en œuvre de toutes ces mesures de politique économique, l'Etat devrait poursuivre les efforts pour le renforcement de la stabilité socio-politique et le retour de la paix.

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe 1 :	Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali	46
Annexe 2 :	Ajustements des données monétaires	
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	53
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des Autres institutions de dépôts	53
Annexe 3 :	Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs	54
Tableau A3 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	54
Tableau A4 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales	54
Tableau A5 :	Répartition géographique des exportations du Mali	55
Tableau A6 :	Répartition géographique des importations du Mali	56
Tableau A7 :	Exportations communautaires en 2022	57
Tableau A8 :	Importations communautaires en 2022	57
Tableau A9 :	Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires en 2022	58
Tableau A10 :	Principaux produits d'exportation du Mali en 2022	58
Tableau A11 :	Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2022	59
Tableau A12 :	Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds intra-communautaires en 2022	59
Tableau A13 :	Orientation géographique des investissements directs étrangers reçus	60
Tableau A14 :	Balance des paiements du Mali de 2022 (détaillée)	61
Tableau A15 :	Balance des paiements MBP6 Optique BCEAO	68
Tableau A16 :	Position extérieure globale	72
Tableau A17 :	Autres produits d'exportation	79
Tableau A18 :	Autres produits d'importation	81

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2009.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, sur le plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Concepts fondamentaux

Territoire économique : le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales, le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

Résidence : la résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel (6^{ème} édition) n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires.

Transactions : les transactions enregistrées dans la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant par accord mutuel ou par l'effet de la loi impliquant un échange de valeurs ou un transfert.

Cette définition exclut des flux de balance des paiements les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, les abandons de créance, les variations d'actifs et de passifs des personnes ou entités changeant de lieu de résidence, etc. Il en est de même pour les pertes ou gains de détention qu'entraînent les fluctuations de taux de change ou la variation des prix d'actifs ou de passifs. Ces variations sont enregistrées dans la colonne « autres flux » et prises en compte dans la position extérieure globale.

Autres flux : les « autres flux » comprennent les « réévaluations » et les « autres variations de volume ».

Réévaluations : pertes ou gains de détention qu'entraînent pour les propriétaires d'actifs ou de passifs financiers la variation de leurs prix ou les fluctuations de taux de change.

Autres variations de volume : changements non attribuables aux transactions ou aux réévaluations. Il s'agit notamment des abandons de créances, des pertes d'actifs dues à une catastrophe naturelle, du changement de résidence par une personne détenant des actifs ou passifs

financiers ou des changements de classification.

Unité institutionnelle : c'est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de contracter des obligations, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

Investisseur direct : investisseur qui détient directement ou indirectement au moins 10% du capital d'une entreprise.

Entreprise d'investissement direct : entreprise résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent, s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société. Elles peuvent prendre la forme **d'entités associées, de filiales ou de succursales**.

Entités associées : entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient directement de 10% au moins à 50% au plus des droits de vote.

Filiales : entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote (entreprise sous-contrôle de l'investisseur).

Succursales : entreprises d'investissement direct non constituées en sociétés et qui sont détenues à 100% par son investisseur direct.

Entreprises sœurs : entreprises directement ou indirectement influencées par une même entreprise, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les prêts inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclus de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument.

Entreprises affiliées : entités avec lesquelles une entreprise entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs).

3. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé « DEC » qui sert à recenser, de manière globalisée, les données

issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, AFRISTAT, FMI, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document « Dette extérieure publique » est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

4. Pratiques d'établissement des données

4.1 Compte courant et compte de capital

Importations / exportations de marchandises générale : toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents. Les « achats de biens dans les ports par les transporteurs » sont désormais inclus dans « marchandises générales ». Le négoce international et les transactions sur l'or non monétaire sont exclus de cette catégorie. Les biens exportés ou importés pour transformation et les réparations de biens, ainsi que les effets personnels des migrants sont exclus de ce champ.

Réexportation de marchandises : les opérations sur biens produits dans d'autres économies et précédemment importés qui sont exportés sans profonde transformation, doivent être classées séparément si elles constituent une part importante des exportations.

Négoce international : achat de biens par un résident (de l'économie déclarante) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question. L'acquisition des biens est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative (flux créditeur négatif) de l'économie du déclarant. Quant à la vente, elle est comptabilisée au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant qu'exportation positive (flux créditeur positif) de l'économie du négociant.

Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers : ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs : il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

Service postaux et de messagerie : ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également les services de guichets postaux, tels que la vente de timbres et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

Frais de mission et de formation à l'étranger : ce sont les dépenses d'hébergement, de restauration, de déplacement et de formation etc engagées à l'étranger. Ils n'incluent pas le coût du transport entre le pays et le ou les pays étrangers.

Travaux de construction : ils recouvrent la création, la rénovation, la réparation ou l'agrandissement d'actifs fixes, sous la forme de bâtiments, d'aménagement de terrains relevant de l'ingénierie et autres constructions d'ingénierie, telles que les routes, ponts, barrages, etc. Ils englobent les travaux de préparation des chantiers et de construction générale, ainsi que les services spécialisés, tels que les services de peinture, de plomberie et de démolition. La gestion des projets est également comprise dans cette catégorie. L'acquisition de biens et services par les entreprises de construction dans l'économie où elles effectuent les travaux de construction est elle

aussi enregistrée au poste construction.

Services d'assurance (autres que sur les marchandises) et de pensions : ils englobent l'assurance-vie et les annuités d'assurance-vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée.

Services d'assurance auxiliaires : ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

Services financiers : ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurances et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risques autres que les assurances, les services liés aux fusions acquisitions, les services de notation du crédit, les services boursiers et les services de fiducie.

Frais pour usage de propriétés intellectuelles non compris ailleurs : ils recouvrent les commissions pour utilisation des droits de propriété (brevets, marques commerciales, droits d'auteur, procédés de fabrication et dessins industriels) et les frais de licence pour reproduire et/ou distribuer la propriété intellectuelle incorporée dans les œuvres originales ou prototypes créés (droits d'auteur sur les livres et manuscrits, logiciels informatiques, œuvres cinématographiques et enregistrements sonores).

Services de télécommunications : ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

Service d'informatique : cette transaction englobe les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques, les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

Service d'information : cette transaction englobe les transactions entre résidents et non-résidents sur les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Il inclut également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le

Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots clés).

Services de recherche-développement : ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

Autres services aux entreprises : ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent notamment les frais de manutention et de transit de marchandises, alors que les services divers rassemblent les services techniques, tels que les frais d'étude et de recherche ainsi que l'assistance technique.

Services spécialisés et services de conseil en gestion : ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises : ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits pétroliers, etc.).

Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs : ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs : ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge, les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

Dividendes reçus/versés sur les titres de participations : la part des bénéfices reçus/versés par une entreprise sur des actions détenues/émises par les non-résidents.

Réinvestissement de bénéfices/Bénéfices réinvestis : ils correspondent aux revenus de participations revenant aux investisseurs directs, diminués des bénéfices distribués, proportionnellement au pourcentage de capital détenu, et qui sont réinvestis dans l'entreprise pour accroître leurs participations.

Intérêts versés ou reçus des entreprises affiliées : ce sont des intérêts sur instruments de dettes émis ou détenus par une entreprise sur des entreprises affiliées.

Autres intérêts versés ou reçus : ce sont des intérêts sur crédits commerciaux, dépôts et emprunts bancaires, sur swaps de devises ou de taux, sur accords de taux futurs (Forward Rate Agréments) etc. Les intérêts sur les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés sont également compris dans cette rubrique.

Taxes sur la production et les importations versées : ce sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

4.2 Compte financier

Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct : part des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) d'une entreprise dans les entreprises où elle détient au moins 10 % (filiales, associés ou succursale).

Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours) : part des fonds propres d'une entreprise dans les entreprises d'investisseurs directs.

Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs : parts des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) des entreprises sœurs non-résidentes détenus par une entreprise à titre d'investissements directs.

Titres de participation détenus par les investisseurs directs : parts des fonds propres d'une entreprise détenus à au moins 10% par des investisseurs non-résidents.

Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement direct (investissement à rebours) : parts des fonds propres d'une entreprise détenus par ses filiales, des sociétés associées ou succursales.

Titres de participation détenus par les entreprises sœurs : parts des fonds propres de votre entreprise détenue par les entreprises sœurs.

Prêts accordés ou reçus des entreprises affiliées : détention ou émission d'instruments de dettes par votre entreprise sur des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs). Les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, ils ne sont pas pris en compte dans cette catégorie.

Titres de participations (< 10 %) : prises de participation représentant moins de 10% des fonds propres des entreprises non-résidentes, sous forme d'investissements de portefeuille (placement).

Titres de créance : ils comprennent les obligations garanties ou non, les billets de trésorerie, les billets à ordre, les certificats de dépôts, les bons des établissements financiers, les bons du Trésor et autres titres non représentatifs d'une participation au capital.

Instruments financiers dérivés : ce sont des instruments financiers qui sont liés à un autre instrument financier spécifique ou à un indicateur ou à une marchandise et qui permettent en tant que tels de négocier des risques financiers sur des marchés de capitaux. Pour leur enregistrement, il y a lieu d'indiquer à l'actif le montant du principal à recevoir et au passif le montant du principal à livrer.

Autres titres de participations : ce sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres de portefeuille.

Autres prêts : ce sont des actifs financiers créés lorsqu'un créancier prête des fonds directement à un débiteur via un instrument qui n'a pas vocation à être négocié.

Crédits commerciaux : ils correspondent (généralement) à des crédits à court terme entre entreprises dans le cours normal d'affaires par les fournisseurs/acheteurs de biens ou services.

5. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter

périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de la Postes, de la DGDP, de la DGD, de l'INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

6. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai maximum d'un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels. Elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de cette annexe dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

Tableau A1 : Réconciliation des données des statistiques monétaires et de balance des Paiements

Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales						
Statistiques monétaires (données FISEC)	526 061,00	685 661,06	908 653,55	1 224 778,45	646 298,86	-578 479,58
Ajustements/Autres flux						
Total avoires en balance des paiements	526 061,00	685 661,06	908 653,55	1 224 778,45	646 298,86	316 124,90
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales						
Statistiques monétaires (données FISEC)	419 185,00	397 367,04	426 729,17	699 611,11	637 836,44	-61 774,67
dont Allocation DTS	71 177,00	72 444,98	69 394,85	217 716,11	220 430,67	2 714,56
Ajustements/Autres flux						
Total engagements en balance des paiements	419 185,00	397 367,04	426 729,17	699 611,11	637 836,44	-61 774,67
AVOIRS EXTERIEURS NETS	106 876,00	288 294,02	481 924,37	525 167,33	8 462,43	-516 704,91

Source : BCEAO

Tableau A2 : Réconciliation des données des statistiques monétaires et de balance des Paiements

Avoirs et engagements extérieurs des Autres institutions de dépôts (AID)

(en millions de FCFA)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales						
Statistiques monétaires (données FISEC)	870 865,00	839 269,00	1 035 723,00	1 111 612,00	1 204 569,00	92 957,00
Valeurs à l'encaissement non disponibles						0,00
Débiteurs divers						0,00
Divers-comptes d'ordre						0,00
Billets externes UMOA						0,00
Ajustements	0,60					0,00
Total avoires en balance des paiements	870 865,60	839 269,00	1 035 723,00	1 111 612,00	1 204 569,00	92 957,00
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales						
Statistiques monétaires (données FISEC)	664 216,00	549 422,00	488 712,00	665 630,00	704 616,00	38 986,00
Comptes exigibles après encaissement						0,00
Dépôts des Maliens de l'extérieur						0,00
Versement à effectuer/ titres de placement						0,00
Créditeurs divers						0,00
Divers-comptes d'ordre						0,00
Ajustements						0,00
Total engagements en balance des paiements	664 216,00	549 422,00	488 712,00	665 630,00	704 616,00	38 986,00
AVOIRS EXTERIEURS NETS	206 649,60	289 847,00	547 011,00	445 982,00	499 953,00	53 971,00

Source : BCEAO

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs

TABLEAU A3: Evolution des exportations FOB ajustées de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Coton	262 378	249 114	161 569	156 658	294 949
Pierres et métaux précieux	1 467 846	1 556 407	1 889 563	1 866 935	1 899 166
Animaux vivants	108 393	123 595	78 810	139 366	62 110
Autres	173 488	204 914	162 902	150 355	192 566
Total statistiques du commerce extérieur	2 012 106	2 134 030	2 292 843	2 313 314	2 448 791
Ajustements de champ (non contrôlé)	58 811	98 843	78 790	91 839	77 495
Ajustements de valeur	-79 485	-79 485	387 751	288 684	827 317
EXPORTATIONS AJUSTEES	1 991 432	2 153 388	2 759 384	2 693 837	3 353 603

Sources : BCEAO et INSTAT.

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur). Les ajustements de champ (commerce non contrôlé) concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de valeur permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices.

TABLEAU A4 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
Produits alimentaires	374 954	412 512	466 754	533 646	538 414
Produits énergétiques	725 932	864 527	815 874	915 309	1 602 296
Biens de conso. Courante	300 058	362 289	334 844	356 356	408 943
Biens d'équipement	551 368	649 185	651 647	823 619	652 356
Matières premières et biens intermédiaires	451 312	483 105	521 465	587 718	578 578
Produits divers	122 390	186 764	137 837	170 313	262 820
Total statistiques du commerce extérieur	2 526 014	2 958 383	2 928 420	3 386 962	4 043 407
Ajustements de champ (informel)	227 149	179 218	150 084	270 861	393 524
Ajustements de champ (autres)	-129 314	-129 313	-138 886	-166 266	-182 892
Imports de marchandises gles ajustées CAF	2 623 850	3 008 288	2 939 617,357	3 491 557,5	4 254 038,8
Fret	-406 697	-466 285	-455 640,69	-611 022,6	-744 456,8
Assurance sur marchandises	-13 119,64	-15 041,89	-14 698,53	-17 457,8	-21 270,2
IMPORTATIONS FOB	2 204 033	2 526 962	2 469 278,14	2 863 077,1	3 488 311,8

Sources : BCEAO, INSTAT.

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de champ (informel) concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les autres ajustements de champ sont relatifs aux importations des Représentations diplomatiques étrangères, déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la balance des paiements.

TABLEAU A5 : Répartition géographique des exportations du Mali

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA) / FOB

ZONES GEOGRAPHIQUES	2 020			2 021			2 022		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	71 728	982 132	35,6	244 439	952 571	35,4	189 155	956 016	28,5
Union Européenne	49 395	42 072	1,5	58 518	57 024	2,1	50 453	68 470	2,0
<i>ZONE EURO</i>	33 194	30 178	1,1	32 946	37 254	1,4	30 962	60 764	1,8
<i>France</i>	10 333	8 066	0,3	10 145	10 059	0,4	7 130	13 053	0,4
Allemagne	1 423	5 517	0,2	2 062	2 473	0,1	1 654	1 807	0,1
Italie	1 050	1 611	0,1	1 354	1 858	0,1	1 007	1 580	0,0
Pays-Bas	8 912	4 911	0,2	8 868	11 675	0,4	9 181	4 210	0,1
Belgique	1 935	3 856	0,1	638	3 229	0,1	745	2 475	0,1
Autres pays européens de l'UE	16 201	11 894	0,4	25 572	19 770	0,7	19 491	7 705	0,2
<i>Royaume-Uni</i>	609	646	0,0	875	1 069	0,0	1 909	2 313	0,1
Autres pays d'Europe	21 724	939 414	34,0	185 921	895 547	33,2	138 702	887 547	26,5
<i>Dont Suisse</i>	522	931 979	33,8	2 260	870 473	32,3	1 757	869 214	25,9
Russie	6 341	1 446	0,1	408	189	0,0	0	0	0,0
AFRIQUE	547 801	1 172 332	42,5	451 574	1 225 280	45,5	392 147	1 327 228	39,6
CEDEAO	501 240	241 575	8,8	405 820	311 613	11,6	370 331	217 050	6,5
<i>UEMOA</i>	452 735	219 787	8,0	355 275	286 185	10,6	308 779	187 300	5,6
<i>Bénin</i>	481	11 984	0,4	438	12 299	0,5	744	13 455	0,4
Burkina	236 249	42 044	1,5	130 006	40 189	1,5	102 717	31 975	1,0
Côte d'Ivoire	58 105	42 001	1,5	89 238	71 624	2,7	48 028	31 929	1,0
Guinée Bissau	114	245	0,0	211	428	0,0	71	530	0,0
Niger	18 116	10 783	0,4	27 983	23 953	0,9	6 442	8 183	0,2
Sénégal	123 562	102 475	3,7	94 471	127 881	4,7	118 720	88 814	2,6
Togo	16 109	10 256	0,4	12 928	9 810	0,4	32 057	12 415	0,4
Autres pays de la CEDEAO	48 505	21 788	0,8	50 545	25 428	0,9	61 552	29 750	0,9
<i>Cap vert</i>	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Gambie	4 683	437	0,0	3 748	370	0,0	2 408	224	0,0
Ghana	26 332	5 885	0,2	32 610	6 437	0,2	29 982	4 368	0,1
Guinée Conakry	10 108	13 696	0,5	12 323	17 344	0,6	26 590	24 495	0,7
Libéria	199	501	0,0	572	1 097	0,0	135	414	0,0
Nigéria	7 168	1 265	0,0	1 284	139	0,0	2 172	217	0,0
Sierra Leone	15	3	0,0	9	42	0,0	264	33	0,0
Autres pays d'Afrique	46 560	930 757	33,7	45 754	913 668	33,9	21 816	1 110 178	33,1
Algérie	0	0	0,0	0	0	0,0	2 577	3 114	0,1
Maroc	14 783	4 004	0,1	5 025	1 483	0,1	5 444	1 651	0,0
Tunisie	198	167	0,0	293	236	0,0	30	23	0,0
Camérout	8	61	0,0	5	21	0,0	6	30	0,0
Kenya	2	87	0,0	1	8	0,0	1	7	0,0
Afrique du Sud	237	923 164	33,5	419	906 260	33,6	306	1 102 068	32,9
AMERIQUE	8 999	10 526	0,4	5 192	7 716	0,3	5 887	11 740	0,4
Canada	2 340	2 729	0,1	3 584	2 274	0,1	3 462	3 394	0,1
Etats-Unis	6 540	7 004	0,3	1 480	5 195	0,2	2 325	8 186	0,2
Autres pays d'Amérique	118	793	0,0	128	248	0,0	99	161	0,0
ASIE	362 868	352 405	12,8	360 895	309 381	11,5	352 315	797 929	23,8
Chine	201 364	30 334	1,1	183 965	26 081	1,0	64 720	40 416	1,2
Hong-Kong	2	636	0,0	4	88	0,0	6	472	0,0
Inde	37 155	20 420	0,7	83 313	12 746	0,5	84 149	22 788	0,7
Japon	440	3 302	0,1	755	1 445	0,1	1 879	1 511	0,0
Taiwan	51	44	0,0	0	5	0,0	1	0	0,0
Thaïlande	808	752	0,0	1 149	1 160	0,0	2 155	2 973	0,1
Emirates arabes unis	652	166 949	6,1	2 006	161 012	6,0	1 365	486 829	14,5
Autres pays d'Asie	122 395	115 589	4,2	89 703	106 845	4,0	198 039	242 939	7,2
OCEANIE	173	241 988	8,8	278	198 889	7,4	511	260 689	7,8
Dont: Australie-Nouvelle Zélande	173	241 988	8,8	278	198 889	7,4	511	260 689	7,8
TOTAL GENERAL	991 567	2 759 384	100,0	1 062 379	2 693 837	100,0	940 014	3 353 603	100,0

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A6 : Répartition géographique des importations du Mali

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA) / CAF

ZONES GEOGRAPHIQUES	2 020			2 021			2 022		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	1 422 235,9	600 064,2	20,4	1 253 605,6	674 299,7	19,3	1 012 474,4	562 848,9	13,2
<i>Union Européenne</i>	669 239	457 371	15,6	677 508,8	512 034	14,7	528 034	429 565	10,1
<i>ZONE EURO</i>	643 422	426 711	14,5	660 297,0	495 058	14,2	486 785	412 835	9,7
France	360 674	197 392	6,7	302 958,4	227 568	6,5	190 476	167 836	3,9
Allemagne	51 596	63 155	2,1	74 930,3	73 677	2,1	52 553	48 836	1,1
Italie	40 425	26 945	0,9	48 071,3	37 184	1,1	32 081	30 599	0,7
Pays-Bas	54 791	25 940	0,9	55 934,4	26 893	0,8	33 984	21 418	0,5
Belgique	26 563	26 775	0,9	29 182,3	28 754	0,8	26 417	32 253	0,8
<i>Autres pays européens de</i>	25 817	30 660	1,0	17 211,8	16 975	0,5	41 249	16 730	0,4
Royaume-Uni	3 780	12 047	0,4	4 701,7	14 340	0,4	4 048	12 976	0,3
<i>Autres pays d'Europe</i>	749 217	130 646	4,4	576 096,9	162 266	4,6	484 440	133 284	3,1
Dont Suisse	27 952	6 086	0,2	17 683,9	4 779	0,1	680	3 350	0,1
Russie	331 035	43 995	1,5	323 924,0	50 318	1,4	170 481	40 507	1,0
AFRIQUE	6 474 221	1 481 771	50,4	5 594 406,3	1 797 843	51,5	6 497 871	2 777 024	65,3
<i>CEDEAO</i>	6 112 230	1 343 281	45,7	5 246 455,3	1 657 791	47,5	5 920 495	2 623 432	61,7
<i>UEMOA</i>	5 959 151	1 275 724	43,4	5 027 950,2	1 572 901	45,0	5 534 216	2 381 494	56,0
Bénin	196 861	28 978	1,0	121 481,9	21 819	0,6	176 749	54 552	1,3
Burkina	213 870	52 954	1,8	398 437,3	76 296	2,2	841 087	246 078	5,8
Côte d'Ivoire	2 387 963	451 671	15,4	1 543 715,0	589 157	16,9	1 876 299	1 082 447	25,4
Guinée Bissau	0	340	0,0	25,6	504	0,0	0	381	0,0
Niger	133 181	73 480	2,5	153 887,5	98 754	2,8	98 439	67 556	1,6
Sénégal	3 001 206	580 016	19,7	2 795 340,3	707 794	20,3	2 450 636	841 328	19,8
Togo	26 070	88 284	3,0	15 062,6	78 577	2,3	91 006	89 152	2,1
<i>Autres pays de la CEDEAO</i>	153 079	67 557	2,3	218 505,2	84 890	2,4	386 279	241 938	5,7
Cap vert	0	0	0,0	0,0	0	0,0	0	0	0,0
Gambie	4 341	3 709	0,1	26 487,7	11 753	0,3	24 319	15 515	0,4
Ghana	124 853	48 804	1,7	153 813,9	57 209	1,6	168 542	69 467	1,6
Guinée Conakry	14 555	6 420	0,2	20 184,1	7 035	0,2	80 013	125 629	3,0
Libéria	10	7	0,0	59,4	807	0,0	0	0	0,0
Nigéria	9 275	8 607	0,3	17 229,5	7 848	0,2	110 428	29 968	0,7
Sierra Leone	44	9	0,0	730,6	238	0,0	2 977	1 359	0,0
<i>Autres pays d'Afrique</i>	361 991	138 490	4,7	347 950,9	140 052	4,0	577 376	153 592	3,6
Algérie	80 453	6 247	0,2	29 352,3	3 644	0,1	11 314	1 916	0,0
Maroc	124 174	32 453	1,1	73 053,3	33 833	1,0	110 192	46 633	1,1
Tunisie	26 808	6 845	0,2	28 849,5	9 987	0,3	185 099	10 193	0,2
Caméroun	326	555	0,0	64,2	114	0,0	39	38	0,0
Kenya	369	315	0,0	257,6	434	0,0	201	248	0,0
Afrique du Sud	26 873	71 135	2,4	27 535,1	65 919	1,9	24 400	66 670	1,6
AMERIQUE	387 331	141 821	4,8	604 518,8	158 679	4,5	331 155	115 592	2,7
Canada	3 249	11 797	0,4	68 274,4	17 736	0,5	19 728	12 264	0,3
Etats-Unis	139 757	80 847	2,8	256 461,2	83 381	2,4	44 141	48 947	1,2
<i>Autres pays d'Amérique</i>	244 325	49 177	1,7	279 783,2	57 562	1,6	267 285	54 381	1,3
ASIE	1 063 780	694 450	23,6	1 435 364,7	840 488	24,1	1 416 601	775 552	18,2
Chine	556 766	437 269	14,9	630 378,8	526 845	15,1	492 178	449 205	10,6
Hong-Kong	1 745	2 352	0,1	1 408,6	1 691	0,0	1 051	3 151	0,1
Inde	248 317	112 936	3,8	496 649,9	145 919	4,2	695 691	188 509	4,4
Japon	42 295	53 613	1,8	38 424,3	63 667	1,8	41 636	56 189	1,3
Taiwan	264	929	0,0	685,2	1 442	0,0	0	615	0,0
Thaïlande	19 399	5 605	0,2	9 340,9	6 795	0,2	20 624	7 004	0,2
Emirates arabes unis	44 450	29 507	1,0	89 500,8	36 190	1,0	53 479	24 719	0,6
<i>Autres pays d'Asie</i>	150 546	52 238	1,8	168 976,3	57 940	1,7	111 940	46 160	1,1
OCEANIE	7 093	21 511	0,7	7 503,2	20 247	0,6	6 035	23 022	0,5
<i>Dont: Australie-Nouvelle Zéla</i>	6 815	21 360	0,7	6 532,5	19 891	0,6	5 775	22 773	0,5
TOTAL GENERAL	9 354 660	2 939 617	100	8 895 399	3 491 557	100,0	9 264 136	4 254 039	100,0

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A7 : Exportations communautaires en 2022

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	% Exports Coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
Coton	% Exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Millions FCFA	0	55	64	0	0	0	327	446
	% Exports Or	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0
Or	% Exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Millions FCFA	0	0	0	0	0	0	0	0
	% Exports Animaux	0,0	2,3	29,2	0,0	0,3	44,5	0,0	76,3
Animaux vivants	% Exports totales	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,8	0,0	1,4
	Millions FCFA	0	1 459	18 106	0	160	27 669	0	47 394
	% Exports Engrais	0,0	77,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	77,0
Engrais	% Exports totales	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
	Millions FCFA	0	10 409	0	0	0	0	0	10 409
	% Exports Légumes & Fruits	0	29	10	0	0	37	0	77
Légumes & Fruits	% Exports totales	0	0	0	0	0	0	0	0
	Millions FCFA	4	3 607	1 270	1	12	4 518	40	9 452
	% Exports Produits énergétiques	1	0	41	0	0	47	0	89
Produits énergétiques	% Exports totales	0	0	0	0	0	0	0	0
	Millions FCFA	76	39	4 377	0	5	5 037	37	9 570
	% Exports Fers & Aciers	0,6	24,1	2,8	0,0	0,0	0,3	10,1	37,8
Fers & Aciers	% Exports totales	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
	Millions FCFA	87	3 694	426	0	0	50	1 551	5 808
	% Exports Divers	0,4	0,4	0,2	0,0	0,2	1,5	0,3	3,1
Divers	Millions FCFA	13 287	12 713	7 685	528	8 006	51 540	10 461	104 221
	% Exports totales	0,4	1,0	1,0	0,0	0,2	2,6	0,4	5,6
	Millions FCFA	13 455	31 975	31 929	530	8 183	88 814	12 415	187 300

Source : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A8 : Importations communautaires en 2022

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	% Imports Prod. Alim.	1,1	1,4	17,1	0,0	0,0	22,5	1,4	43,4
Produits alimentaires	% Imports totales	0,2	0,2	2,7	0,0	0,0	3,6	0,2	6,9
	Millions FCFA	5 941	7 956	94 946	0	32	125 207	7 535	241 617
	% Imports Pétrole	3,0	0,0	56,0	0,0	3,7	34,4	1,0	98,2
Produits pétroliers	% Imports totales	1,1	0,0	21,1	0,0	1,4	13,0	0,4	37,0
	Millions FCFA	39 024	302	735 549	0	48 870	452 525	13 686	1 289 956
	% Imports Mat. Ctruct.	0,0	15,2	3,4	0,0	0,0	15,9	4,9	39,5
Matériaux de const.	% Imports totales	0,0	2,3	0,5	0,0	0,0	2,4	0,8	6,0
	Millions FCFA	44	80 783	18 349	0	207	84 523	26 337	210 241
	% Imports premières	0,0	2,6	1,2	0,0	0,0	2,8	0,8	7,4
Matières premières	% Imports totales	0,0	1,2	1,0	0,0	0,2	1,3	3,3	6,9
	Millions FCFA	44	89 958	42 155	0	206	96 295	28 817	257 474
	% Imports Mach&véhic.	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,2	0,5	1,1
Machines & véhicules	% Imports totales	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,2	0,5	1,1
	Millions FCFA	37	6 707	5 645	0	1 054	7 374	18 635	39 451
	% Imports Prod. Chim.	0,0	0,9	9,1	0,0	0,2	5,7	1,2	17,2
Produits chimiques	% Imports totales	0,0	0,1	0,9	0,0	0,0	0,6	0,1	1,7
	Millions FCFA	45	3 089	31 635	0	746	19 821	4 146	59 482
	% Imports Divers	0,0	2,9	0,3	0,0	0,2	0,4	0,1	3,9
Divers	% Imports totales	0,0	2,9	0,3	0,0	0,2	0,4	0,1	3,9
	Millions FCFA	1 279	101 154	10 151	324	6 515	13 906	2 961	136 291
	% Imports totales	1,3	6,0	26,4	0,0	1,6	20,5	2,2	58,0
Millions FCFA	46 369	209 166	920 080	324	57 423	715 129	75 779	2 024 270	

Source : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A9 : Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires en 2022

(en millions de FCFA)		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	8 198,6	10 797,0	58,0	46 369,1	27 098,7	956,4	33 588,2	127 066,0
	Burkina	10 561,8		40 033,6	17,3	209 166,3	19 008,0	9 612,3	24 903,4	313 302,7
	Cote d'Ivoire	40 292,7	531 071,7		1 205,9	920 080,3	71 058,9	116 007,7	53 697,4	1 733 414,6
	Guinée-Bissau	1,6	12,8	0,0		324,0	0,0	3 270,7	2 111,4	5 001,4
	Mali	13 454,8	31 974,5	31 929,3	530,0		8 182,5	88 814,0	12 414,7	187 299,8
	Niger	19 622,1	16 250,1	5 491,5	0,0	57 422,5		9 401,6	8 443,7	116 631,5
	Sénégal	18 142,0	36 502,0	120 080,9	66 474,6	715 128,5	14 927,6		52 415,8	1 023 671,4
	Togo	104 230,1	117 690,2	73 209,2	154,6	75 779,3	39 157,9	32 601,8		442 823,1
	UEMOA	206 305,1	741 699,9	281 541,5	68 440,4	2 024 270,0	179 433,6	260 664,5	187 574,6	3 949 929,6

Source : BCEAO / Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A10 : Principaux produits d'exportation du Mali

Produits	2 020		2 021		2 022	
	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)
Or	1 889 563,0	71,2	1 866 934,6	69,5	1 898 977,5	65,7
Coton	161 568,9	162 720,0	156 657,5	137 854,2	294 949,0	239 717,0
Animaux vivants	78 809,8	37 721,6	139 366,3	107 251,4	62 110,2	46 345,0
Engrais	20 974,9	89 697,1	16 082,7	56 384,9	13 519,3	39 853,5
Combustibles minéraux	10 782,0	30 499,8	14 494,8	35 726,3	10 763,9	11 341,1
Réacteurs nucléaires, chaudières	22 228,1	4 785,8	19 174,7	4 092,1	22 886,2	19 771,1
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	11 132,2	2 863,4	14 257,7	3 193,4	32 404,3	3 326,9
Fruits comestibles	10 492,4	188 335,5	10 309,4	66 325,9	12 259,1	82 508,2
Graines et fruits oléagineux	12 873,6	63 406,1	14 237,5	72 480,7	3 643,5	43 865,4
Produits pharmaceutiques	6 178,6	3 637,2	3 840,7	2 538,0	7 141,8	5 833,5
Préparations de farine et de céréales	3 697,5	4 116,4	2 601,0	1 810,4	2 045,0	1 128,2
Aliments préparés pour animaux	2 069,1	31 222,4	1 457,5	23 176,5	779,3	7 836,9
Boissons	5 294,3	16 876,4	5 573,6	18 777,6	5 715,3	15 800,2
Peaux et cuirs	2 145,4	2 661,3	1 343,6	2 148,9	1 565,3	3 170,7
Machines, appareils et matériels	4 349,6	1 857,6	15 170,2	1 887,1	6 201,1	2 364,1
Matières plastiques et ouvrages	3 323,4	5 563,4	2 076,0	5 018,4	2 480,2	4 625,1
Fonte, fer et acier	13 239,0	54 780,6	9 387,1	49 715,0	15 350,8	65 516,2
Bois	4 095,6	80 705,8	3 803,0	74 884,3	481,2	7 747,0
Lait	1 016,0	677,6	2 558,7	1 427,2	1 061,9	496,7

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A11 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2022

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Benin		3 669,2	1 228,7	256,9	802,4	4 366,4	5 265,9	8 536,4	24 125,9
	Burkina	23 054,7		8 666,8	164,3	3 734,8	4 197,5	4 821,1	12 734,9	57 374,1
	cote d'Ivoire	33 219,8	36 997,8		143,0	3 726,7	4 939,2	2 950,5	16 027,7	98 004,7
	Guinée-Bissau	7,2	19,2	31,5		46,1	37,6	5 813,3	6,7	5 909,5
	Mali	3 821,2	12 841,2	11 285,6	1 520,4		3 289,2	4 980,6	4 872,9	42 611,1
	Niger	5 559,8	2 818,1	972,6	52,6	1 502,6		7 112,9	2 721,8	20 740,4
	Sénégal	2 525,0	6 556,1	2 639,2	1 826,8	3 468,8	1 345,5		1 098,8	28 590,4
	Togo	23 287,1	2 164,8	592,9	173,2	701,1	2 550,2	7 405,6		36 874,9
	UEMOA	91 474,8	65 066,4	25 417,3	4 137,2	13 982,5	20 725,6	38 349,9	45 999,2	305 152,9

Source : BCEAO / Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A12 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds intra-communautaires en 2022

(en millions de FCFA)		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		4 960,7	9 505,7	141,0	1 699,1	10 821,6	6 943,0	5 251,2	39 322,3
	Burkina	11 614,1		17 206,2	43,6	21 843,5	6 225,8	7 753,0	15 153,9	79 840,1
	Cote d'Ivoire	40 629,2	60 783,7		619,7	70 896,5	13 804,3	52 295,2	41 776,2	280 804,8
	Guinée-Bissau	290,7	114,8	548,2		1 448,8	804,6	8 325,2	941,9	12 474,2
	Mali	4 032,7	21 994,2	22 323,1	79,6		9 000,6	19 506,9	6 520,3	83 457,4
	Niger	4 854,4	4 322,6	1 305,3	50,9	16 439,0		7 061,0	6 265,9	40 299,1
	Sénégal	4 532,3	14 221,7	26 996,2	1 713,8	33 394,1	7 681,9		6 482,4	57 381,1
	Togo	5 265,0	3 784,8	6 550,1	212,9	1 145,8	8 989,7	6 482,2		32 430,5
	UEMOA	71 218,4	110 182,5	84 434,8	2 861,5	146 866,8	57 328,5	108 366,5	82 391,8	663 650,8

Source : BCEAO / Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A13 : Orientation géographique des investissements directs étrangers reçus

Pays	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
AFRIQUE	11 782,7	55 493,2	45 940,6	104 137,2	47 383,5
<i>UEMOA</i>	10 902,2	60 951,7	71 174,9	49 232,2	29 222,0
Bénin	403,7	-1 592,6	7 275,5	0,0	0,0
Burkina	1 394,7	23 113,0	3 774,3	851,6	4 359,8
Côte d'Ivoire	-5 017,8	42 106,3	10 057,4	14 331,8	10 351,7
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	2 824,8	-7 546,4	49 902,9	25 981,0	8 591,9
Togo	10 509,7	4 871,3	795,7	5 916,0	5 689,8
Institutions de l'UEMOA	787,0	0,0	-630,9	2 151,8	228,8
<i>CEDEAO hors UEMOA dont :</i>	24,0	-1 660,8	-45 352,2	11 586,1	-45 066,6
Ghana	24,0	0,0	-46 967,5	11 413,0	-44 357,4
Nigéria	0,0	-1 660,8	1 615,4	25,2	-709,1
<i>CEMAC</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	856,5	-3 797,7	20 117,8	43 318,9	63 228,1
Afrique du Sud	-10 893,7	2 985,3	1 839,0	13 675,0	57 992,0
Libye	232,9	5 019,1	1 787,6	1 350	184
Maroc	8 823,9	7 151,9	14 538,1	8 981	2 098
Maurice	0,0	-20 284,8		13 507	0
Mauritanie	3 076,8	1 330,9	1 969,1	4 860	2 952
Tunisie	258 765,0	0,0	0,0	399,2	2,3
EUROPE	75 278,0	164 631,2	142 377,2	110 957,9	141 227,4
<i>UNION EUROPEENNE</i>	1 067,2	140 856,5	-27 701,4	57 876,7	-13 508,2
<i>ZONE EURO dont :</i>	868,8	30 217,5	-176,4	11 574,0	8 101,7
Allemagne	0,0	777,7	1 083,4	-6 296,8	14 363,3
Espagne	2 314,5	0,0	0,0	0,0	0,0
France	-1 695,5	28 289,4	-930,8	17 921,2	-6 293,7
Italie	-169,0	-238,9	0,0		0,0
Luxembourg	30,3	1 374,0	-329,0		0,0
Pays-Bas	-282,0	15,3	0,0	-50,4	32,1
<i>Union Européenne hors Zone euro dont :</i>	74 210,9	110 638,9	-27 525,0	46 302,6	-21 609,9
Royaume-Uni	183 487,0	110 638,9	-27 525,0	46 296,9	-21 609,0
Danemark	0,0	0,0	0,0	5,8	-0,9
<i>Europe hors UE dont :</i>	0,0	23 774,7	170 078,6	53 081,2	154 735,6
Suisse	1 975,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Gibraltar	181 511,5	1 224,6	-450,2	0,0	0,0
îles de Man	0,0	0,0	4 026,7	0,0	0,0
Îles Vierges Britanniques	0,0	22 550,1	166 502,1	53 081,2	154 735,6
AMERIQUE dont:	-81 889,6	180 770,2	59 732,6	49 531,2	200 526,0
Canada	-81 697,9	180 770,2	59 732,6	48 774,5	200 526,0
Brésil	0,0	0,0	0,0		0,0
États-Unis d'Amérique	-191,7	0,0	0,0	756,7	0,0
ASIE dont :	498,6	7 512,0	-16 474,4	61 357,2	66 318,7
Chine	172,2	8 223,7	-16 760,7	30 176,3	144,5
Émirats arabes unis	0,0	0,0	0,0	30 256,4	65 668,4
Inde	308,3	-711,7	240,0	605,6	505,8
Iraq	0,0	0,0	0,0	626,2	0,0
Liban	18,1	0,0	16,3	-307,3	0,0
Singapour	0,0	0,0	30,0		0,0
Arabie Saoudite	0,0	0,0	0,0		0,0
OCEANIE	70 383,3	115 102,0	77 428,4	28 885,2	-9 174,3
Australie	70383,32	115101,97	77428,42	28885,2	-9174,284
Institutions internationales	0	0	0	0	0
Autres	17,5044	0	0	0	0
TOTAL	259 557,6	523 508,5	309 004,4	354 868,7	446 281,3

Source : BCEAO

TABLEAU A14 : Balance des paiements du Mali de 2022 (détaillée)
(millions de FCFA)

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisiti	Débit / Accroisse	Solde
	1100000_1_B_	Compte des transactions courantes	4 777 275,30	5 697 587,39	-920 312,09
1.A	011000_1_B_	- - Biens et services	3 652 149,32	4 953 655,40	-1 301 506,08
1.A.a	110000_1_B_	- - - - Biens	3 353 602,83	3 488 311,70	-134 708,87
1.A.a.1	111000_1_B_	- - - - - Marchandises générales, base balance des p	627 308,52	3 370 211,14	-2 742 902,62
1.A.a.1.1	11100z_1_B_	- - - - - - Dont : Réexportations	36 840		36 840
1.A.a.2	112000_1_B_	- - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international			0
1.A.a.2.1	112100_1_B_	- - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits néga			0
1.A.a.2.2	112200_1_B_	- - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international			0
1.A.a.3	113000_1_B_	- - - - - Or non monétaire	2 726 294,31	118100,556548	2 608 193,75
1.A.b	120000_1_B_	- - - - Services	298 546,49	1 465 343,70	-1 166 797,21
1.A.b.1	121000_1_B_	- - - - - Services de fabrication fournis sur des intrant	199		199
1.A.b.1.1	121100_1_B_	- - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens			0
1.A.b.1.2	121200_1_B_	- - - - - - Biens destinés à transformat	199	0	199
1.A.b.2	122000_1_B_	- - - - - Services d'entretien et de réparation non incl	3298	4 064,90	-766,90
1.A.b.3	123000_1_B_	- - - - - Transport	16 933,23	786 463,13	-769 529,90
1.A.b.3.0	123100_1_B_	- - - - - - Pour tous le	16 933,23	786 424,13	-769 490,90
1.A.b.3.0.1	123100_1_B_	- - - - - - - Voyageurs	1897,8	43 481,76	-41 583,96
1.A.3.0.1.1	123110_1_B_	- - - - - - - - Travailleur	0	0	0
1.A.b.3.0.2	12311z_1_B_	- - - - - - - Fret	10602	740 456,00	-729 854,00
1.A.b.3.0.3	123120_1_B_	- - - - - - - Autres	4 433,43	2 486,37	1 947,06
1.A.b.3.1	123130_1_B_	- - - - - - Transports maritimes	0	409 451,00	-409 451,00
1.A.b.3.1.1	123200_1_B_	- - - - - - - Voyageurs			0
1.A.b.3.1.1.1	123210_1_B_	- - - - - - - - Travailleurs frontaliers, sai			0
1.A.b.3.1.2	12321z_1_B_	- - - - - - - Fret		409 451,00	-409 451,00
1.A.b.3.1.3	123220_1_B_	- - - - - - - Autres			0
1.A.b.3.2	123230_1_B_	- - - - - - Transports aériens	5 484,03	93 637,81	-88 153,78
1.A.b.3.2.1	123300_1_B_	- - - - - - - Voyageurs	1050,6	41 750,54	-40 699,94
1.A.b.3.2.1.1	123310_1_B_	- - - - - - - -	0	0	0
1.A.b.3.2.2	12331z_1_B_	- - - - - - - Fret	0	51 834,00	-51 834,00
1.A.b.3.2.3	123320_1_B_	- - - - - - - Autres	4 433,43	53,27	4 380,16
1.A.b.3.3	123330_1_B_	- - - - - - - Autres modes de transport	11 449,20	283 335,32	-271 886,12
1.A.b.3.3.1	123400_1_B_	- - - - - - - Voyageurs	847,2	1 731,22	-884,02
1.A.b.3.3.1.1	123410_1_B_	- - - - - - - -	0	0	0
1.A.b.3.3.2	12341z_1_B_	- - - - - - - Fret	10602	279 171,00	-268 569,00
1.A.b.3.3.3	123420_1_B_	- - - - - - - Autres	0	2 433,10	-2 433,10
1.A.b.3.4	123430_1_B_	- - - - - - Services postaux et services	0	39	-39
1.A.b.4	124000_1_B_	- - - - - Voyages	88 801,70	83 870,26	4 931,44
1.A.b.4.1	124100_1_B_	- - - - - - À titre professionnel	46 712,60	50 817,16	-4 104,56
1.A.b.4.1.1	124110_1_B_	- - - - - - - Acquisitioi	0	0	0
1.A.b.4.1.2	124120_1_B_	- - - - - - - Autres	46 712,60	50 817,16	-4 104,56
1.A.b.4.2	124200_1_B_	- - - - - - À titre personnel	42 089,10	33 053	9 036,00
1.A.b.4.2.1	124210_1_B_	- - - - - - - Santé	4	5 464,00	-5 460,00
1.A.b.4.2.2	124220_1_B_	- - - - - - - Éducation	9 603,00	8 691,00	912,00
1.A.b.4.2.3	124230_1_B_	- - - - - - - Autres	32 482,10	18 898,10	13 584,00
1.A.b.4.0	124000_1_B_	- - - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voy		240	-240,00
1.A.b.4.0.1	124011_1_B_	- - - - - - - Biens			0
1.A.b.4.0.2	124021_1_B_	- - - - - - - Services de transports locaux			0
1.A.b.4.0.3	124031_1_B_	- - - - - - - Services d'hébergement		240	-240,00
1.A.b.4.0.4	124041_1_B_	- - - - - - - Services d	0	0	0
1.A.b.4.0.5	124051_1_B_	- - - - - - - Autres ser	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	124z51_1_B_	- - - - - - - -	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	124y51_1_B_	- - - - - - - -	0	0	0

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisiti	Débit / Accroisse	Solde
1.A.b.5	125000_1_B_.	----- Travaux de construction	0	37 548,60	-37 548,60
1.A.b.5.1	125100_1_B_.	----- Travaux de construction réalisés à l'	0	0	0
1.A.b.5.2	125200_1_B_.	----- Travaux de construction réalisés dar	0	37 548,60	-37 548,60
1.A.b.6	126000_1_B_.	----- Services d'assurance et de retraite	271,57	21 584,48	-21 312,91
1.A.b.6.1	126100_1_B_.	----- Assurance directe	0	21 270,18	-21 270,18
1.A.b.6.2	126200_1_B_.	----- Réassurance	240	124	116
1.A.b.6.3	126300_1_B_.	----- Services auxiliaires d'assurance	31,57	190,30	-158,73
1.A.b.6.4	126400_1_B_.	----- Services de retraite et de garantie si	0	0	0
1.A.b.7	127000_1_B_.	----- Services financiers	5 719	13 444,10	-7 725,46
1.A.b.7.1	127100_1_B_.	----- Services financiers explicitement fa	4 574,91	10 755,28	-6 180,37
1.A.b.7.2	127200_1_B_.	----- Services d'intermédiation financièr	1 143,73	2 688,82	-1 545,09
1.A.b.8	128000_1_B_.	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs			0
1.A.b.9	129000_1_B_.	----- Services de télécommunications, d'informatiqu	119 247	77 136,78	42 109,92
1.A.b.9.1	129100_1_B_.	----- Services de télécommunications	119 247	65 917,38	53 329,32
1.A.b.9.2	129200_1_B_.	----- Services d'informatique	0	10 761,20	-10 761,20
1.A.b.9.3	129300_1_B_.	----- Services d'information	0	458,2	-458,2
1.A.b.10	12A000_1_B_.	----- Autres services aux entreprises	5 082,00	78 735,75	-73 653,75
1.A.b.10.1	12A100_1_B_.	----- Services de recherche-dével	0	8 778,82	-8 778,82
1.A.b.10.2	12A200_1_B_.	----- Services spécialisés et servic	0	21 347,43	-21 347,43
1.A.b.10.3	12A300_1_B_.	----- Services techniques, services	5 082,00	48 609,50	-43 527,50
1.A.b.11	12B000_1_B_.	----- Services personnels, culturels et relatifs a	193,4	0	193,4
1.A.b.11.1	12B100_1_B_.	----- Services audio-visuels et con	150,4	0	150,4
1.A.b.11.2	12B200_1_B_.	----- Autres services personnels, c	43	0	43
1.A.b.12	12C000_1_B_.	----- Biens et services des administrations publ	58 802,25	362 495,70	-303 693,45
1.A.b.0.1	12D000_1_B_.	----- Services liés au tourisme compris d	0	0	0
1.B	130000_1_B_.	-- Revenu primaire	127 765,17	615 848,76	-488 083,59
1.B.1	131000_1_B_.	---- Rémunération des salariés	50 783,60	31 050,10	19 733,50
1.B.2	300000_3_B_.	---- Revenus des investissements	73 111,57	584 798,66	-511 687,09
1.B.2.1	310000_3_B_.	----- Investissements directs	13 770,00	455 834,22	-442 064,22
1.B.2.1.1	310000_3E_B_.	----- Revenus des titres de participation	13 383,32	452 960,22	-439 576,90
1.B.2.1.1.1	310000_3D_B_.	----- Dividendes et prélève	4 393,32	270 863,50	-266 470,18
1.B.2.1.1.1.1	311110_3D_B_.	----- Invest	1,04	269 779,70	-269 778,66
1.B.2.1.1.1.2	311120_3D_B_.	----- Entre	3 940	0	3 939,80
1.B.2.1.1.1.3	311130_3D_B_.	----- Entre	452,48	1 083,80	-631,32
1.B.2.1.1.1.3.1	311131_3D_B_.	----- si le contrôle ultime es			0
1.B.2.1.1.1.3.2	311132_3D_B_.	-----	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.3	311133_3D_B_.	-----	0	0	0
1.B.2.1.1.2	310000_3R_B_.	----- Bénéfices réinvestis	8990	182 096,72	-173 106,72
1.B.2.1.1.2.1	310000_3T_B_.	----- Revenus des investissements attribuable			0
1.B.2.1.1.2.1.1	31100z_3_B_.	----- Dont - Revenu des inve			0
1.B.2.1.2	310000_3I_B_.	----- Intérêts	386,68	2 874	-2 487,32
1.B.2.1.2.1	312100_3I_B_.	----- Investisseur direct dai	276	0	276,00
1.B.2.1.2.2	312200_3I_B_.	----- Entreprises d'investis	0	0	0
1.B.2.1.2.3	312300_3I_B_.	----- Entre entreprises soei	110,68	2 874	-2 763
1.B.2.1.2.3.1	312310_3I_B_.	----- si le contrôle ultime est détenu par un ré			0
1.B.2.1.2.3.2	312320_3I_B_.	----- si la société mère ayant le contrôle ultim			0
1.B.2.1.2.3.3	312330_3I_B_.	----- si le détenteur du contrôle ultime est inc			0
1.B.2.1.2M	310000_3F_B_.	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financiè			0
1.B.2.2	320000_3_B_.	----- Investissements de portefeuille	54 570,20	79 094,54	-24 524,34
1.B.2.2.1	320000_3E_B_.	----- Revenu des investissements sur titi	245,71	442,14	-196,43
1.B.2.2.1.1	321100_3D_B_.	----- Dividendes sur titres c	216,77	442,14	-225,37
1.B.2.2.1.2	321200_3P_B_.	----- Revenus des investiss	28,94	0	28,94
1.B.2.2.1.2.1	321200_3D_B_.	----- Divid	0	0	0
1.B.2.2.1.2.2	321200_3R_B_.	----- Bénéf	28,94	0	28,94
1.B.2.2.2	320000_3I_B_.	----- Intérêts	54 324,49	78 652,40	-24 327,91
1.B.2.2.2.1	320000_3I_B_.	----- À court terme	17 065,90	2 025,90	15 040,00
1.B.2.2.2.2	320000_3I_B_.	----- À long terme	37 258,59	76 626,50	-39 367,91
1.B.2.3	340000_3_B_.	----- Autres investissements	4 771,37	49 869,90	-45 098,53
1.B.2.3.1	340000_3D_B_.	----- Prélèvement sur les revenus des qu	0	0	0
1.B.2.3.2	340000_3I_B_.	----- Intérêts	4 771,37	49 869,90	-45 098,53
1.B.2.3.2M	340000_3F_B_.	----- Pour mémoire: Intérêts avan	0	0	0
1.B.2.3.3	340000_3P_B_.	----- Revenus des investissements attrib	0	0	0
1.B.2.4	350000_3_B_.	----- Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	350000_3E_B_.	----- Revenus des titres de participation	0	0	0
1.B.2.4.2	350000_3I_B_.	----- Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	350000_3F_B_.	----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financi			0
1.B.3	132000_1_B_.	---- Autre revenu primaire	3 870	0	3 870
1.B.3.1	132100_1_B_.	----- Taxes sur la production et importations	0	0	0
1.B.3.2	132200_1_B_.	----- Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	132300_1_B_.	----- Loyers	3 870	0	3 870

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisiti	Débit / Accroisse	Solde
1.C	140000_2_B_ - - Revenu secondaire	997 360,81	128 083,23	869 277,58
1.C.1	140000_2_B_ - - - Administrations publiques	308 919,40	3 993	304 926,40
1.C.1.1	141000_2_B_ - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, e	6300	0	6300
1.C.1.1.1	14100z_2_B_ - - - - - payables par les travailleurs frontal	0	0	0
1.C.1.2	142000_2_B_ - - - - Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.2.1	14200z_2_B_ - - - - - payables par les travailleurs frontal	0	0	0
1.C.1.3	143000_2_B_ - - - - Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	144000_2_B_ - - - - Coopération internationale courante	0,00	0	0,00
1.C.1.5	145000_2_B_ - - - - Transferts courants divers des administrations p	308919,4	3993	304926,4
1.C.1.5.1	14500z_2_B_ - - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	140000_2_B_ - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages e	0,00	0,00	0,00
1.C.2.1	146000_2_B_ - - - - Transferts personnels (transferts courants entre	688 441,41	124 090,23	564 351,18
1.C.2.1.1	14600z_2_B_ - - - - - Envois de fonds des travailleurs	639 715,20	112 827,50	526 887,70
1.C.2.2	147000_2_B_ - - - - Autres transferts courants	639 715,20	112 827,50	526 887,70
1.C.2.0.1	141000_2_B_ - - - - - Impôts courants sur le revenu, le pa	48726,21	11262,73	37463,48
1.C.2.0.2	142000_2_B_ - - - - - Cotisations sociales	550,5	0	550,50
1.C.2.0.3	143000_2_B_ - - - - - Prestations sociales	385,20	9273	-8 887,80
1.C.2.0.4	148000_2_B_ - - - - - Primes d'assurance nettes hors assu	11 121	0,00	11 120,73
1.C.2.0.5	149000_2_B_ - - - - - Indemnités d'assurance dommage	7147,9	980,63	6167,27
1.C.2.0.6	144000_2_B_ - - - - - Coopération internationale courant	0,00	204,1	-204,10
1.C.2.0.7	145000_2_B_ - - - - - Transferts courants divers	257,68	0	257,68
1.C.2.0.7.1	14500z_2_B_ - - - - - Dont : transferts coura	29264,2	805	28459,2
1.C.3	14A000_2_B_ - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	2 200000_2_B_ Compte de capital			0,00
2.1	210000_2_B_ - - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non prod	80039,2	2 774	77 265
2.2	220000_2_B_ - - Transferts de capital	2,00	2113,1	-2 111,10
2.2.1	220000_2_B_ - - - Administration publique	80 037	661	79 376
2.2.1.1	221000_2_B_ - - - - Remises de dette	47 918	102	47 816
2.2.1.2	222000_2_B_ - - - - Autres transferts de capital	9 257	0	9 257
2.2.1.2.1	22200z_2_B_ - - - - - dont : impôts en capital	38661,2	102	38559,2
2.2.2	220000_2_B_ - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0,00
2.2.2.1	221000_2_B_ - - - - Remises de dette	32119	559	31560
2.2.2.2	222000_2_B_ - - - - Autres transferts de capital	0,00	0	0,00
2.2.2.2.1	22200z_2_B_ - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	32119	559	31560
2.2.2.0.1	22000z_2_B_ - - - - - dont : entre ménages			0
	4 019000_B_ Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transa	4 857 314,50	5 700 361,49	-843 046,99
	3 300000_4_N_ Compte financier	-366 529,03	493 955,35	-860 484,38
	5 300000_4_N_ Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-366 529,03	493 955,35	-860 484,38
3.1	310000_4_N_ - - Investissement direct			0,00
3.1.1	311000_4_N_ - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	27 217	446 281,35	-419 064,35
3.1.1.1	311100_4_N_ - - - - Titres de participation autres que le réinvestiss	27 010	317 738,62	-290 728,62
3.1.1.1.1	311110_4_N_ - - - - - Investisseur direct dans des entrepr	18 020	135 641,90	-117 621,90
3.1.1.1.2	311120_4_N_ - - - - - Entreprises d'investissement direct	17909	131 911,90	-114 002,90
3.1.1.1.3	311130_4_N_ - - - - - Entre entreprises soeurs	111	-1 044	1 155
3.1.1.1.3.1	311131_4_N_ - - - - - si le contrôle ultime e	0	4774	-4774
3.1.1.1.3.2	311132_4_N_ - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			0
3.1.1.1.3.3	311133_4_N_ - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0
3.1.1.2	311000_4R_N_ - - - - Réinvestissement des bénéfices			0,00
3.1.1.0.1	31100z_4_N_ - - - - - Actions/Parts de fonds de placemer	8990	182096,72	-173106,72
3.1.1.0.1.1	3110zz_4_N_ - - - - - Actions/Parts de fond	0	0	0
3.1.2	312000_4_N_ - - - Instruments de dette	0,00	0,00	0,00
3.1.2.1	312100_4_N_ - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entrep	207	128 543	-128 336
3.1.2.2	312200_4_N_ - - - - Créances des entreprises d'investissement dire	0	140 480,28	-140 480,28
3.1.2.3	312300_4_N_ - - - - Entre entreprises soeurs	0,00	-5 644	5 643,55
3.1.2.3.1	312310_4_N_ - - - - - si le contrôle ultime est détenu par	207	-6294	6501
3.1.2.3.2	312320_4_N_ - - - - - si le contrôle ultime est détenu par	0	0	0
3.1.2.3.3	312330_4_N_ - - - - - si le détenteur du contrôle ultime e	0	0	0
3.1.2.0	31200z_4_N_ - - - - Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	31201z_4_N_ - - - - - Créances d'un investisseur direct su	0	0	0
3.1.2.0.2	31202z_4_N_ - - - - - Créances des entreprises d'investiss	0	0	0
3.1.2.0.3	31203z_4_N_ - - - - - Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	31213z_4_N_ - - - - - si le contrôle ultime e	0	0	0
3.1.2.0.3.2	31223z_4_N_ - - - - - si le contrôle ultime e	0	0	0
3.1.2.0.3.3	31233z_4_N_ - - - - - si le détenteur du cor	0	0	0

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisiti	Débit / Accroisse	Solde
3.2	320000_4_N_ - - Investissements de portefeuille	208 914,68	166 725,60	42 189,08
3.2.1	321000_4_N_ - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	3 263,00	-1 411,40	4 674,40
3.2.1.1	321000_4_N_ - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	321000_4_N_ - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	321000_4_N_ - - - - Établissements de dépôts autres que la banque	586	1 116,60	-530,60
3.2.1.4	321000_4_N_ - - - - - Autres secteurs	2 677,00	-2 528,00	5205
3.2.1.4.1	321000_4_N_ - - - - - - Autres sociétés financières	3	-31	34
3.2.1.4.2	321000_4_N_ - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	2 674,00	-2 497,00	5171
3.2.1.0.1	321100_4_N_ - - - - - Titres de participation autres que p	0		0
3.2.1.0.1.1	321110_4_N_ - - - - - - Cotés en bourse			0
3.2.1.0.1.2	321120_4_N_ - - - - - - Non cotés en bourse			0
3.2.1.0.2	321200_4_N_ - - - - - Actions/Parts de fonds de placemer	0		0
3.2.1.0.2.1	321200_4R_N_ - - - - - - Réinvestissement des bénéficiaires			0
3.2.1.0.2.2	321200_4_N_ - - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires			0
3.2.2	322000_4_N_ - - - - Titres de créance	205 652	168 137	37 515
3.2.2.1	322000_4_N_ - - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	322000_4_N_ - - - - - - À court terme			0
3.2.2.1.2	322000_4_N_ - - - - - - À long terme			0
3.2.2.1.9	322000_4_N_ - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	322000_4_N_ - - - - - - - À court terme			0
3.2.2.1.9.2	322000_4_N_ - - - - - - - À long terme			0
3.2.2.2	322000_4_N_ - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque	205 741	41 288	164 453
3.2.2.2.1	322000_4_N_ - - - - - - À court terme	76 925	35 700	41 225
3.2.2.2.2	322000_4_N_ - - - - - - À long terme	128 815	5 588	123 227
3.2.2.3	322000_4_N_ - - - - - Administrations publiques	0	123 200	-123 200
3.2.2.3.1	322000_4_N_ - - - - - - À court terme	0	18 000	-18 000
3.2.2.3.2	322000_4_N_ - - - - - - À long terme	0	105 200	-105 200
3.2.2.4	322000_4_N_ - - - - - Autres secteurs	-89	3 649	-3 738
3.2.2.4.0.1	322000_4_N_ - - - - - - À court terme	-67	0	-67
3.2.2.4.0.2	322000_4_N_ - - - - - - À long terme	-22	3 649	-3 671
3.2.2.4.1	322000_4_N_ - - - - - - Autres sociétés financières	0	4058	-4058
3.2.2.4.1.1	322000_4_N_ - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.4.1.2	322000_4_N_ - - - - - - - À long terme	0	4058	-4058
3.2.2.4.2	322000_4_N_ - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-89	-409	320
3.2.2.4.2.1	322000_4_N_ - - - - - - - À court terme	-67	0	-67
3.2.2.4.2.2	322000_4_N_ - - - - - - - À long terme	-22	-409	387
3.3	330000_4_N_ - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des e	0	0	0
3.3.1	330000_4_N_ - - - Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	330000_4_N_ - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)			0
3.3.2	330000_4_N_ - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	330000_4_N_ - - - Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	330000_4_N_ - - - Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	330000_4_N_ - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	330000_4_N_ - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0
3.3.0.1	331000_4_N_ - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	331100_4_N_ - - - - - Options			0
3.3.0.1.2	331200_4_N_ - - - - - Contrats à terme			0
3.3.0.2	332000_4_N_ - - - - Options sur titres des employés			0
3.4	340000_4_N_ - - Autres investissements	-21 077,21	-119 051,60	97 974,39
3.4.1	341000_4_N_ - - - Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	342000_4_N_ - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-46 376,68	41 580,00	-87 956,68
3.4.2.1	342000_4_N_ - - - - Banque centrale	0	-9 690	9 690
3.4.2.1.1	342000_4_N_ - - - - - À court terme	0	-9 690	9 690
3.4.2.1.2	342000_4_N_ - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	342000_4_N_ - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	342000_4_N_ - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	342000_4_N_ - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.2	342000_4_N_ - - - - Établissements de dépôts autres que la banque	-55 669,68	51 269,60	-106 939,28
3.4.2.2.0.1	342000z_4_N_ - - - - - Dont: positions interbancaires			0
3.4.2.2.1	342000_4_N_ - - - - - - À court terme	-55 669,68	51 269,60	-106 939,28
3.4.2.2.2	342000_4_N_ - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.3	342000_4_N_ - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	342000_4_N_ - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	342000_4_N_ - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4	342000_4_N_ - - - - Autres secteurs	9 293	0	9 293
3.4.2.4.0.1	342000_4_N_ - - - - - À court terme	-2 088	0	-2 088
3.4.2.4.0.2	342000_4_N_ - - - - - À long terme	11 381	0	11 381
3.4.2.4.1	342000_4_N_ - - - - - Autres sociétés financières	1450	0	1450
3.4.2.4.1.1	342000_4_N_ - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.4.1.2	342000_4_N_ - - - - - - À long terme	1450	0	1450
3.4.2.4.2	342000_4_N_ - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	7 843	0	7 843
3.4.2.4.2.1	342000_4_N_ - - - - - - À court terme	-2 088	0	-2 088
3.4.2.4.2.2	342000_4_N_ - - - - - - À long terme	9 931	0	9 931

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisiti	Débit / Accroisse	Solde
3.4.6	346000_4_N_	- - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	54 264,00	-31 881,50	86 145,50
3.4.6.1	346000_4_N_	- - - - - Banque centrale	0	-46 436,50	46 436,50
3.4.6.1.1	346000_4_N_	- - - - - - À court terme	0	-46 436,50	46 436,50
3.4.6.1.2	346000_4_N_	- - - - - - À long terme	0	0,00	0,00
3.4.6.1.9	346000_4_N_	- - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	346000_4_N_	- - - - - - - À court terme			0
3.4.6.1.9.2	346000_4_N_	- - - - - - - À long terme			0
3.4.6.2	346000_4_N_	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque	8 369	4948	3 421
3.4.6.2.1	346000_4_N_	- - - - - - À court terme	8 369	4948	3 421
3.4.6.2.2	346000_4_N_	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.3	346000_4_N_	- - - - - Administrations publiques			0
3.4.6.3.1	346000_4_N_	- - - - - - À court terme			0
3.4.6.3.2	346000_4_N_	- - - - - - À long terme			0
3.4.6.4	346000_4_N_	- - - - - Autres secteurs	45 895,00	9 607	36 288,00
3.4.6.4.0.1	346000_4_N_	- - - - - - - À court terme	14 895,00	9 607	5 288,00
3.4.6.4.0.2	346000_4_N_	- - - - - - - À long terme	31 000	0	31 000
3.4.6.4.1	346000_4_N_	- - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	346000_4_N_	- - - - - - - À court terme			0
3.4.6.4.1.2	346000_4_N_	- - - - - - - À long terme			0
3.4.6.4.2	346000_4_N_	- - - - - - Sociétés non financières, ménages et	45 895,00	9 607	36 288,00
3.4.6.4.2.1	346000_4_N_	- - - - - - - À court terme	14 895,00	9 607	5 288,00
3.4.6.4.2.2	346000_4_N_	- - - - - - - À long terme	31 000	0	31 000
3.4.7	347000_4_N_	- - - - Droits de tirage spéciaux	0		0,00
3.5	350000_4_N_	- - Avoirs de réserve	-581 583,50	0	-581 583,50
3.5.1	351000_4_N_	- - - Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	351100_4_N_	- - - - Or métal	0		0
3.5.1.2	351200_4_N_	- - - - Comptes en or non affectés	0		0
3.5.2	352000_4_N_	- - - Droits de tirage spéciaux	-222 336,40	0	-222 336,40
3.5.3	353000_4_N_	- - - Position de réserve au FMI	-7 156,50	0	-7 156,50
3.5.4	354000_4_N_	- - - Autres avoirs de réserve	-352 090,60	0	-348 986,68
3.5.4.1	354100_4_N_	- - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-352 090,60	0	-348 986,68
3.5.4.1.1	354110_4_N_	- - - - - Créances sur les autorités monétaires	3 967,00		3 967,00
3.5.4.1.2	354120_4_N_	- - - - - Créances sur d'autres entités	-356 057,60		-356 057,60
3.5.4.2	354200_4_N_	- - - - Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	354210_4_N_	- - - - - Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	354210_4_N_	- - - - - - À court terme			0
3.5.4.2.1.2	354210_4_N_	- - - - - - À long terme			0
3.5.4.2.2	354220_4_N_	- - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement		0	0
3.5.4.3	354300_4_N_	- - - - Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	354400_4_N_	- - - - Autres créances	0	0	0
	6400000_5_N_	Erreurs et omissions nettes	-5 223 843,53	-5 206 406,14	-17 437,39
0.	000000_0_N_	- Postes pour mémoire			0
0.0	000000_0_N_	- - Financement exceptionnel	17 343	0	17 343
1.	220000_9_B_	- Transferts courants et ou en capital			0
1.1.	221100_9_B_	- - - Remises de dettes			0
1.2.	221200_9_B_	- - - Autres dons intergouvernementaux			0
1.3.	22130z_9_B_	- - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI			0
1.0.1	221000_9_B_	- - - - Banque centrale			0
1.0.1.1	221100_9_B_	- - - - - Remises de dettes			0
1.0.1.2	221200_9_B_	- - - - - Autres dons intergouvernementaux			0
1.0.1.3	22130z_9_B_	- - - - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI			0
1.0.2	221000_9_B_	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)			0
1.0.2.1	221100_9_B_	- - - - - Remises de dettes			0
1.0.2.2	221200_9_B_	- - - - - Autres dons intergouvernementaux			0
1.0.2.3	22130z_9_B_	- - - - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI			0
1.0.3	221000_9_B_	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale			0
1.0.3.1	221100_9_B_	- - - - - Remises de dettes			0
1.0.3.2	221200_9_B_	- - - - - Autres dons intergouvernementaux			0
1.0.3.3	22130z_9_B_	- - - - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI			0
1.0.4	221000_9_B_	- - - - Administration publique			0
1.0.4.1	221100_9_B_	- - - - - Remises de dettes			0

Code SDMX Libellé poste		Crédit / Acquisiti	Débit / Accroisse	Solde	
2.	310000_9_N_	- Investissements directs	0	0	0
2.1.	311100_9_N_	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
2.2.	311200_9_N_	- - - Instruments de dette	0	0	0
2.0.1	311000_9_N_	- - - - Banque centrale	0	0	0
2.0.1.1.	311100_9_N_	- - - - - Prises de participations liée	0	0	0
2.0.1.2.	311200_9_N_	- - - - - Instruments de dette	0	0	0
2.0.2	312000_9_N_	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
2.0.2.1.	312100_9_N_	- - - - - Prises de participations liée	0	0	0
2.0.2.2.	312200_9_N_	- - - - - Instruments de dette	0	0	0
2.0.3	313000_9_N_	- - - - Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
2.0.3.1.	313100_9_N_	- - - - - Prises de participations liée	0	0	0
2.0.3.2.	313200_9_N_	- - - - - Instruments de dette	0	0	0
2.0.4	311000_9_N_	- - - - Administration publique	0	0	0
2.0.4.1.	311100_9_N_	- - - - - Prises de participations liée	0	0	0
2.0.4.2.	311200_9_N_	- - - - - Instruments de dette	0	0	0
2.0.5	315000_9_N_	- - - - Autres secteurs	0	0	0
2.0.5.1.	315100_9_N_	- - - - - Prises de participations liée	0	0	0
2.0.5.2.	315200_9_N_	- - - - - Instruments de dette	0	0	0
3.	320000_9_N_	- Investissement de portefeuille	0	0	0
3.1.	321000_9_C_	- - - Prises de participations liées à une réduction de la dette	17 343	0	17 343
4.	340000_9_N_	- Autres investissements	250 265	0	250 265
4.1.	341100_9_N_	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au n			0
4.2.	341200_9_N_	- - - Rééchelonnement de dettes existantes			0
4.0.1	341000_9_N_	- - - - Banque centrale			0
4.0.1.1	341100_9_N_	- - - - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités		o	0
4.0.1.2	341200_9_N_	- - - - - Rééchelonnement de dettes existantes			0
4.0.2.	341000_9_N_	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)			0
4.0.2.1	341100_9_N_	- - - - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités		o	0
4.0.2.2	341200_9_N_	- - - - - Rééchelonnement de dettes existantes			0
4.0.3.	341000_9_N_	- - - - - Etablissements de dépôts autres que la banque centrale			0
4.0.3.1	341100_9_N_	- - - - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités		o	0
4.0.3.2	341200_9_N_	- - - - - Rééchelonnement de dettes existantes			0
4.0.4.	341000_9_N_	- - - - - Administration publique			0
4.0.4.1	341100_9_N_	- - - - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités		o	0
4.0.4.2	341200_9_N_	- - - - - Rééchelonnement de dettes existantes			0
4.0.5.	341000_9_N_	- - - - - Autres secteurs			0
4.0.5.1	341100_9_N_	- - - - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités		o	0
4.0.5.2	341200_9_N_	- - - - - Rééchelonnement de dettes existantes			0
5.	343000_9A_N_	- Arriérés	0	0	0
5.1.	343000_9A_N_	- - - Accumulation d'arriérés	0	0	0
5.1.1	343000_9A_N_	- - - - Principal sur la dette à court terme	0	0	0
5.1.2	343000_9A_N_	- - - - Principal sur la dette à long terme	0	0	0
5.1.3	343000_9A_N_	- - - - Intérêts initiaux	0	0	0
5.1.4	343000_9A_N_	- - - - Intérêts de pénalisation	0	0	0
5.2.	343000_9A_N_	- - - Remboursement d'arriérés	0	0	0
5.2.1	343000_9A_N_	- - - - Principal	0	0	0
5.2.2	343000_9A_N_	- - - - Intérêts	0	0	0
5.3.	343000_9A_N_	- - - Rééchelonnement d'arriérés	0	0	0
5.3.1	343000_9A_N_	- - - - Principal	0	0	0
5.3.2	343000_9A_N_	- - - - Intérêts	0	0	0
5.4.	343000_9A_N_	- - - Annulation d'arriérés	0	0	0
5.4.1.	343000_9A_N_	- - - - Principal	0	0	0
5.4.2.	343000_9A_N_	- - - - Intérêts	0	0	0

Source : BCEAO

Tableau A15 : Balance des paiements MBP6 Optique BCEAO – MALI

Code SDMX	Nom du poste	2018	2019	2020	2021	2022
1_B_N_N_E	Compte des transactions courantes	-464,5	-755,1	-218,5	-814,3	-920,3
	Crédit	3 395,9	3704,9	4 059,4	4 068,6	4 777,3
	Débit	3 860,4	4460,0	4 278,0	4 882,9	5 697,6
1_B_N_N_E	Biens et services	-1 052,5	-1240,1	-658,2	-1 228,4	-1 301,5
	Crédit	2 325,2	2602,6	2 990,5	2 983,9	3 652,1
	Débit	3 377,7	3842,7	3 648,7	4 212,4	4 953,7
1_B_N_N_E	Biens	-212,6	-373,6	290,1	-169,2	-134,7
	Crédit	1 991,4	2153,4	2 759,4	2 693,8	3 353,6
	Débit	2 204,0	2527,0	2 469,3	2 863,1	3 488,3
1_B_N_N_E	Marchandises générales, base balance des paiements	-1 601,0	-1939,6	-1 972,8	-2 298,6	-2 742,9
	Crédit	603,1	587,3	496,5	564,5	627,3
	Débit	2 204,0	2527,0	2 469,3	2 863,1	3 370,2
<i>1_B_N_N_E</i>	<i>Dont : Réexportations</i>	<i>70,7</i>	<i>5,3</i>	<i>44,5</i>	<i>40,5</i>	<i>36,8</i>
	Crédit	70,7	5,3	44,5	40,5	36,8
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Or non monétaire	1 388,4	1566,1	2 262,9	2 129,4	2 608,2
	Crédit	1 388,4	1566,1	2 262,9	2 129,4	2 726,3
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	118,1
1_B_N_N_E	Services	-839,9	-866,6	-948,3	-1 059,2	-1 166,8
	Crédit	333,8	449,2	231,1	290,1	298,5
	Débit	1 173,7	1315,8	1 179,4	1 349,3	1 465,3
1_B_N_N_E	Transport	-439,3	-509,5	-475,2	-655,4	-769,5
	Crédit	16,3	4,9	2,5	5,0	16,9
	Débit	455,6	514,4	477,7	660,5	786,5
<i>1_B_N_N_E</i>	<i>Dont fret</i>	<i>-394,3</i>	<i>-465,5</i>	<i>-455,1</i>	<i>-610,3</i>	<i>-729,9</i>
	Crédit	12,4	0,8	0,6	0,8	10,6
	Débit	406,7	466,3	455,6	611,0	740,5
1_B_N_N_E	Voyages	26,8	23,4	-25,2	14,7	4,9
	Crédit	126,1	137,8	46,9	105,5	88,8
	Débit	99,3	114,4	72,0	90,8	83,9
1_B_N_N_E	Autres services	-427,4	-380,4	-448,0	-418,4	-401,6
	Crédit	191,4	306,5	181,7	179,6	189,3
	Débit	618,8	686,9	629,7	598,0	590,9
1_B_N_AL_E	Revenu primaire	-283,4	-407,5	-425,2	-456,5	-488,1
	Crédit	97,9	83,2	88,9	93,1	127,8
	Débit	381,3	490,7	514,1	549,6	615,8
1_B_N_AL_E	Rémunération des salariés	13,5	15,3	14,7	16,7	19,7
	Crédit	46,8	40,4	39,0	41,3	50,8
	Débit	33,3	25,0	24,3	24,6	31,1
3_B_N_AL_E	Revenus des investissements	-294,7	-426,7	-443,8	-477,1	-511,7
	Crédit	47,2	39,0	46,0	47,9	73,1
	Débit	342,0	465,7	489,8	525,0	584,8
1_B_N_AL_E	Autre revenu primaire	-2,1	3,9	3,9	3,9	3,9
	Crédit	3,8	3,9	3,9	0,0	0,0
	Débit	6,3	6,0	0,0	3,9	3,9

Code SDMX	Nom du poste	2018	2019	2020	2021	2022
2_B_AL_AL_E	Revenu secondaire	871,4	892,5	864,9	870,6	869,3
	Crédit	972,8	1019,1	980,1	991,5	997,4
	Débit	101,4	126,5	115,2	121,0	128,1
2_B_GG_AL_E	Administrations publiques	414,2	441,9	372,8	336,3	304,9
	Crédit	419,1	455,6	385,6	347,2	308,9
	Débit	5,0	13,7	12,8	10,9	4,0
2_B_GG_AL_E	Coopération internationale courante	414,2	441,9	372,8	336,3	304,9
	Crédit	419,1	455,6	385,6	347,2	308,9
	Débit	5,0	13,7	12,8	10,9	4,0
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	457,2	450,7	492,1	534,3	564,4
	Crédit	553,7	563,5	594,5	644,3	688,4
	Débit	96,5	112,8	102,4	110,0	124,1
2_B_OS_AL_E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	439,5	433,1	441,1	480,4	526,9
	Crédit	521,2	529,0	535,0	586,1	639,7
	Débit	81,7	95,9	93,9	105,7	112,8
2_B_OS_AL_E	Envois de fonds des travailleurs	439,5	433,1	441,1	480,4	526,9
	Crédit	521,2	529,0	535,0	586,1	639,7
	Débit	81,7	95,9	93,9	105,7	112,8
2_B_OS_AL_E	Autres transferts courants	17,7	17,6	51,0	53,9	37,5
	Crédit	32,5	34,5	59,5	58,2	48,7
	Débit	14,8	17,0	8,5	4,3	11,3
2_B_AL_AL_E	Compte de capital	133,0	113,9	126,5	76,6	77,3
	Crédit	139,4	120,3	129,9	78,9	80,0
	Débit	6,4	6,4	3,4	2,3	2,8
2_B_AL_AL_E	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	-6,1	-5,4	-2,7	-1,9	-2,1
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Débit	6,1	5,4	2,7	1,9	2,1
2_B_AL_AL_E	Transferts de capital	139,0	119,3	129,2	78,5	79,4
	Crédit	139,4	120,3	129,8	78,9	80,0
	Débit	0,3	1,0	0,7	0,4	0,7
2_B_GG_AL_E	Administration publique	93,5	106,6	97,8	57,2	47,8
	Crédit	93,5	106,6	97,8	57,2	47,9
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
2_B_GG_AL_E	Remises de dette	19,0	17,6	20,0	8,2	9,3
	Crédit	19,0	17,6	20,0	8,2	9,3
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Autres transferts de capital	74,5	89,0	77,8	49,0	38,6
	Crédit	74,5	89,0	77,8	49,0	38,7
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	45,5	12,7	31,4	21,4	31,6
	Crédit	45,9	13,7	32,0	21,7	32,1
	Débit	0,3	1,0	0,7	0,4	0,6
2_B_OS_AL_E	Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Autres transferts de capital	45,5	12,7	31,4	20,8	31,6
	Crédit	45,9	13,7	32,0	21,1	32,1
	Débit	0,3	1,0	0,7	0,4	0,6
B_B_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-331,5	-641,2	-92,1	-742,7	-843,0

Code SDMX	Nom du poste	2018	2019	2020	2021	2022
4_N_AL_AL_E	Compte financier	-607,2	-607,2	-510,3	-657,9	-401,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	72,5	284,1	65,2	120,8	122,1
	Augmentation nette de passifs	473,1	891,4	575,5	778,7	523,4
4_N_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-400,7	-607,2	-59,5	-715,7	-864,1
4_N_AL_AL_E	Investissement direct	-259,4	-502,8	-308,3	-323,9	-419,1
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,2	0,6	0,7	31,0	27,2
	Augmentation nette de passifs	259,6	503,4	309,0	354,9	446,3
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	-197,7	-361,6	-469,0	-272,3	-290,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	1,0	0,6	0,6	26,6	27,0
	Augmentation nette de passifs	198,7	362,2	469,6	298,9	317,7
4_N_AL_AL_E	Instruments de dette	-61,7	-141,1	160,6	-51,6	-128,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,9	0,0	0,1	4,4	0,2
	Augmentation nette de passifs	60,8	141,1	-160,6	56,0	128,5
4_N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	-118,6	-48,1	-191,2	-392,9	-121,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,2	104,1	0,0	4,2	2,6
	Augmentation nette de passifs	118,4	152,1	191,2	397,2	124,3
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	0,2	-1,1	0,2	0,8	5,2
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,1	0,4	0,1	3,3	2,7
	Augmentation nette de passifs	-0,4	1,5	-0,1	2,5	-2,5
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,2	-0,4	0,2	0,8	5,2
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,1	-0,2	0,1	3,3	2,7
	Augmentation nette de passifs	-0,4	0,2	-0,1	2,5	-2,5
4_N_FC_AL_E	<i>Autres sociétés financières</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	-0,2	0,0	0,2	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,1	-0,2	0,1	0,0
4_N_NC_AL_E	<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>5,2</i>
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,1	0,1	0,1	3,1	2,7
	Augmentation nette de passifs	-0,3	0,2	0,1	2,5	-2,5
4_N_AL_AL_E	Titres de créance	-118,9	-47,0	-27,4	-319,1	37,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,1	103,7	185,5	87,6	205,7
	Augmentation nette de passifs	118,8	150,6	212,9	406,7	168,1
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-119,4	-152,9	-186,3	-393,7	-123,2
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0
	Augmentation nette de passifs	119,4	152,9	186,3	394,7	123,2
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,5	0,5	-192,6	2,4	-3,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,1	0,2	0,0	0,9	-0,1
	Augmentation nette de passifs	-0,6	-0,3	192,6	-1,4	3,6
4_N_FC_AL_E	<i>Autres sociétés financières</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-5,2</i>	<i>0,9</i>	<i>-4,1</i>
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,1	0,2	-0,2	0,9	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	5,0	0,0	4,1
4_N_NC_AL_E	<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>1,4</i>	<i>0,3</i>
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
	Augmentation nette de passifs	-0,6	-0,3	0,0	-1,4	-0,4
4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Nom du poste	2018	2019	2020	2021	2022
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres investissements	-22,7	-211,2	52,8	-385,7	139,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	72,5	24,6	75,6	75,3	92,3
	Augmentation nette de passifs	95,2	235,9	22,8	461,0	-47,2
4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres titres de créances	-22,7	-215,9	-10,8	-119,5	139,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	72,5	160,3	64,6	42,4	92,3
	Augmentation nette de passifs	95,2	376,2	75,3	161,9	-47,2
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-25,0	-286,0	-51,2	-10,2	70,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	25,0	286,0	51,2	10,2	-70,9
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	2,3	70,1	40,4	-35,1	68,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	72,5	160,3	64,6	0,0	92,3
	Augmentation nette de passifs	70,2	90,2	24,1	35,1	23,7
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-4,5	1,2	0,2	8,3	-0,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,6	-1,1	0,0	0,0	1,5
	Augmentation nette de passifs	3,8	-2,3	-0,2	-8,2	1,7
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6,8	68,9	40,2	-43,4	68,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	73,1	161,3	64,5	0,0	90,8
	Augmentation nette de passifs	66,3	92,4	24,3	43,4	22,0
5_N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	35,8	33,9	32,5	27,1	-17,4
	Crédit	-3 258,7	-3541,1	-3 704,7	-3 634,7	-5 223,8
	Débit	-3 294,5	-3575,0	-3 737,2	-3 661,7	-5 206,4
0_N_N_N_E	Solde global	104,9	264,2	450,8	-57,8	-459,1
	Crédit	204,1	123,2	419,4	392,0	-488,6
	Débit	99,2	-141,0	-31,3	449,8	-29,5
	Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-104,9	-264,2	-450,8	57,8	459,1
	Acquisition nette d'actifs financiers	-204,1	-123,2	-419,4	-392,0	488,6
	Augmentation nette de passifs	-99,2	141,0	31,3	-449,8	29,5
4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-115,0	-181,0	-193,6	-43,2	513,1
	Acquisition nette d'actifs financiers	-178,4	-154,8	-223,0	-316,1	581,6
	Augmentation nette de passifs	-63,4	26,2	-29,4	-272,9	68,5
4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	10,1	-83,2	-257,2	101,0	-54,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	-25,7	31,6	-196,5	-75,9	-93,0
	Augmentation nette de passifs	-35,8	114,8	60,7	-176,9	-39,0

Source : BCEAO

Tableau A16 : Position extérieure globale- MALI

Libellé poste	2019	2020	2021	2022
Position extérieure global nette	-5 218,7	-5 149,2	-7 416,1	-8 163,4
Avoirs	1 830,1	2 183,8	2 902,9	2 212,3
. -- Investissement direct	6,9	29,1	71,3	95,5
. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	4,9	24,9	64,6	95,1
. ----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	4,9	24,9	64,6	86,1
. ----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	4,9	7,2	40,1	82,9
. ----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)			0	2,5
. ----- Entre entreprises soeurs	0,0	17,7	24,5	0,7
. ----- si le contrôle ultime est détenu par un résident			0,0	0,0
. ----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			0,0	0,0
. ----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0,0	0,0
. ---- Instruments de dette	2,0	4,3	6,7	0,4
. ----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Entre entreprises soeurs	2,0	4,3	6,7	0,4
. ----- si le contrôle ultime est détenu par un résident			0,0	0,0
. ----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			0,0	0,0
. ----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0,0	0,0
. ----- Titres de créance :			0,0	0,0
. ----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct			0,0	0,0
. ----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)			0,0	0,0
. ----- Entre entreprises soeurs			0,0	0,0
. ----- si le contrôle ultime est détenu par un résident			0,0	0,0
. ----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			0,0	0,0
. ----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0,0	0,0
. -- Investissements de portefeuille	588,1	805,3	921,9	995,9
. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	4,6	13,6	10,2	9,0
. ----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	2,9	11,6	4,1	4,7
. ----- Autres secteurs	1,7	2,0	6,1	4,4
. ----- Autres sociétés financières	0,8	0,4	1,2	0,9
. ----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1,0	1,5	4,9	3,5
. ----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement			0,0	0,0
. ----- Cotés en bourse			0,0	0,0
. ----- Non cotés en bourse			0,0	0,0
. ----- Actions/Parts de fonds de placement			0,0	0,0
. ----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires			0,0	0,0
. ---- Titres de créance	583,5	791,7	911,8	986,9
. ----- Banque centrale	0,0		0,0	0,0
. ----- À court terme			0,0	0,0
. ----- À long terme			0,0	0,0
. ----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme	0,0		0,0	0,0
. ----- À long terme	0,0		0,0	0,0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	581,7	790,1	906,0	981,8
. ----- À court terme	181,3	146,3	185,1	180,4
. ----- À long terme	400,5	643,7	721,0	801,4

Libellé poste	2019	2020	2021	2022
.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme	0,0		0,0	0,0
.----- À long terme	0,0		0,0	0,0
.----- Autres secteurs	1,8	1,6	5,8	5,1
.----- À court terme	0,8	0,7	0,0	0,0
.----- À long terme	1,0	0,9	5,8	5,1
.----- Autres sociétés financières			5,8	4,4
.----- À court terme			0,0	0,0
.----- À long terme			5,8	4,4
.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0,0	0,7
.----- À court terme			0,0	0,0
.----- À long terme			0,0	0,7
.-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des emp	0,0	0,0	0,0	0,0
.---- Banque centrale			0,0	0,0
.---- Autorités monétaires (le cas échéant)			0,0	0,0
.---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale			0,0	0,0
.---- Administrations publiques			0,0	0,0
.---- Autres secteurs			0,0	0,0
.---- Autres sociétés financières			0,0	0,0
.---- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0,0	0,0
.---- Dérivés financiers (autres que réserves)			0,0	0,0
.----- Options			0,0	0,0
.----- Contrats à terme			0,0	0,0
.----- Options sur titres des employés			0,0	0,0
.-- Autres investissements	551,5	452,9	664,1	474,6
.---- Autres titres de participation			0,0	0,0
.---- Monnaie fiduciaire et dépôts	232,2	177,7	352,7	225,5
.----- Banque centrale	0,0		0,0	0,0
.----- À court terme			0,0	0,0
.----- À long terme			0,0	0,0
.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0		0,0	0,0
.----- À court terme			0,0	0,0
.----- À long terme			0,0	0,0
.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	107,2	153,0	98,9	43,2
.----- Dont: positions interbancaires			0,0	0,0
.----- À court terme			98,9	43,2
.----- À long terme			0,0	0,0
.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme			0,0	0,0
.----- À long terme			0,0	0,0
.----- Autres secteurs	125,0	24,7	253,7	182,3
.----- À court terme	125,0	1,1	51,9	3,1
.----- À long terme	0,0	23,6	201,9	179,2
.----- Autres sociétés financières	0,9	1,0	0,0	5,3
.----- À court terme	0,9	1,0	0,0	0,0
.----- À long terme	0,0	0,0	0,0	5,3
.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	124,0	23,7	253,7	177,0
.----- À court terme	124,0	0,1	51,9	3,1
.----- À long terme	0,0	23,6	201,9	173,9

Libellé poste	2019	2020	2021	2022
. ---- Prêts	122,2	87,4	129,8	135,8
. ----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)			0,0	0,0
. ----- Autres prêts à court terme			0,0	0,0
. ----- Autres prêts à long terme			0,0	0,0
. ----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)			0,0	0,0
. ----- Autres prêts à court terme			0,0	0,0
. ----- Autres prêts à long terme			0,0	0,0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	121,0	87,2	129,6	127,7
. ----- À court terme	121,0	87,2	129,6	127,7
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)			0,0	0,0
. ----- Autres à court terme			0,0	0,0
. ----- Autres à long terme			0,0	0,0
. ----- Autres secteurs	1,2	0,2	0,2	8,0
. ----- À court terme			0,1	8,0
. ----- À long terme			0,0	0,0
. ----- Autres sociétés financières			0,0	0,0
. ----- À court terme			0,0	0,0
. ----- À long terme			0,0	0,0
. ----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0,1	8,0
. ----- À court terme			0,1	8,0
. ----- À long terme			0,0	0,0
. ---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Banque centrale			0,0	0,0
. ----- Autorités monétaires (le cas échéant)			0,0	0,0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale			0,0	0,0
. ----- Administrations publiques			0,0	0,0
. ----- Autres secteurs			0,0	0,0
. ----- Autres sociétés financières			0,0	0,0
. ----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0,0	0,0
. ----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie			0,0	0,0
. ----- Droits à assurance vie et à annuités			0,0	0,0
. ----- Droits à pension			0,0	0,0
. ----- Créances des fonds de pension sur les sponsors			0,0	0,0
. ----- Droits à prestations autres que des pensions			0,0	0,0
. ----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées			0,0	0,0
. ---- Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	45,3	50,5
. ----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme			0,0	0,0
. ----- À long terme			0,0	0,0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme			0,0	0,0
. ----- À long terme			0,0	0,0
. ----- Autres secteurs	0,0	0,0	45,3	50,5
. ----- À court terme	0,0	0,0	45,3	41,8
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	8,7
. ----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellé poste	2019	2020	2021	2022
. - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	42,2	169,7	136,4	62,9
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme			0,0	0,0
. - - - - À long terme			0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme			0,0	0,0
. - - - - À long terme			0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	7,4	6,3	7,7	16,1
. - - - - À court terme	7,4	6,3	7,7	16,1
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme			0,0	0,0
. - - - - À long terme			0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	34,8	163,3	128,6	46,8
. - - - - À court terme	34,8	72,3	71,6	15,1
. - - - - À long terme	0,0	91,0	57,0	31,7
. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme			0,0	0,0
. - - - - À long terme			0,0	0,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	34,8	163,3	128,6	46,8
. - - - - À court terme	34,8	72,3	71,6	15,1
. - - - - À long terme	0,0	91,0	57,0	31,7
. - - - - Droits de tirage spéciaux			0,0	0,0
. - - - - Avoirs de réserve	683,7	896,5	1 245,5	646,3
. - - - - Or monétaire			0,0	0,0
. - - - - Or métal			0,0	0,0
. - - - - Comptes en or non affectés			0,0	0,0
. - - - - Droits de tirage spéciaux	132,2	256,7	446,5	226,9
. - - - - Position de réserve au FMI	24,5	18,6	32,0	25,1
. - - - - Autres avoirs de réserve	526,9	621,2	767,1	394,2
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	526,9	621,2	767,1	394,2
. - - - - Créances sur les autorités monétaires	2,1	1,9	3,5	7,4
. - - - - Créances sur d'autres entités	524,8	619,3	763,6	386,8
. - - - - Titres			0,0	0,0
. - - - - Titres de créance			0,0	0,0
. - - - - À court terme			0,0	0,0
. - - - - À long terme			0,0	0,0
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement			0,0	0,0
. - - - - Dérivés financiers			0,0	0,0
. - - - - Autres créances			0,0	0,0
Engagements	7 051,5	7 336,9	10 319,0	10 375,7
. - - Investissement direct	2 377,1	2 730,8	3 258,4	3 467,0
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	1 291,6	1 811,4	2 210,6	2 273,3
. - - - - - Titres de participation autres que le réinvestiss	1 291,3	1 807,6	1 862,5	1 913,3
. - - - - - Investisseur direct dans des entrep	0,0	0,4	1 847,1	1 887,7
. - - - - - Entreprises d'investissement direct	0,3	3,3	6,7	3,0
. - - - - - Entre entreprises soeurs			8,8	22,7
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident			0,0	0,0
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résid			0,0	0,0
. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0,0	0,0
. - - - - Instruments de dette	1 085,6	919,4	1 047,9	1 193,3
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entrep	942,9	799,9	948,8	1 160,7
. - - - - - Créances des entreprises d'investissement dire	105,1	77,9	46,4	32,2
. - - - - - Entre entreprises soeurs	37,6	41,6	52,6	0,4
. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résiden				0,0

Libellé poste	2019	2020	2021	2022
- - - - - Entre entreprises soeurs	37,6	41,6	52,6	0,4
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident			0,0	0,0
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			0,0	0,0
- - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0,0	0,0
- - - - - Titres de créance :			0,0	0,0
- - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investiss			0,0	0,0
- - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investi			0,0	0,0
- - - - - Entre entreprises soeurs			0,0	0,0
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident			0,0	0,0
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résid			0,0	0,0
- - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0,0	0,0
- - Investissements de portefeuille	710,2	924,5	1 503,9	1 707,2
- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	17,0	19,4	22,3	59,0
- - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - Établissements de dépôts autres que la banque	11,6	11,5	15,8	17,2
- - - - Autres secteurs	2,7	4,0	6,5	41,8
- - - - - Autres sociétés financières			0,7375	0,6641
- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			5,8	41,1
- - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement			0,0	0,0
- - - - - Cotés en bourse			0,0	0,0
- - - - - Non cotés en bourse			0,0	0,0
- - - - - Actions/Parts de fonds de placement			0,0	0,0
- - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement moné			0,0	0,0
- - - - Titres de créance	693,2	905,1	1 481,6	1 648,2
- - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque	49,6	71,2	77,8	113,1
- - - - - À court terme	5,1	2,6	6,0	35,7
- - - - - À long terme	44,5	68,7	71,8	77,4
- - - - - Administrations publiques	642,6	828,9	1 380,1	1 503,3
- - - - - À court terme	122,9	116,6	106,6	124,6
- - - - - À long terme	519,7	712,3	1 273,5	1 378,7
- - - - - Autres secteurs	1,0	5,0	23,7	31,8
- - - - - À court terme			0,0	0,0
- - - - - À long terme			23,7	31,8
- - - - - Autres sociétés financières			0,0	8,1
- - - - - À court terme			0,0	0,0
- - - - - À long terme			0,0	8,1
- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			23,7	23,7
- - - - - À court terme			0,0	0,0
- - - - - À long terme			23,7	23,7
- - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des e	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - Banque centrale			0,0	0,0
- - - Autorités monétaires (le cas échéant)			0,0	0,0
- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale			0,0	0,0
- - - Administrations publiques			0,0	0,0
- - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - Autres sociétés financières			0,0	0,0
- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0,0	0,0
- - - - Dérivés financiers (autres que réserves)			0,0	0,0
- - - - Options			0,0	0,0
- - - - Contrats à terme			0,0	0,0
- - - - Options sur titres des employés			0,0	0,0

Libellé poste	2019	2020	2021	2022
- - - - - Autres investissements	3 964,2	3 681,6	5 556,6	5 201,6
- - - - - - - - - - Autres titres de participation	0,0		0,0	0,0
- - - - - - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	173,1	149,8	243,4	307,3
- - - - - - - - - - - - - - - Banque centrale	16,2	15,6	14,2	4,5
- À court terme	16,2	15,6	14,2	4,5
- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
- À court terme	0,0		0,0	0,0
- À long terme	0,0		0,0	0,0
- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	156,9	134,1	229,1	302,8
- Dont: positions interbancaires			0,0	0,0
- À court terme			229,1	302,8
- À long terme			0,0	0,0
- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
- À court terme			0,0	0,0
- À long terme			0,0	0,0
- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
- À court terme			0,0	0,0
- À long terme			0,0	0,0
- Autres sociétés financières			0,0	0,0
- À court terme			0,0	0,0
- À long terme			0,0	0,0
- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0,0	0,0
- À court terme			0,0	0,0
- À long terme			0,0	0,0
- - - - - Prêts	3 466,6	3 343,2	4 818,0	4 488,8
- - - - - - - - - - Banque centrale	186,3	297,5	331,2	322,8
- - - - - - - - - - - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que le FMI)	186,3	297,5	331,2	322,8
- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
- Crédits et prêts du FMI	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	247,9	211,0	308,4	248,7
- À court terme	155,3	106,8	206,5	127,6
- À long terme	92,6	104,2	101,9	121,2
- Administrations publiques	2 574,2	2 625,4	3 449,8	3 178,7
- Crédits et prêts avec le FMI (autres que le FMI)	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres à long terme	2 574,2	2 625,4	3 449,8	3 178,7
- Autres secteurs	458,3	209,2	728,7	738,6
- À court terme	147,8	41,0	41,4	38,6
- À long terme	310,5	168,2	687,3	700,1
- Autres sociétés financières	7,0	5,4	9,1	6,0
- À court terme	6,2	4,9	9,1	6,0
- À long terme	0,8	0,5	0,0	0,0
- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	451,3	203,8	719,6	732,6
- À court terme	141,6	36,1	32,3	32,5
- À long terme	309,6	167,7	687,3	700,1
- - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standard	0,0	4,1	3,2	0,0
- - - - - - - - - - Banque centrale			0,0	0,0
- - - - - - - - - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)			0,0	0,0
- - - - - - - - - - - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale			0,0	0,0
- - - - - - - - - - - - - - - Administrations publiques			0,0	0,0
- - - - - - - - - - - - - - - Autres secteurs			3,2	0,0
- Autres sociétés financières			3,2	0,0
- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0,0	0,0
- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie			0,0	0,0
- Droits à assurance vie et à annuités			0,0	0,0
- Droits à pension			0,0	0,0
- Créances des fonds de pension sur les sponsors			0,0	0,0
- Droits à prestations autres que des pensions			0,0	0,0

Libellé poste	2019	2020	2021	2022
- - - - Crédits commerciaux et avances	123,2	77,8	110,3	68,3
- - - - - Banque centrale			0,0	0,0
- - - - - - À court terme			0,0	0,0
- - - - - - À long terme			0,0	0,0
- - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)			0,0	0,0
- - - - - - - À court terme			0,0	0,0
- - - - - - - À long terme			0,0	0,0
- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale			0,0	0,0
- - - - - - À court terme			0,0	0,0
- - - - - - À long terme			0,0	0,0
- - - - - Administrations publiques			0,0	0,0
- - - - - - À court terme			0,0	0,0
- - - - - - À long terme			0,0	0,0
- - - - - Autres secteurs	123,2	77,8	110,3	68,3
- - - - - - À court terme	119,6	74,3	86,0	-0,7
- - - - - - À long terme	3,6	3,6	24,2	68,9
- - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,8	0,8	0,7
- - - - - - - À court terme	0,0	0,8	0,8	0,7
- - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - Sociétés non financières, ménages	123,2	77,1	109,5	67,6
- - - - - - - À court terme	119,6	73,5	85,2	-1,4
- - - - - - - À long terme	3,6	3,6	24,2	68,9
- - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	130,1	37,4	164,0	116,7
- - - - - - Banque centrale	123,9	28,0	160,3	90,1
- - - - - - - À court terme	123,9	28,0	136,5	90,1
- - - - - - - À long terme	0,0	0,0	23,8	0,0
- - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - À court terme			0,0	0,0
- - - - - - - - À long terme			0,0	0,0
- - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque	0,7	0,5	0,8	5,7
- - - - - - - À court terme	0,7	0,5	0,8	5,7
- - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - À court terme	-1,6		0,0	0,0
- - - - - - - À long terme			0,0	0,0
- - - - - - Autres secteurs	5,5	8,8	2,9	20,9
- - - - - - - À court terme			2,9	20,9
- - - - - - - À long terme			0,0	0,0
- - - - - - - Autres sociétés financières			0,0	0,0
- - - - - - - - À court terme			0,0	0,0
- - - - - - - - À long terme			0,0	0,0
- - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			2,9	20,9
- - - - - - - - À court terme			2,9	20,9
- - - - - - - - À long terme			0,0	0,0
- - - - - Droits de tirage spéciaux	71,2	69,4	217,7	220,4
- - - - - Avoirs de réserve				0,0
- - - - - - Or monétaire				0,0
- - - - - - - Or métal				0,0
- - - - - - - Comptes en or non affectés				0,0
- - - - - - Droits de tirage spéciaux				0,0
- - - - - - Position de réserve au FMI				0,0
- - - - - - Autres avoirs de réserve				0,0
- - - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts				0,0
- - - - - - - - Créances sur les autorités monétaires				0,0
- - - - - - - - Créances sur d'autres entités				0,0
- - - - - - - Titres				0,0
- - - - - - - - Titres de créance				0,0
- - - - - - - - - À court terme				0,0
- - - - - - - - - À long terme				0,0
- - - - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement				0,0
- - - - - - - Dérivés financiers				0,0
- - - - - - - Autres créances				0,0

Source : BCEAO

Tableau A17 : Autres produits d'exportation

Autres produits d'exportation	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)
Produits alimentaires	27 616 939 558	49 830 826 469	32 505 596 600	35 609 327 964	28 413 150 141
Produits alimentaires d'origine animale	2 713 285 886	2 511 881 387	1 412 747 772	2 780 951 716	14 409 984 881
Viandes et abats comestibles	174 971 826	182 423 681	203 261 572	82 228 815	8 618 000
Poissons	208 328 898	316 301 593	173 709 086	129 879 900	1 061 909 923
Lait	2 327 272 043	1 987 861 834	1 016 013 226	2 558 669 252	84 140 150
Autres produits d'origine animale	313 119	19 766 559	7 600 000	9 275 000	
Préparation de viande, de poissons	2 400 000	5 527 720	12 163 888	898 749	23 920 023
Produits alimentaires d'origine végétale	7 237 012 106	23 847 931 250	13 436 354 746	14 608 750 714	13 231 396 785
Thé et café	191 727 914	338 761 342	247 654 330	198 508 245	9 000 073 603
Céréales	564 440 018	176 446 298	315 096 903	172 777 792	3 643 476 728
Graines et fruits oléagineux	6 480 844 174	23 332 723 610	12 873 603 514	14 237 464 677	587 846 454
Produits des industries alimentaires	12 565 589 127	18 404 393 651	15 091 371 012	14 350 918 407	14 708 695 302
Sucre	7 192 261	7 131 143	68 230 922	61 109 250	68 519 693
Cacao et ses préparations	14 532 882	11 105 414	39 615 909	25 123 121	68 519 693
Préparations de farine et de céréales	4 905 395 145	4 739 140 480	3 697 531 087	2 601 031 110	2 044 956 448
Préparations de légumes, de fruits	2 535 719 144	8 606 374 199	3 722 644 854	5 842 114 477	6 538 653 535
Préparations alimentaires diverses	442 600 815	1 431 390 186	2 154 503 914	222 566 302	224 217 440
Boissons	4 591 060 663	3 578 111 651	5 294 254 949	5 573 597 305	5 715 299 074
Tabacs et succédanés de tabacs	69 088 217	31 140 578	114 589 377	25 376 843	48 529 420
Autres produits alimentaires	5 101 052 439	5 066 620 181	2 565 123 070	3 868 707 127	3 827 045 963
Plantes vivantes, p.dts de la floricult.	54 860 030	179 372 946	205 967 568	36 784 083	64 375 802
Produits de la minoterie	148 407 769	176 712 899	156 707 490	242 331 329	25 215 120
Graisses, huiles animales ou végétales	162 844 421	157 572 336	133 371 522	2 132 079 315	2 958 135 209
Aliments préparés pour animaux	4 734 940 219	4 552 962 000	2 069 076 490	1 457 512 400	779 319 832
Matières premières	22 298 816 023	23 455 660 346	26 701 896 705	36 897 428 914	25 937 484 443
<i>Dont Matériaux de construction</i>	<i>7 754 316 986</i>	<i>9 322 149 281</i>	<i>9 653 021 856</i>	<i>13 316 550 386</i>	<i>8 625 765 138</i>
Chaux et ciments	492 315 038	427 259 155	268 738 777	162 248 368	85 135 556
Bois	2 426 830 722	3 162 159 126	4 095 621 878	3 802 971 088	481 195 000
Liège et ouvrages en lièges	200 000	0	0	0	0
Ouvrages de sparterie ou de vannerie	532 000 973	530 387 298	335 900 000	219 820 000	111 775 000
Ouvrages en pierres	8 703 594	21 546 830	33 566 527	86 949 346	26 147 997
Produits céramiques	12 280 962	500 937 385	551 830 034	1 341 208 617	222 180 700
Verre et ouvrages en verre	9 862 462	28 451 406	68 967 768	13 710 533	52 087 240
Ouvrages en fer, fonte et acier	1 445 825 720	1 509 413 033	1 805 564 856	2 246 459 290	3 626 395 773
Cuivre et ouvrages en cuivre	50 481 556	36 121 715	64 121 175	87 168 187	86 235 440
Nickel et ouvrages en nickel	0	0	14 160 000	0	0
Aluminium et ouvrages en aluminium	357 696 372	238 971 467	564 438 884	1 895 121 134	1 061 574 851
Magnésium					
Plomb et ouvrages en plomb	1 851 418 400	1 917 350 000	814 041 715	2 273 116 539	1 328 737 577
Zinc et ouvrages en zinc	17 500	0	0	2 700 000	0
Étain et ouvrages en étain	487 500 000	924 000 000	972 000 000	914 480 000	1 535 960 000
Autres métaux communs et ouvrages en.	32 816 400	0	0	0	0
Ouvrages divers en métaux communs	46 367 287	25 551 865	64 070 242	270 597 284	8 340 004
Autres	14 544 499 037	14 133 511 065	17 048 874 849	23 580 878 528	17 311 719 305
Gommes résines et autres	2 235 238 636	2 306 251 367	2 756 330 193	2 827 281 431	2 151 572 689
Matières à tresser	60 000	0	89 108 250	35 808 919	0
Minerais, scorie et cendres	6 799 849	4 501 518	4 309 897 692	12 038 939 825	7 194 781 971
Poudres et explosifs	424 587 274	337 220 934	565 507 722	621 374 747	507 492 049
Matières plastiques et ouvrages	3 608 817 685	3 458 713 252	3 323 414 036	2 076 032 401	2 480 228 817
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	3 323 992 950	4 599 640 307	3 583 680 546	4 152 108 514	3 228 664 631
Peaux et cuirs	4 570 037 889	3 228 771 557	2 145 399 017	1 343 581 405	1 565 265 784
Ouvrages en cuirs	4 428 275	11 774 942	57 880 315	7 533 416	44 609 511
Pelleterie et fourrures	789 000	0	0	0	0
Pates de bois	0	142 463	0	13 000 000	0
Soie	1 000 000	300 000	650 000	164 328	0
Laine, poils fins ou grossiers	136 499 232	21 937 403	0	0	0
Autres fibres, textiles végétales	4 826 000	4 470 000	80 673 855	3 300 000	60 538
Filaments synthétiques	4 233 035	12 141 436	18 451 930	10 399 734	138 357
Fibres synthétiques	208 065 463	140 671 460	71 522 290	82 200 000	61 947 818
Quates, feutres et nontisses	1 371 134	1 717 383	725 105	2 092 892	67 568 742
Tapis et autres revêtements de sol	7 914 483	3 051 967	1 536 331	512 857	3 018 108
Tissus spéciaux	5 661 823	0	22 500 000	28 431 500	6 249 518
Tissus imprégnés	38 116	2 205 076	11 000 000	8 265 957	5 482
Etoffe de bonneterie	138 193	0	10 597 567	329 850 602	115 290

Autres produits d'exportation (suite)	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)
Machines et Véhicules	14 487 262 161	19 620 526 881	18 623 698 622	35 865 111 035	40 447 459 115
Machines, appareils et matériels	3 776 518 346	5 515 196 892	4 349 577 371	15 170 225 125	6 201 084 319
Véhicules et matériels pour voie ferrée	113 365 598	527 958 870	143 260 170	3 215 623 551	328 518 985
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	10 045 770 094	11 920 060 141	11 132 236 675	14 257 692 306	32 404 258 467
Navigation aérienne ou spatiale	548 188 123	1 641 567 577	2 994 488 708	3 211 070 053	1 513 112 344
Navigation maritime ou fluviale	3 420 000	15 743 400	4 135 698	10 500 000	485 000
Produits chimiques et pharmaceutiques	11 126 144 288	10 357 478 703	11 796 261 974	9 214 550 568	10 273 445 154
Produits chimiques inorganiques	1 489 169 310	1 683 241 225	754 837 278	1 321 113 032	1 240 672 158
Produits chimiques organiques	499 201 315	383 723 218	124 578 929	98 290 435	67 553 038
Produits pharmaceutiques	5 945 837 100	5 031 191 358	6 178 585 709	3 840 688 309	7 141 764 070
Extraits tannants ou tinctoriaux	1 150 169 964	1 077 749 968	564 181 086	447 840 270	462 967 846
Huiles essentielles et résinoïdes	504 484 566	393 989 371	478 767 819	205 899 561	449 937 617
Savons, agents de surface organique	732 566 950	976 297 095	433 633 338	588 823 065	626 347 069
Matières albuminoïdes	43 498 951	75 519 548	90 898 414	111 742 220	24 742 633
Produits photographiques, cinématograph.	150 000	0	12 830 400		
Produits divers des indus.chimiques	761 066 132	735 766 920	3 157 949 001	2 600 153 676	259 460 723
Divers	9 006 035 450	8 554 385 006	7 541 592 854	4 383 219 127	8 150 048 571
Papiers et cartons	602 436 533	1 478 932 667	1 003 616 865	1 325 561 424	1 010 838 401
Produits de l'édition, de la presse	209 997 994	136 240 024	189 177 639	123 105 000	134 735 433
Vêtements et accessoires en bonneterie	87 680 907	36 715 718	32 639 485	12 258 974	523 628 420
Autres vêtements et accessoires	326 502 741	29 059 394	36 916 718	27 751 758	70 025 601
Autres articles, textiles confectionnés	500 727 162	146 042 183	143 706 159	152 985 859	135 558 138
Chaussures, guêtres, article analogue	43 975 947	37 542 628	36 883 742	68 303 621	149 493 163
Coiffures et parties de coiffures	463 499	2 232 456	4 660 775	950 000	1 016 000
Parapluies, ombrelles, parasols	0	70 588 800	0		
Plumes et duvets	245 000	350 000	0		
Outils et outillages	463 587 499	389 368 421	476 694 339	229 346 669	3 297 891 449
Instruments et appareils d'optique	881 884 265	3 688 643 401	688 622 354	676 564 788	437 949 339
Horlogerie	0	0	12 816 566		355 969
Instruments de musique	13 240 299	27 073 679	12 258 750	10 009 750	31 742 300
Armes et munitions	3 099 572 950	262 123 657	0	90 000 000	901 264
Meubles, mobiliers médico-chirurgical	2 116 654 753	2 154 700 456	3 620 423 942	1 572 966 515	2 209 889 102
Jouets, jeux, articles pour divertiss.	28 902 818	67 325 622	34 638 336	30 452 807	41 882 236
Ouvrages divers	15 144 973	6 589 016	20 639 499	21 099 095	27 584 868
Objets d'art, de collection, d'antiquité	615 018 110	20 856 883	1 227 897 684	41 862 867	76 556 889
Crayons à billes					
Effets personnels					
TOTAL INSTAT	84 535 197 480	111 818 877 405	97 169 046 755	121 969 637 608	113 221 587 423
Ajustement de la Cellule sous régionale	62 387 879 742	14 503 128 661	78 854 451 983	77 031 640 867	82 248 429 176
TOTAL BDP	146 923 077 222	126 322 006 066	176 023 498 738	199 001 278 476	195 470 016 599

Source : INSTAT/BCEAO

Tableau A18 : Autres produits d'importation

Produits Divers	2018	2019	2020	2 021	2 022
	Valeur (FOB) (en millions FCFA)	Valeur (FOB) (en millions FCFA)	Valeur (FOB) (en millions FCFA)	Valeur (FOB) (en millions FCFA)	Valeur (FOB) (en millions FCFA)
Divers	102 808	156 882	115 783	139 656	215 513
Papiers et cartons	15 981	19 704	19 407	23 848	28 724
Produits de l'édition, de la presse	2 516	10 883	1 137	1 896	925
Vêtements et accessoires en bonneterie	5 092	4 897	4 368	6 315	4 199
Autres vêtements et accessoires	2 485	2 857	2 880	3 370	2 270
Autres articles, textiles confectionnés	15 017	19 291	21 604	21 306	15 110
Chaussures, guêtres, article analogue	8 709	10 167	9 970	10 125	8 712
Coiffures et parties de coiffures	574	817	561	629	553
Parapluies, ombrelles, parasols	79	75	49	26	87
Plumes et duvets	512	447	340	296	210
Perles fines ou de culture	659	768	3 184	2 011	98 565
Outils et outillages	6 998	6 355	6 886	6 854	7 669
Instruments et appareils d'optique	15 957	20 353	18 020	20 979	16 707
Horlogerie	143	136	125	202	170
Instruments de musique	23	62	28	15	17
Armes et munitions	1 228	5 528	3 515	5 540	697
Meubles, mobiliers médico-chirurgical	21 753	48 607	17 149	28 689	22 184
Jouets, jeux, articles pour divertiss.	920	1 456	1 781	1 810	1 661
Ouvrages divers	4 123	4 385	4 707	5 683	6 937
Objets d'art, de collection, d'antiquité	36	93	70	63	115
Crayons à billes					
Effets personnels					
TOTAL INSTAT	102 808	156 882	115 783	139 656	215 513
Ajustement de	4 236	3 982	2 641	443	-46 766
TOTAL BDP	105 635	106 789	159 523	116 226	168 747

Source : INSTAT/BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int